

Services  
Télématique  
DE DU NORD  
Les autorités redoutent  
une flambée de violence



# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13853 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

SAMEDI 12 AOUT 1989

## Le respect d'Auschwitz

L'annonce faite jeudi 10 août par l'archevêque de Cracovie, le cardinal Franciszek Macharski, que l'Eglise catholique ne respecterait pas les engagements qu'elle a pris au sujet du Carmel d'Auschwitz, a des allures de provocation. La modération des réactions israéliennes, la déclaration apaisante de Mgr Decourtray, aussitôt accueillie « avec satisfaction et respect » par ses interlocuteurs juifs, montrent assez cependant le désir des principaux intéressés d'éviter que ne ressurgisse à propos d'Auschwitz une polémique passionnée, orchestrée par les médias et, à bien des égards, indigne du sujet. Les uns et les autres avaient cru trouver un arrangement, en 1987, par le déménagement - avant le 22 juillet 1989 - du couvent des carmélites d'Auschwitz et, ce faisant, ils avaient espéré redonner ses chances à un dialogue judéo-chrétien déjà suffisamment difficile.

Que le Carmel d'Auschwitz soit conçu par l'Eglise catholique polonaise comme un lieu de prière, « d'expiation et de réconciliation » ne change rien à l'affaire : la présence de ces carmélites dans les locaux mêmes où furent entassés les stocks de gaz Zyklon B de sinistre mémoire, l'énorme croix plantée presque à l'entrée du camp sont des signes d'appropriation intolérables pour la communauté juive et pas seulement pour elle.

Le s'apparentant au désir d'évangéliser un lieu qui reste le symbole de la Shoah, c'est-à-dire de l'extermination systématique des Juifs pour la seule raison qu'ils étaient Juifs. Ils apparaissent, qu'on le veuille ou non, comme une tentative de dénier à ce génocide que fut l'holocauste son irréductible singularité.

L'Eglise catholique polonaise aurait dû depuis longtemps le comprendre. Mais, dans ce pays où la croix symbolise aussi les incommensurables souffrances subies non seulement du fait du nazisme mais aussi du communisme, où elle est devenue l'emblème d'une forme de résistance nationale, on n'a pas voulu l'admettre et l'on vit comme autant d'insultes les manifestations d'impudence de la communauté juive internationale.

Ni les responsables communistes polonais ni ceux de Solidarité n'ont envie de s'en mêler. Dans la difficile partie politique qu'ils jouent actuellement à la face du monde, ils se seraient sans doute volontiers passés de cette polémique qui, inévitablement, fera ressurgir l'idée qu'existe dans ce pays un lien entre l'antisémitisme et le catholicisme populaire. Né les uns ni les autres, cependant, ne pourraient se permettre de heurter de front sur ce sujet la puissante Eglise catholique. Ils se bornent à souhaiter le dialogue entre les intéressés.

Ces relations tumultueuses entre la communauté juive et un Saint-Siège qui n'a toujours pas reconnu Israël, avaient semblé renouées en 1988 avec la rencontre de Jean Paul II avec le grand rabbin de Rome. Elles ont subi de nouvelles vicissitudes, dont la moindre ne fut pas l'audience accordée l'année suivante par le pape au président autrichien Kurt Waldheim. On a du mal aujourd'hui à oublier que Jean-Paul II est Polonais et à croire que le silence observé par le Vatican à propos d'Auschwitz est bien celui que réclame la communauté juive : celui du respect.

(Lire page 7 la déclaration de Mgr Decourtray.)

M 0147 - 0812 0 - 4,50 F

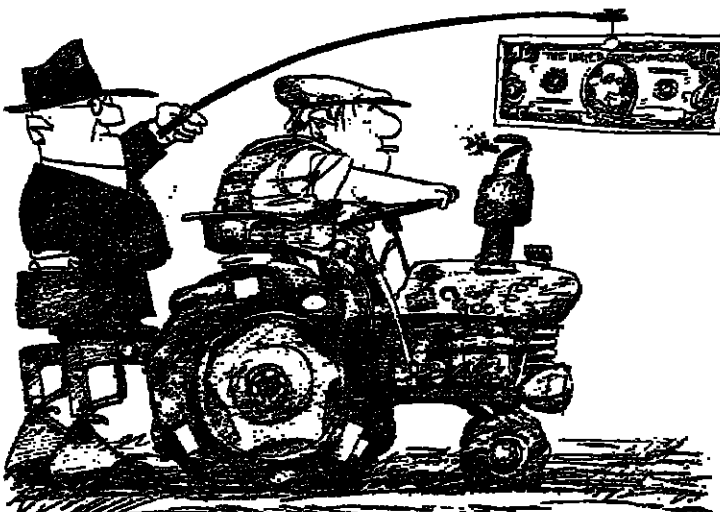


3790147004500 08120

## Un stimulant pour la production

### En URSS, les agriculteurs seront payés partiellement en devises

Le gouvernement soviétique a annoncé jeudi 10 août que les agriculteurs auraient désormais la possibilité d'être payés partiellement en devises étrangères. Cette mesure est destinée à « stimuler le développement de la production de cultures nécessaires à l'Union soviétique et à réduire les importations ». Elle est applicable en principe dès cette année et concerne les productions céréalières et celles d'oléagineux.



Lire nos informations page 3

## Malgré l'avis du Conseil d'Etat

### Le gouvernement ne renonce pas à contrôler les loyers

Le Conseil d'Etat a rendu un avis défavorable sur le projet de décret gouvernemental qui visait à limiter la hausse des loyers en région parisienne à l'augmentation de l'indice du coût de la construction. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a confirmé le 10 août le souhait du gouvernement de limiter à 2,3 % les hausses de loyer. Il a cependant admis que le nouveau projet de décret devrait être « inattaquable ».

C'est, semble-t-il, à l'unanimité que le Conseil d'Etat a rendu un avis défavorable sur le projet de décret du gouvernement limitant les augmentations de loyers en région parisienne à la seule hausse de l'indice du coût de la construction, soit + 2,3 % au premier trimestre 1989. Si on affirmait, le jeudi 10 août, au ministère du logement qu'un tel avis, dont la teneur est confidentielle, « ne remet pas en cause le principe du décret qui sera publié avant la fin du mois », le gouvernement n'en est pas moins pris de court. Jeudi soir, sur Antenne 2, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, s'est voulu conciliant : « Il faut que ce décret soit inattaquable, nous nous y employons ». Mais, avait-il précisé : « Ce n'est pas un secret que

le gouvernement souhaite limiter à 2,3 % la hausse des loyers en région parisienne. Reste à définir la manière de procéder. La tâche est d'autant moins aisée que le texte recalé par le Conseil d'Etat avait fait l'objet d'une controverse entre M. Bérégovoy et M. Michel Delebarre, ministre du logement. Celui-ci préconisait d'attendre le 1<sup>er</sup> janvier 1990, une fois passé le renouvellement de tous les baux libres, pour entreprendre un contrôle des hausses de loyers. Pressé d'endiguer la flambée des prix du logement à Paris, le ministre de l'économie avait finalement eu gain de cause, après un arbitrage délicat de M. Michel Rocard.

ÉRIC FOTTORINO.

(Lire la suite page 16.)

## La nomination du président d'Antenne 2 et de FR 3

### M. Philippe Guilhaume, le gardien de la forteresse

La nomination de M. Philippe Guilhaume à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR 3 a été bien accueillie par les milieux politiques, et particulièrement par l'opposition, qui salue l'indépendance du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le nouveau président, qui remplace M. Claude Contamine et René Han, devait, au début de septembre, choisir un directeur général pour chacune des deux chaînes et soumettre son choix à leur conseil d'administration.

La désignation de Philippe Guilhaume comme président commun d'Antenne 2 et de FR 3 peut être saluée comme une spectaculaire manifestation d'indépendance du Conseil supérieur de l'audiovisuel. A quatre personnalités proches de la gauche, les « sages » ont préféré le seul candidat qui n'ait pas les faveurs du pouvoir.

Les liens de cet ancien conseiller et neveu par alliance de M. Jacques Chaban-Delmas sont sans ambiguïté : c'est la forte pression du cabinet de M. Jacques Chirac qui, en janvier 1988, a imposé M. Guilhaume à la tête de la Société française de production (SFP), malgré la fronde des syndicats et même l'opposition du ministère de la culture, alors occupé par M. François Léotard.

Par ce coup d'éclat, l'institution de régulation triomphe de sa

première épreuve politique avec beaucoup plus d'habileté que ne le firent en leur temps la Haute Autorité et la CNCL. Elle impose le respect à une opposition qui ne peut la critiquer, à une majorité qui ne peut la renier, et obtient ainsi un début de passeport vers la pérennité.

Mais la victoire du CSA ne fera pas automatiquement le bonheur de l'audiovisuel public. Si les « sages » avaient voulu doper A 2 et FR 3, leur faire gagner la guerre de l'audience contre TF 1, ils auraient préféré le charismatique Hervé Bourges.

S'il s'agissait de secouer les imaginations tout en restant fidèle aux grandes options culturelles du service public, ils auraient pu choisir le brillant Georges Kiejman. Avec Philippe

Guilhaume, ils risquent d'avoir trouvé un consciencieux gardien pour une forteresse.

Passionné par la formation et le dialogue social dans l'entreprise, M. Guilhaume est certes un homme de mouvement et de réforme. Mais il n'a rien d'un salimbanque éclairé ou d'un gestionnaire novateur. En dehors d'un rapide passage sans éclat à la Sofrad, il doit essentiellement son expérience de l'audiovisuel à la présidence de la SFP, le cœur chroniquement malade du service public.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(Lire la suite page 6 ainsi que l'article d'ANNICK COJEAN.)

## Plus de trois cents réfugiés dans un camp militaire du Puy-de-Dôme

### Village kurde en Auvergne

Trois cent trente-cinq réfugiés kurdes irakiens sont arrivés le 1<sup>er</sup> et 3 août au camp de Bourg-Lastic (Puy-de-Dôme), près de Clermont-Ferrand. Soumis à des bombardements de l'aviation irakienne, au mois d'août 1988, des dizaines de milliers de Kurdes avaient alors fui l'Irak pour se réfugier en Turquie, où ils avaient été groupés dans des camps militaires. Lors de sa visite en Turquie, en mai dernier, M<sup>me</sup> Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Libertés, avait proposé d'accueillir en France certains des trente-huit mille Kurdes encore hébergés dans ces camps.

CLERMONT-FERRAND  
de notre envoyée spéciale

Debout autour d'un grand pin, à deux pas du drapeau français, des enfants chantent les martyrs

kurdes et la vie difficile du camp de Mardin. Des femmes assises sur l'herbe les accompagnent en frappant des mains. Les hommes jouent non loin de là, sur le terrain de volley-ball installé au beau milieu de la pelouse par les militaires.

Malgré les dons des villages voisins, tous continuent à porter les larges pantalons écrués des peshmergas, les combattants kurdes. Les femmes, elles aussi, ont gardé leurs foulards et leurs longues tuniques à fleurs, mais les enfants ont préféré puiser dans les sacs de vêtements qui leurs ont été offerts : certains portent déjà des polos aux couleurs des clubs de football de l'Hexagone. Ce matin, lors des animations organisées dans un des bâtiments, les plus jeunes ont appris leurs premiers mots de français : ils montrent, désormais, leur visage en en détaillant la bouche, puis les yeux, les oreilles - le plus difficile à prononcer - et le nez.

Les militaires du 92<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Clermont-Ferrand ont eux aussi fait des efforts : des panneaux traduisant le vocabu-

laire de base - « je ne sais pas », « venez manger », « ça va », « bonjour », « bonsoir », « oui », « non » - ont été affichés au mess, et le capitaine Delpont, qui coordonne cette mission d'accueil, ne manque jamais de saluer les Kurdes qu'il rencontre par un sonore « Roj bash ! » qui en surprend plus d'un. Le reste se raconte par gestes, ou avec l'aide des interprètes de l'Institut kurde de Paris qui se sont installés dans le camp dès les premiers jours.

L'un d'eux y a retrouvé sa famille : originaire de Bedeh, un village à trois jours de marche de la frontière turque, il était passé au maquis avant de se réfugier en France. Ses oncles, tantes, neveux, cousins et voisins d'alors ont débarqué de l'avion la semaine dernière, épuisés et perdus. Les plus âgés ont été emmenés à l'hôpital de Clermont-Ferrand. C'est là, sur les lits blancs du centre hospitalier, qu'il a retrouvé les anciens de son village. En le reconnaissant, certains pleuraient.

ANNE CHEMIN.

(Lire la suite page 8.)

Violents  
bombardements  
au Liban  
Trente tués  
PAGE 5

Relèvement  
des tarifs  
des transports  
parisiens  
4,2 % en moyenne  
à la fin du mois  
PAGE 17

La confusion  
en Pologne  
Les pressions sur  
le pouvoir s'accroissent  
PAGE 3

XX - Le hara-kiri  
parlementaire  
PAGE 2

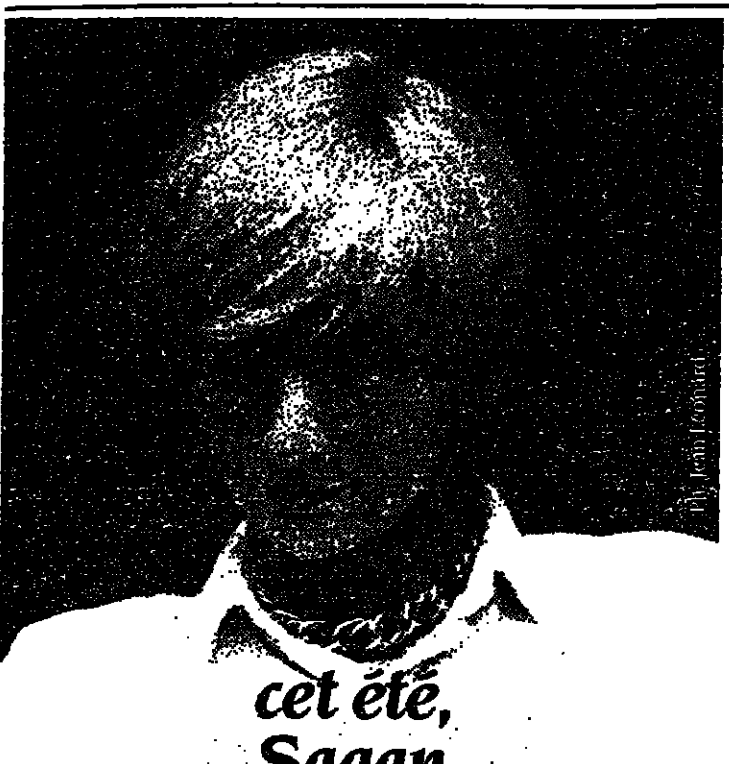
La « surchauffe »  
en Grande-Bretagne  
L'OCDE recommande  
une politique fiscale  
plus dure  
PAGE 16

Vives critiques  
contre M. Le Pen  
Le dirigeant d'extrême  
droite avait dénoncé le rôle  
de l'« internationale juive »  
dans la « création de  
l'esprit antinational »  
PAGE 20

Le Monde

Malacca, détroit de légende  
La table Les jeux  
Pages 9 à 11

Le sommaire complet  
se trouve page 20



cet été,  
Sagan

"Françoise a cajolé son  
texte : son roman se lit avec  
délectation."  
P.-J. FRANCESCHINI "L'EXPRESS"

La laisse  
Julliard

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$ ; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA (NY), 1,50 \$ ; USA (other), 2 \$.

لکڑی سے لکھا

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

# 1939 • 1940

## L'ANNEE TERRIBLE

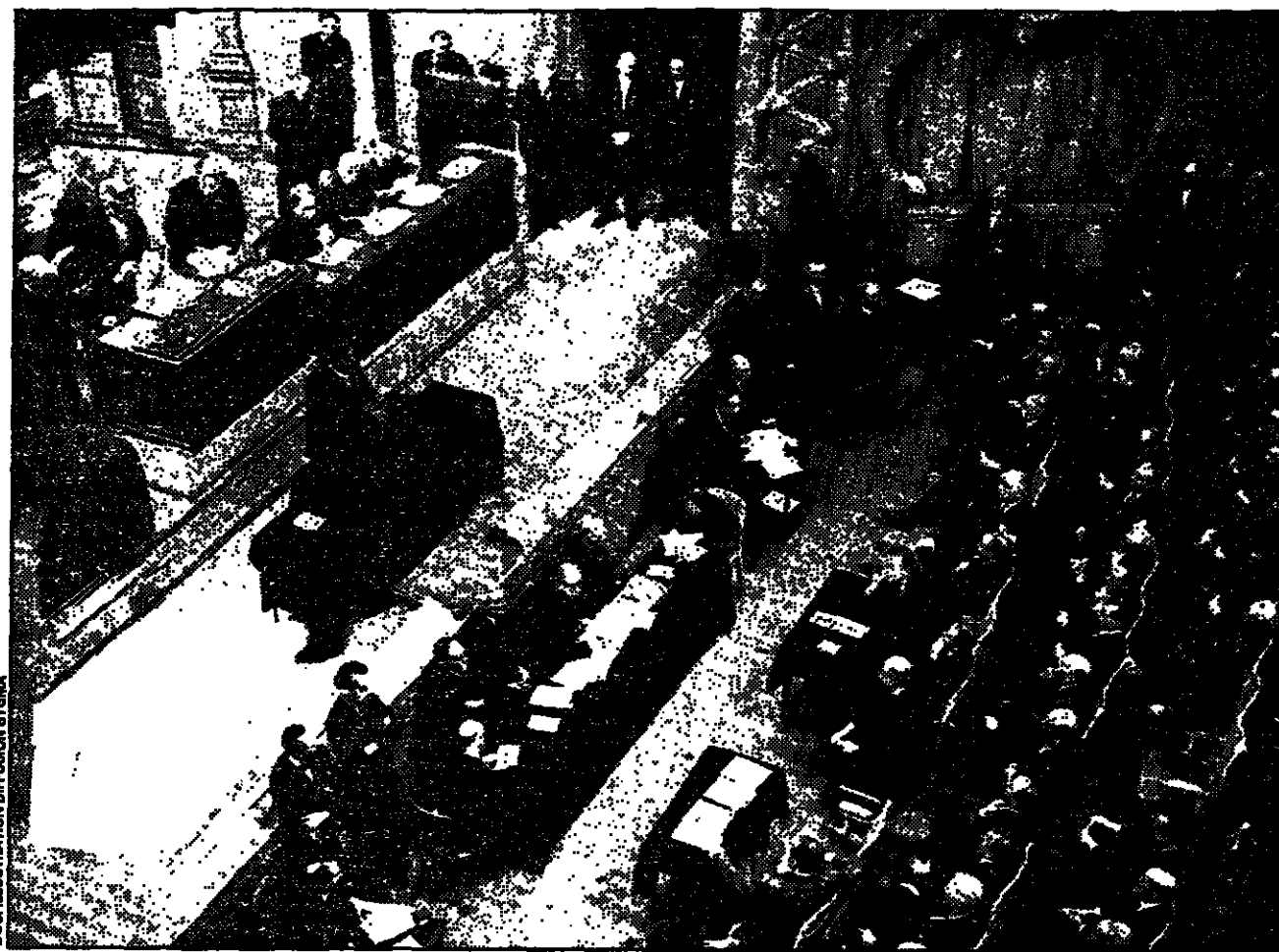
Par 569 voix pour et 80 contre, les parlementaires, réunis dans le théâtre du grand casino de Vichy, donnent au maréchal Pétain les pleins pouvoirs exécutifs et législatifs. Le maître d'œuvre de ce vote : Pierre Laval, qui les jours précédents avait employé tous les moyens pour convaincre députés et sénateurs... Ce 10 juillet marque une date symbolique : le suicide politique des parlementaires.

**« M. MARCEL ASTIER : Vive la République, quand même ! »** Voix nombrées : *Vive la France !* (Journal officiel.) Tout est dit — ou presque — dans cet échange qui clôt la séance parlementaire de l'après-midi du mercredi 10 juillet : la France avait cessé d'être une République. La Chambre des députés et le Sénat étaient réunis en Assemblée nationale ; car, la veille, l'une et l'autre avaient voté, à la quasi-unanimité, qu'il y avait « lieu de réviser les lois constitutionnelles ». Le décor était pour le moins insolite : seule la salle de théâtre du Grand Casino de Vichy était en mesure de contenir les 672 parlementaires présents. Sur la scène, le bureau du président de séance, Jules Jeanneney, entouré des sénateurs faisant fonction de secrétaires ; devant eux, en guise de tribune, une table surélevée, recouverte d'un tapis vert, placée sur le trou du souffleur ; en contrebas, les services sténographiques faisant face aux fauteuils de l'orchestre, dont le premier rang était réservé aux membres du gouvernement, et les autres occupés par les parlementaires. Les loges, ouvertes au public, étaient pleines à craquer. A 14 heures, Jules Jeanneney pouvait, « après le cérémonial d'usage », ouvrir la séance.

Elle ne traîna pas. Après qu'Edouard Herriot eut donné lecture de la lettre de protestation des parlementaires du Massilia, le règlement de la séance fut établi à la hussarde : le projet de loi gouvernemental aurait la priorité absolue, ce qui interdisait aux opposants de déposer un texte ; la majorité constitutionnelle — qui dans le passé prenait en compte tous les élus — serait calculée sur le nombre des seuls présents. Pierre Laval put, alors, au nom du gouvernement, déposer le projet de loi constitutionnelle, qui tenait en un article unique : « L'Assemblée nationale donne tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain, à effet de promulguer par un ou plusieurs actes une nouvelle Constitution de l'Etat français. Cette Constitution devra garantir les droits du travail, de la famille et de la patrie. Elle sera ratifiée par la nation et appliquée par les Assemblées qu'elle aura créées ».

Une minorité bruyante exigea, et obtint, que l'urgence soit déclarée : dans la foulée était mise en place une commission spéciale composée de députés et de sénateurs ; à 15 heures, la séance fut suspendue, jusqu'à 17 h 15 ; en moins de deux heures, la commission s'était fait sa religion après avoir écouté Pierre Laval ; son rapporteur, Jean Boivin-Champeaux, après avoir versé les larmes de crocodile qu'il convenait sur feu la Troisième, recommandait chaudement l'adoption du texte gouvernemental. Les lavalistes firent voter la « clôture », ce qui supprimait la discussion générale et les explications de vote ; restait à proclamer le résultat du dépouillement : 569 voix pour, 80 contre ; 17 se déclarèrent « abstentionnistes volontaires » (ils seront 20 après rectification de votes).

**C**eux qui voulaient ou bien enterrer la « guéuse », ou se débarrasser d'importants, voyaient leurs vœux comblés ; sans doute, avec l'aide des Bouisson, Montigny, Scapini, Xavier Vallat, Tixier-Vignancour, Ybarraçaray, Marquet, ils avaient déclaré refuser un « formalisme périmé », bousculé l'ordonnement pointilleux de Jules Jeanneney, interdit de parole — quasi *manu militari* — Vincent Badie, qui entendait défendre la République. Mais ceux qui, en 1944,



Au théâtre du Grand Casino de Vichy, le 27 juillet 1940, pendant la séance de l'Assemblée nationale. Pierre Laval, vice-président du conseil, est à la tribune. Mais, depuis le 10 juillet, la France a cessé d'être une République.

10 juillet 1940

## XX - Le hara-kiri parlementaire

par  
Jean-Pierre Azéma

chargeront Laval de tous les péchés de 40, restèrent silencieux ou consentants. Le texte voté n'accordait « au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du maréchal Pétain » que les pleins pouvoirs constitutifs ; mais le rapporteur avait bien mis les points sur les « i » : le texte, de fait, donne « au gouvernement du maréchal Pétain les pleins pouvoirs exécutifs et législatifs ; il les lui donne sans restriction, de la façon la plus étendue ». Laval avait veillé à faire figurer cette précision — capitale — qui donnait toute latitude à Philippe Pétain pour prendre dès le lendemain quatre « Actes constitutionnels ». Le premier commençait par un royal « Nous, Philippe Pétain, maréchal de France... ». Philippe Pétain déclarait « assumer les fonctions de chef de l'Etat français » : ce qui lui permettait, dans un deuxième temps, de s'octroyer « la plénitude du pouvoir gouvernemental », nommant et révoquant les ministres, « qui ne sont responsables que devant lui » ; il exerce donc « le pouvoir législatif », promulgue les lois, nomme à tous les emplois civils et militaires, dispose de la force armée, possède le droit de grâce et d'amnistie, négocie et ratifie les traités. Une seule restriction à ce pouvoir sans limites : « Il ne peut déclarer la guerre sans l'assentiment préalable des Assemblées législatives ». Laval était promu « dauphin » par l'Acte constitutionnel n° 4. Le nouveau chef de l'Etat français venait d'accomplir sa petite révolution institutionnelle. Quinze jours auparavant, pourtant, seuls quelques initiés parlaient Constitution. Philippe Pétain entendait bien promouvoir une révolution culturelle, mais il ne nourrissait à l'égard des institutions qu'un intérêt médiocre. C'est son entourage et quelques-uns de ses ministres qui l'amenèrent à s'y intéresser. Que faire, en effet, du Parlement ? Certains recommandaient prudemment de différer la réunion des Chambres jusqu'au 15 janvier : cette solution attentiste ne convenait pas totalement à Philippe Pétain, qui était irrité de devoir, par exemple, quémander une signature au président de la République. D'autres préconisaient, contre les parlementaires, qu'ils abhorraient, la manière forte ; un Weygand voulait leur faire porter la totale responsabilité de la défaite et, comme Alibert, il n'excluait pas le coup de force, pour le cas où les Chambres se mettraient à regimber. C'est Laval qui eut l'idée d'amener les parlementaires à s'autosaborder dans les règles. L'entreprise était a priori incommode. Mais il

était décidé à tenter sa chance, car l'enjeu ultime était bien le pouvoir. Il se sentait par trop isolé dans ce gouvernement. Et il lui fallait se rendre, coûte que coûte, indispensable ; tous les moyens lui semblaient bons contre ses honorables collègues. La Chambre des députés de 1936 ne l'avait-elle pas vomie, cette même année ? Et puis, le « Maréchal » ne serait pas éternel, et il entendait pouvoir enfin mener à sa guise la grande politique étrangère dont la France avait besoin ; le maintien des Chambres en l'état l'aurait, à un moment ou à un autre, importuné. Pétain, d'abord sceptique, puis intéressé, lui avait, le 29 juin, laissé carte blanche.

**S**es adversaires ont affirmé, plus tard, qu'entre le 4 et le 10 juillet il s'était montré d'une habileté diabolique. Assurément, il ne fut guère regardant sur les moyens. Il menaça les parlementaires, mais il promit le maintien de leur indemnité ; il mentit sciemment en affirmant en conseil des ministres, le 8, que les sénateurs anciens combattants avaient retiré un texte qui le gênait. A l'occasion, il parla vrai : le 5, il annonça clairement que le « Maréchal » se donnerait immédiatement tous les pouvoirs avant de désigner « la personne qui, dans le cas où il serait empêché d'exercer le pouvoir, l'exercera à sa place ». Il se livra à de basses attaques contre Blum et quelques autres.

Il sut parfois être pathétique. Surtout, il « fit les couloirs », méthodiquement, promettant à X une préfecture, à Y une sinécure. Il dit tout et, sinon son contraire, du moins l'envers nécessaire, avec des discours parfaitement adaptés au goût du jour : « Nous payons aujourd'hui le fétichisme qui nous a enchaînés à la démocratie en nous livrant aux pires excès du capitalisme ». Mais, dans la séance « privée » que tint l'Assemblée nationale dans la matinée du 10, il prit soin d'afficher également des convictions quasi républicaines : « Je suis un enfant de la laïque, j'ai été comme vous instruit par de bons maîtres ». Sans omettre cette affirmation d'un classicisme très pur : « Je sais comme vous que je suis là pour défendre le pouvoir civil ».

Il y eut tout de même un certain nombre de résistances. D'abord, l'ex-

président du conseil, munichois déclaré, Pierre-Étienne Flandin, qui s'indignait : « Tandis que tout est à faire, que fait le gouvernement ? Rien ! Ah si ! Il nous réunit ici, et pourquoi ? Pour nous demander de l'aider dans l'action qu'il entend mener pour organiser la France occupée, pour assurer l'envoi et la répartition des denrées, des secours, pour reprendre le pays en main ?... Pas du tout ! Pour modifier ou changer la Constitution... » Il vanta les vertus de la République et n'hésita pas à clouer au pilori « la corruption totale d'une bureaucratie » pour mieux célébrer les mérites de la démocratie parlementaire. Mais, malgré ses « réserves », il se rallia à Laval, le 10 au matin : redoutant les retombées d'un vote négatif, il se sentait quelque peu isolé, et, surtout, il n'était pas parvenu à faire démissionner Albert Lebrun, enfermé dans un juridisme étroit.

En maniant menaces et promesses, Laval parvint à obtenir le ralliement de la majorité d'entre eux. Quant à Vincent Badie, le député radical de Lodève, qui avait rédigé une motion, signée par vingt-sept de ses collègues, « se refusant à voter un projet qui aboutirait inductiblement à la disparition du régime républicain » et se déclarant « plus que jamais attaché aux valeurs démocratiques », il fut privé de parole le 10 juillet. Pour l'emporter, Laval sut lâcher un peu de lest : c'est ainsi qu'il accepta — et Weygand le lui reprochera — que la nouvelle Constitution soit ratifiée par la nation, et non pas, comme l'avait prévu le texte original, par les seules Assemblées. Il put surtout se prévaloir du soutien décisif de Philippe Pétain. Le « Maréchal » fit preuve d'adresse. Il se garda de prendre part à cette « cuisine parlementaire », ne participa pas à la séance du 10 juillet et demeura sur son Olympe. Il savait qu'il gagnait sur tous les tableaux : si Laval ne réussissait pas, c'est au même Laval, et à lui seul, qu'incomberait l'échec ; si Laval l'emportait, Pétain en tirerait profit. Quand les choses se précisèrent, il lui adressa, le 7, la lettre-sésame qui se terminait sur ces mots : « Comme il est difficile de participer aux séances, je vous demande de m'y représenter. Le vote du projet que le gouvernement dépose me paraît nécessaire pour assurer le salut de notre pays ». Elle servit à réduire au silence les anciens combattants contestataires en désignant clairement le mandataire du « Maréchal ».

Il bénéficia d'un second atout : l'hébété, la résignation, la venlerie de la

classe politique. Un bon nombre des parlementaires, il est vrai, arrivaient tout juste de leurs départements, abasourdis par les événements. Dans cette ville inconnue, ils se cherchaient, glanant des informations, les députés au Petit Casino. Comme Léon Blum l'écrivit plus tard : « Il ne surgissait plus que quelques débris intacts à la surface de la cuve dissolvante ». Ils avaient également perdu, Flandin mis à part, leurs mentors : Daladier et Mandel étaient bloqués à Casablanca ; Caillaux jouait au désabusé et votera les pleins pouvoirs ; Reynaud, victime d'un très grave accident de voiture, ne fera qu'une apparition ; Blum, qui redoutait d'être renié par ses propres camarades de parti, ne desserra pas les lèvres ; les trois « Présidents » n'eurent aucune influence : Lebrun était inerte ; Herriot s'abstint lors du scrutin décisif ; Jeanneney entendait se cantonner dans une fonction de magistrature morale.

**A**vichy, la République mourut de mort naturelle. Et elle a été moins attaquée que fort peu défendue. On affirme communément que c'est la Chambre du Front populaire qui brada la République. Il faut apporter deux correctifs : les députés communistes, tout comme les parlementaires du Massilia, étaient absents ; surtout, l'Assemblée nationale comportait des sénateurs qui, par deux fois, avaient fait tomber Blum. Et on notera que les parlementaires de gauche étaient nettement plus nombreux dans le groupe des quatre-vingts opposants. Dans des pages célèbres, Léon Blum a dépeint le gros des députés et des sénateurs rongés par la peur : peur des Allemands à Moulins, peur des bruits de bottes françaises, peur des bandes de Doriot qui proféraient menaces sur menaces. Il faudrait ajouter la peur d'eux-mêmes. Car bon nombre se suicidèrent politiquement par faiblesse et mauvaise conscience. Certains acceptèrent de battre publiquement leur coulpe, à l'image d'un Spinnasse, qui avait été ministre du second gouvernement Blum, s'écriant, le 6 juillet : « Le Parlement va se charger des fautes commises. Ce crucifix est nécessaire pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et dans l'anarchie... » Traumatisés par la défaite, soulagés par l'armistice, heureux de se raccrocher au vainqueur de Verdun, ils étaient tout à fait décidés à admettre que « leur activité serait nécessairement réduite » et à lui octroyer au moins une sorte de dictature temporaire, comme le faisaient jadis, dans les circonstances exceptionnelles, les Romains. C'est ce que déclara Jules Jeanneney lors du procès de Philippe Pétain : « Il était même une sorte de bousée de sauvetage vers laquelle toutes les mains se tendaient ».

Politiquement parlant, cette journée du 10 juillet n'est pas décisive : le nouveau régime était déjà né à Bordeaux. C'est l'armistice qui est bien la coupure fondamentale. Les modifications constitutionnelles ont seulement réglé la nouvelle donne. Elle n'en demeure pas moins une date symbolique qui contribuera à désorienter les parlementaires jusque dans les cercles londoniens et dans la Résistance. C'est le régime de Vichy qui, avec ses méthodes de gouvernement répressives et exécrables, permettra à la classe parlementaire de se refaire une virginité. En attendant, le climat est parfaitement évoqué dans le *Journal* de Jules Jeanneney : « La note comique est donnée par un sénateur de la Creuse, vétérinaire, Auguste Chambonnet. Il est venu se plaindre à moi que le Grand Casino manque de tables. Il a une lettre urgente à écrire. Je lui propose d'user de mon bureau. Il s'y installe, puis, impassiblement, indifférent à toutes choses, il écrit, signe, cache, cache... des lettres-cartes à ses électeurs, en souvenir de l'Assemblée nationale ».

### REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

- Emmanuel Berl, *La Fin de la III<sup>e</sup> République*, Paris, Gallimard, 1988, 366 p.
- Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Paris, Le Livre de poche, 1966, tome I, 511 p.
- Jules Jeanneney, *Journal politique*, édition critique par Jean-Noël Jeanneney, Paris, A. Colin, 1972, 514 p.

Prochain article :  
**Pierre Laval, l'Auvergnat**



URSS

Une partie de la production agricole pourra être payée aux kolkhozes en devises

La décision du gouvernement soviétique de payer en devises étrangères une partie des productions est, après l'offre de baux à long terme aux paysans, l'une des mesures les plus radicales qui aient été prises à Moscou en vue de relancer une agriculture désespérément déclinante et dont les résultats sont d'année en année de plus en plus décevants. L'arrêt du conseil des ministres indique qu'il ne s'agit pas pour l'instant d'une expérience et laisse entendre qu'elle n'est applicable, dans l'immédiat, qu'aux exploitations du secteur collectif (kolkhozes et kolkhozes).

Selon l'agence Tass, les productions qui pourront être payées en devises sont celles qui représentent un excédent par rapport aux moyennes réalisées dans les années 1981-1985 pour les céréales, 1986-1988 pour les oléagineux. Si, par exemple, un kolkhoze a produit dans les années de référence 10 000 tonnes de froment dur et qu'il dispose en 1989 12 000 tonnes, les 2 000 tonnes supplémentaires lui seront payées par l'État en devises fortes, dont il aura la libre disposition. C'est la Banque pour l'économie extérieure qui sera chargée des transferts de fonds.

La réforme correspond à des suggestions avancées par certains députés réformateurs lors de la dernière session du Parlement soviétique. Elle vise à la fois à encourager les agriculteurs à accroître et à améliorer leur production — en vue de mieux alimenter le marché intérieur soviétique — et à économiser les devises dépensées chaque année pour de massives importations de céréales étrangères (38 millions de tonnes, selon les estimations américaines, pour la campagne qui s'est achevée en juin dernier). En effet, si la tonne de blé se vend approximativement 200 dollars sur le marché international, le prix proposé aux agriculteurs pour leurs productions qui seront payables en devises sera de 40 à 60 roubles la tonne selon la qualité, soit 64 à 96 dollars au cours officiel.

Acheter à l'étranger

La logique du système ainsi mis en place est de permettre aux kolkhozes et sovkhoses — domaine, peut-être, aux exploitations dites « individuelles » d'acquiescer des équipements de meilleure qualité (véhicules automobiles, machines

agricoles) que l'industrie soviétique ne produit pas en quantités suffisantes et qui existent sur les marchés étrangers. En outre, les économies réalisées sur les importations de céréales et d'oléagineux devraient amortir l'état, au moins à terme, à se procurer à l'étranger toute une série de produits de consommation qui font actuellement cruellement défaut en URSS.

En toute hypothèse, la réforme ainsi annoncée demandera des délais pour être appliquée et, en tout cas, pour porter ses fruits. Il faudra, par exemple, sans doute plusieurs campagnes pour que le matériel « performant » acquis à l'étranger permette aux agriculteurs d'améliorer sensiblement leurs résultats. Mais surtout la décision du conseil des

ministres laisse pratiquement entier l'un des maux essentiels dont souffre l'agriculture soviétique : celui des graves déficiences de la chaîne alimentaire, qui entraîne des pertes de proportions considérables entre le lieu de production et la table du consommateur. Ce gaspillage est couramment estimé à un cinquième de la production pour les céréales. Il atteint des proportions encore plus considérables (un tiers ou plus) pour d'autres produits de première nécessité, comme les pommes de terre. La modernisation des systèmes de transports, de stockage et de traitement nécessaire pour remédier à cette situation prendra, selon une estimation avancée fin 1987, par M. Gorbachev lui-même, entre cinq et sept ans.

A. J.

RFA : dans une ébauche de programme de gouvernement

Les sociaux-démocrates prévoient une réduction drastique du budget de la défense

S'il revient au pouvoir, le Parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) envisage de pratiquer des coupes sombres dans le budget de la défense nationale de la RFA. Le vice-président du SPD, M. Oskar Lafontaine, devait présenter vendredi 11 août le projet de programme de gouvernement de son Parti, intitulé « Progrès 90 », dont il a supervisé la rédaction. Les prochaines élections générales auront lieu normalement en décembre 1990.

Comment ne pas s'attirer les sympathies des écolo-pacifistes avec un tel catalogue, fût-il provisoire ? L'influent président de la commission parlementaire du budget estime que 460 000 actifs sont excessifs pour les besoins de la défense de la RFA au moment où la détente Est-Ouest fait des progrès et il pense que les besoins défensifs du pays clé dans la stratégie de l'OTAN — où sont stationnés actuellement environ 900 000 soldats — peuvent être rationnellement couverts avec quelque 360 000 militaires.

Dans le même esprit d'ouverture à la sensibilité verte, le projet de programme prévoit la fermeture de plusieurs casernes et l'ouverture d'un fonds d'indemnisation (1 million de marks par an) pour les communes concernées. M<sup>me</sup> Ingrid Matthaeus-Maier, membre du comité directeur du SPD et experte en matière de finances, a suggéré d'inscrire dans le programme définitif une réduction de 2,5 milliards de marks dans les dépenses courantes de la défense durant l'année qui suivrait le retour du SPD au pouvoir. Ces fonds serviraient à financer la lutte contre le chômage et la protection de l'environnement.

BONN de notre correspondant

Le SPD sait qu'il n'a quasiment aucune chance de gagner aux élections de 1990 et cette idée fondamentale caractérise le programme de gouvernement dont le texte définitif devrait être publié après le congrès de Brême en décembre. Le texte actuel de « Progrès 90 » doit donc être lu à la lumière écologique pour être déchiffré et la volonté de réduire de manière drastique le budget de la défense, qui en constitue l'épine dorsale, est interprétée comme un appel du pied, gauche s'entend, au parti écolo-pacifiste des Verts.

Sur le plan purement économique, le fait que le SPD ait confié la direction du projet à M. Lafontaine, certains responsables du parti ont déjà désigné comme le futur candidat-chancelier, est étonnant étant donné que le SPD pragmatique est la « bête noire » de la puissante centrale syndicale DBG. Son attachement à une forme de réalpolitik appliquée à la politique économique et sa conviction de radicaliser la protection de l'environnement lui ont en effet attiré à plusieurs reprises dans le passé les foudres syndicales.

Selon M. Rudi Walthers, président (SPD) de la commission parlementaire du budget, et de tendance plutôt « lafontainiste », il est tout à fait envisageable d'économiser jusqu'à 10 milliards de Deutschmarks dans le budget de la défense au cours des huit à dix prochaines années. Non seulement, le SPD ne veut rien entendre — ce qui n'est pas nouveau — de l'aviation de combat européenne Eurofighter, fruit d'une coopération germano-italo-britannique et principal rival du Rafale de Marcel Dassault, mais encore, toujours selon M. Walthers, la Bundeswehr doit dégraisser ses effectifs.

Contre les surgénérations nucléaires

Comme les Verts le réclament depuis des lustres, le SPD demande la fermeture du réacteur de Kalkar et l'abandon du train expérimental à sustentation magnétique et de sa voie d'essai. Dans la même optique d'une coalition « rouge-verte », « Progrès 90 » suggère le retrait de la RFA des projets spatiaux Hermès et Columbus et propose d'investir les fonds épargnés dans des « projets d'avenir » aux contours encore obscurs.

L'essentiel de la pensée économique de M. Lafontaine se résume dans le concept de « restructuration écologique de la société industrielle ». Pour tenir compte des servitudes de la protection de l'environnement, une idée qui n'est plus depuis longtemps l'apanage des Verts, le SPD veut, entre autres, flécher le prix des produits énergétiques pour en diminuer la consommation et, surtout, la pollution atmosphérique. Et pour ne pas scotcher les tendances inflationnistes, le SPD a conçu de contrebalancer la hausse de ces prix par une réduction équivalente de différentes taxes. « Nous ne pouvons promettre aux électeurs ce que nous sommes sûrs de pouvoir réaliser », a déclaré M<sup>me</sup> Matthaeus-Maier. — (Interim.)

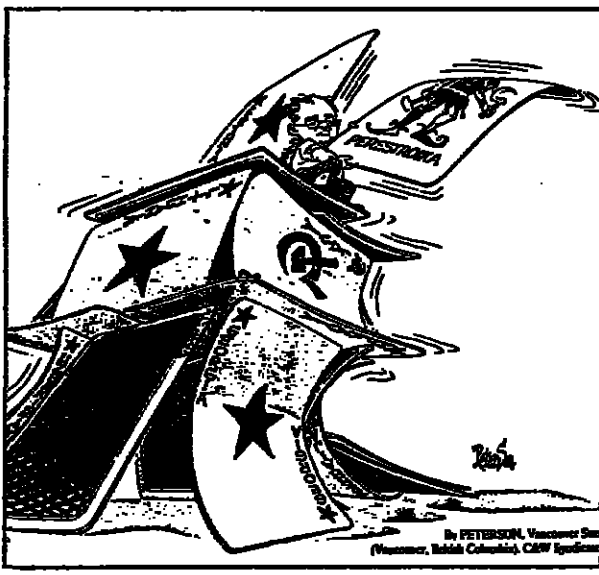
Les russophones d'Estonie en grève défilent les autorités

Des activistes de la minorité russe d'Estonie ont annoncé, jeudi 10 août, qu'ils entendront poursuivre leur mouvement de grève en dépit de la décision prise le même jour par le président du Soviet Suprême de cette République baltique d'interdire les défilés qui affectaient une trentaine d'entreprises.

Les russophones d'Estonie, qui représentent 40 % de la population, protestent contre plusieurs lois adoptées par le parlement de la République qu'ils jugent discriminatoires à leur égard. Le 11 août, la résolution du président, qui vise à mettre fin aux grèves, se fonde, selon l'agence Tass, sur

l'article 2 du projet de loi sur « le règlement des problèmes sociaux en Union soviétique », proposé au début du mois par le président des syndicats, M. Stepan Chelov. Ce texte, qui envisageait pour la première fois les grèves en URSS, prévoyait aussi l'interdiction des arrêts de travail « menaçant la vie des gens ou leur santé » ou « ne garantissant pas une vie normale ».

Un des membres du comité de grève, M. Artur Kopitine, a cependant déclaré à Rente, jeudi soir : « Nous continuerons à nous battre contre les tentatives d'introduire un système d'apartheid en Estonie. La grève se poursuit ».



« International Herald Tribune » (11 août).

POLOGNE : politique et surréalisme

Le pouvoir est en butte à des pressions croissantes en vue de changements radicaux

M. Bronislaw Geremek, l'un des principaux collaborateurs de M. Lech Walesa, a déclaré jeudi 10 août à la télévision nationale, que Solidarité était prêt à former une coalition gouvernementale avec toutes les forces réformatrices du pays, « y compris les réformateurs du Parti communiste » (POUP). M. Geremek ainsi que M. Adam Michalik, autre dirigeant du syndicat, participent à un colloque à Castelgandolfo, où ils ont été reçus en audience privée par le pape Jean-Paul II.

VARSOVIE de notre envoyé spécial

Jouant les bâtiments du bureau d'information officiel Interpresse et la tombe du soldat inconnu, le drapeau de Solidarité flotte bien haut sur la grande place de la Victoire de Varsovie. Le journal du syndicat, *Gazeta*, qui diffuse à plus de quatre cent mille exemplaires aujourd'hui, est vendu aux quatre coins de la ville, empli à même le trottoir par paquets impressionnants devant les vendeurs à la sauvette.

En ce mi-été chaud polonais où le régime manifestement n'en finit plus de s'accrocher à un pouvoir qui fut sien pendant quarante ans, l'avis prend parfois de s'assurer qu'on ne rêve pas : « Il y a quelque chose de surréaliste », reconnaît le député Barbara Labuda, qui, il y a un an, au début des grandes grèves, voyait les agents de la police pénétrer dans son appartement de Wroclaw. Pour l'arrêter, elle, ainsi que Prasinik, l'un des dirigeants de Solidarité.

Le Parlement polonais, simple chambre d'enregistrement pendant des décennies, retrouve aujourd'hui droit de cité. « Le grand change-

ment de ces derniers mois c'est que pour la première fois le centre du pouvoir s'est déplacé au Parlement », affirme son nouveau président, M. Komkiewicz, l'un des dirigeants du Parti paysan, un intellectuel respecté de tous bords. Depuis les élections du 18 juin, les premières semi-démocratiques de la Pologne contemporaine, les députés se sont montrés infiniment moins commodes que ne le prévoyait sans doute les dirigeants communistes. Le Parti démocrate et surtout le Parti paysan, relégués depuis la guerre au rang des accessoires de la « démocratie communiste », se sont bel et bien découvert des intérêts propres.

Divisé sur l'opportunité d'un changement d'alliance immédiat pour tenter sa chance avec Solidarité, le Parti paysan, dont un grand nombre de députés ont été réélus, tente de retrouver l'essence qu'il avait avant la guerre lorsqu'il était une des grandes formations politiques du pays. « Le parti est dans un processus de changement », souligne M. Komkiewicz. Il y aura un congrès extraordinaire d'ici à la fin de l'année. Il faut lui redonner une identité, un programme qui puisse être accepté par les paysans, la plus importante composante de son électorat. Il lui faut aussi démontrer son indépendance à la Diète, dans les communes, dans les voïvodies [régions]. »

Démontrer son indépendance ! Dans la Pologne de 1989, qui croit déjà voir la fin d'un régime détesté par la plupart et renchérit de plus en plus à des compromis pour assurer une transition en douceur, les nouveaux députés paysans et démocrates prennent conscience qu'ils

seront jugés à l'aune de leur détachement par rapport au pouvoir communiste. D'où, pour beaucoup d'entre eux, une impatience qui se manifeste désormais publiquement lors des réunions de leurs groupes parlementaires respectifs.

Quarante ans d'emprise de l'Etat

Le surréalisme de cet été 89 à Varsovie, ce n'est pas seulement de voir députés et sénateurs de Solidarité s'agiter en séance ou arpenter les couloirs du Parlement avec leur badge Solidarité épinglé avec ostentation sur la poitrine, c'est aussi de voir les structures du pouvoir se déliter peu à peu sans que personne réalise très bien à quel moment le pas sera définitivement saisi ou non. La table ronde avait prévu au mois d'avril une phase de transition de quatre ans, au bout de laquelle le pouvoir s'était engagé à des élections totalement libres. On s'était mis d'accord aussi sur la plate-forme économique prévoyant dans le même temps le passage progressif de la planification centrale à une véritable économie de marché.

Devant la dégradation de la situation économique, les dirigeants communistes eux-mêmes avaient, il est vrai, sans attendre déjà cherché leur salut dans une ouverture vers le secteur privé. De nouvelles législations permettent désormais de créer librement des entreprises, de monter des opérations avec des partenaires extérieurs, de détenir des devises. Mais on n'efface pas quarante ans d'emprise totale de l'Etat sur l'économie par un coup de baguette magique.

Les structures, les hommes sont toujours en place. La libération d'un

coup, le 1<sup>er</sup> août, des prix des produits alimentaires l'a bien montré. Le résultat a été une hausse vertigineuse des prix qui n'a pas été compensée par un meilleur approvisionnement des magasins. Si tant est que le marché finisse par jouer son rôle en trouvant un faux équilibre, il faut gérer d'ici là l'effet psychologique.

Dans les secteurs les moins protégés comme celui des services publics, les réactions ont été immédiates. Pour la première fois depuis l'installation du régime communiste, les cheminots se sont mis en grève. Au marché, la valse des étiquettes affolait les retraités qui ne comprennent plus rien à la situation. Le gouvernement a négocié d'urgence au début de la semaine avec Solidarité et les syndicats officiels de nouveaux accords salariaux dans les PTT et les transports pour éviter d'entrer dans un cycle de grèves incontrôlables. On s'était mis d'accord au préalable sur un généreux système d'indexation qui, sous la pression des syndicats de Solidarité, est censé compenser à 80 % la hausse du coût de la vie. Les cheminots, les postiers ont obtenu en plus une augmentation, doublant pratiquement pour certains d'entre eux leur salaire.

Engrenage

Les autorités polonaises sont engagées dans une situation dont personne ne semble bien capable aujourd'hui de prédire l'issue, tant au gouvernement que dans l'opposition. Les efforts économiques ont jusqu'à présent provoqué des dérangements sans contrepartie notable. Au contraire le fossé s'accroît entre les privilèges qui ont accablé aux dollars, soit environ 20 % de la population, et ceux qui sont soumis à une

inflation échappant de plus en plus à tout contrôle. L'espoir du général Jaruzelski de convaincre l'opposition d'accepter de former un front commun au sein d'un gouvernement d'union nationale était dans ces conditions probablement utopique. Le coup de ponce discret donné par la direction de Solidarité à l'élection du général à la présidence de la République au mois de juillet avait provoqué une véritable révolte à la base du syndicat. La désignation, le 2 août dernier, du général Jaruzelski, comme premier ministre, a encore accru les pressions sur les dirigeants de Solidarité.

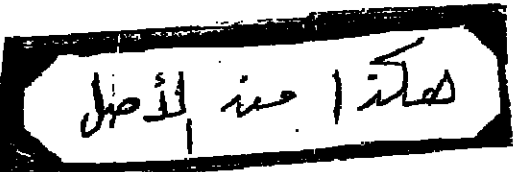
En tant que ministre de l'intérieur, le général Kiszczak avait en effet été responsable de l'application de l'état de guerre. Le nouveau premier ministre était-il le « troisième choix » du président de la République, comme certains l'affirment à Varsovie, où l'on croit savoir qu'un communiste réformateur comme M. Baka aurait refusé le poste ? Toujours est-il que l'élection de M. Kiszczak par la Diète a donné le sentiment à une large partie de la population que rien ne changerait décidément jamais, et fait monter d'un cran l'exaspération. La demande de changements radicaux pourrait dans ces conditions prendre rapidement le dessus à la rentrée prochaine. Si les grèves ont pu être évitées ce mois-ci, il n'est pas sûr que le front social puisse être contenu indéfiniment. « En septembre, il n'y aura ni bouffe ni fric et toujours Jaruzelski », souligne M<sup>me</sup> Labuda.

La brusque montée au créneau de Lech Walesa, qui vient de proposer cette semaine la formation d'un gouvernement de coalition sans les communistes, permet-elle de réduire

la tension ? L'attitude du chef de Solidarité a suscité une certaine perplexité. Les dirigeants de Solidarité ne se sont pas montrés très empressés de fournir des explications à ce sujet. Solidarité, qui devra bien un jour choisir entre rester un syndicat ou devenir un parti politique à part entière, se trouve d'une certaine manière aujourd'hui à son tour au pied du mur. Obligé pour garder le contrôle de ses troupes de prendre ses distances à l'égard du parti communiste, il ne pouvait le faire qu'en proposant une alternative.

Personne ne croit encore vraiment actuellement que le moment soit venu pour le parti communiste de lâcher le pouvoir. Le président du Parlement, partisan d'une grande coalition, jugeait lundi l'hypothèse d'un gouvernement sans les communistes prématurée. Devant la fébrilité provoquée au Parlement par la proposition de Lech Walesa, il est cependant totalement impossible aujourd'hui d'exclure une telle hypothèse. Il est vrai que, parmi les communistes, pour ne pas être pris de vitesse par les événements, certains débattent eux-mêmes ouvertement aujourd'hui de l'opportunité de changer le nom de leur propre parti et de le transformer en parti social-démocrate à la suédoise, en prévision de leur prochain congrès, prévu pour le début de 1990. « La question aujourd'hui n'est plus de savoir si on peut réformer le vieux système mais par quoi le remplacer », affirme un dirigeant du Parti comme M. Marcin Swiecicki, récemment nommé secrétaire du comité central chargé des questions économiques.

HENRI DE BRESSON.



## Amériques

## ÉTATS-UNIS : après l'accord de Tela

## Les démocrates souhaitent que Washington aide les « contras » à se réinstaller au Nicaragua

WASHINGTON  
correspondance

Jusqu'à nouvel ordre, l'accord de Tela n'a pas provoqué la violente réaction d'hostilité à laquelle on pouvait s'attendre de la part des éléments de l'aile droite républicaine. Même le *Wall Street Journal*, champion de toujours des « contras » nicaraguayens, s'est limité à souligner que Washington se déshonorait si l'entrée aux États-Unis était refusée aux antisandinistes démobilisés.

Les vacances parlementaires, une évidence lassitude à l'égard d'un problème non résolu après huit ans de controverse, le manque d'intérêt du public, préoccupé par des questions plus immédiates, comme les otages du Proche-Orient, expliquent ce relatif détachement et l'absence de protestation vigoureuse contre la démobilisation des « contras » — assimilés jadis par le président Reagan aux « pères fondateurs » des États-Unis, à des « combattants de la liberté » en lutte contre le gouvernement de Managua, dont l'ex-président assurait qu'il devrait un jour « jeter l'éponge ».

Néanmoins, les milieux officiels ne se limitent pas à faire contre mauvaise fortune bon cœur en se déclarant favorables à la démobilisation — ou, comme le secrétaire d'État, M. James Baker, à se féliciter « des mesures prises par Managua pour établir un dialogue avec l'opposition ». Anticipant un nouvel affrontement avec le Congrès démocrate à la rentrée parlementaire de septembre, les porte-parole officiels ont souligné à plusieurs reprises le caractère essentiellement « volontaire » du processus de démobilisation, dont l'existence dépend, aux termes mêmes de l'accord de Tela, de la volonté du Nicaragua d'assurer la démocratie et la sécurité de la réintégration des « contras ». Ainsi, dans l'optique américaine, les antisandinistes n'ont-ils pas l'obligation de déposer les armes. Et le gouvernement révolutionnaire de Managua, pour démontrer sa sincérité, devra aller encore plus loin sur la voie des réformes démocratiques : négocier avec les partis de l'opposition, par exemple, pour que les vainqueurs des élections accèdent au pouvoir deux mois seulement après la consultation (la Constitution prévoit un délai de dix mois).

On sait par ailleurs que les « contras » insistent pour traiter directo-

ment avec Managua, avant de songer à déposer leurs armes. En tout état de cause, on doute donc, ici, que la démobilisation puisse s'accomplir dans le délai de cent vingt jours prévu dans l'accord de Tela.

L'aide  
« humanitaire »

Dans ce contexte, l'accord négocié au début de cette année entre la Maison Blanche et le Congrès risque d'être compromis si le gouvernement confirme son intention de demander (au moins jusqu'aux élections nicaraguayennes du 25 février) une prolongation de l'aide « humanitaire » (environ 50 millions de dollars) venant à expiration le 30 novembre. Mais déjà, le sénateur Christopher Dodd, président de la sous-commission pour les relations avec l'Amérique latine, exprimant le point de vue de la majorité des sénateurs démocrates, estime que le maintien de cette assistance ne pourrait qu'inciter les « contras » à rester dans leurs camps au Honduras. Une telle attitude, disent les démocrates, majoritaires au Congrès, irait à l'encontre de ce qu'on veut le 7 août les présidents de l'Amérique centrale. Mieux vaudrait, dès lors, que cette aide soit employée pour faciliter la réintégration des démobilisés, y compris chez eux, au Nicaragua. Ils rappellent, à cet égard, que le programme d'aide humanitaire approuvé en avril permettait l'attribution de crédits pour une « réinstallation volontaire » des « contras ».

Mais, jusqu'à présent, l'administration s'est limitée à livrer des produits alimentaires, des vêtements et des fournitures diverses aux rebelles installés au Honduras. Ainsi le gouvernement de Washington aura-t-il à faire un choix : céder aux pressions de l'aile droite des républicains, ou tenir compte de la volonté des présidents de l'Amérique centrale. Un autre choix embarrassant se posera à Washington lorsque la création d'un contingent international chargé de la supervision de l'accord de Tela devra être approuvée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Les États-Unis pourraient en effet mettre un veto à cette initiative : mais ce serait au risque d'être accusés de saboter le processus de paix. Ainsi le problème des « contras » pourrait-il bien tourmenter le gouvernement américain.

HENRI PIERRE.

## CHILI : la préparation des élections du 14 décembre

## M. Buchi, « père du miracle économique » sera le candidat de la droite

SANTIAGO  
de notre correspondant

Ancien ministre des finances du général Pinochet et considéré comme le « père du miracle économique chilien », M. Hernán Buchi sera le candidat unique du « centre-droit » — face au démocrate-chrétien M. Patricio Aylwin, lui aussi candidat unique, pour l'opposition, — à l'élection présidentielle du 14 décembre : un jour avant la clôture de l'inscription des candidats, son principal rival, M. Sergio Onofre Jarpa, ancien ministre de l'Intérieur, devenu plus critique du régime militaire, a finalement décidé de se retirer de la compétition. M. Buchi, dont l'entrée en lice à la mi-juillet, après un premier forfait en mai, avait jeté le trouble chez les partisans du régime, ramporte là un succès : mais il n'a pas de vraie raison de s'en gémir.

Tout d'abord le parti de M. Jarpa, Rénovation nationale, ne lui a pas encore donné son appui. Réunie le 6 août en convention, la principale formation conservatrice du pays a, au contraire, donné libre cours à sa colère d'être en somme violée par M. Buchi et ses amis : « Derrière eux se trouve la droite économique, qui ne croit qu'en ses profits, et certainement pas en la démocratie », alla jusqu'à déclarer l'un de ses dirigeants devant une salle surchauffée. Le leader de Rénovation nationale obtint toutefois des délégués qu'ils le laissent seul juge de l'ultime décision.

Or M. Jarpa, mieux que le reste de son parti, sait que les chances sont nulles dès lors que M. Buchi bénéficie du soutien de la dite « droite économique », c'est-à-dire des milieux d'affaires, ainsi, d'ailleurs, que de celui des forces armées. La reddition du vieux lion est en tout cas honorable : plébiscité par ses troupes, fort de son image d'indépendant favorable au dialogue avec l'opposition, M. Onofre Jarpa sait que son parti sera, de loin, la première force de droite du futur Parlement.

M. Jarpa a fait savoir qu'il attendait de son cadet qu'il mette de l'eau dans son libéralisme économique, et reprenne à son compte un thème cher à Rénovation nationale : celui de l'amélioration du sort des plus défavorisés, notamment en matière de santé et d'éducation. Ceci revient implicitement à dire que le « bilan

social » de l'actuelle équipe gouvernementale — dont l'ancien grand argentier a été la figure emblématique — laisse gravement à désirer.

La mauvaise grâce de la classe politique conservatrice n'est pas la seule pierre sur le chemin de M. Buchi. Se réclamant du « centre-droit » mais chassant sur les mêmes terres que M. Buchi, se proclamant le défenseur des classes moyennes, bien qu'il soit lui-même l'un des hommes d'affaires les plus prospères du pays, M. Francisco Javier Errazuriz a acquis en quelques mois une popularité à laquelle ses adversaires ne s'attendaient pas. Jamais en panne d'arguments et ne manquant pas de gousses pour les exposer, « Fra-Fra » chausse volontiers les bottes du populisme. Il n'est pas tendre pour le « père du miracle économique » : il reproche à M. Buchi d'avoir « paupérisé les travailleurs et prolétariats la classe moyenne ».

## Trouble-fête

Ce manque d'unité, les autorités le lui rendent bien. Ainsi, la banque de M. Errazuriz a été déclarée, il y a trois mois, en état de faillite virtuelle. Accusant le coup, le banquier-candidat a été victime d'un infarctus, qui, semble-t-il, a compromis ses ambitions présidentielles. Mais s'étant refait une santé en un temps record, ayant pu trouver un rechangeur pour sa banque, le trouble-fête est reparti de plein pied. Il est crédité par les sondages d'un minimum 10 % d'intentions de vote.

Au demeurant, l'étoile de M. Buchi pâlit. La valorisation de l'ancien ministre, qui donne souvent l'impression d'être candidat malgré lui, déçoit l'opinion de droite elle-même. Mal conseillé par son entourage, il multiplie les maladresses. Ne faut-on pas vu, il y a peu, sur les écrans de télévision, remporter un concours d'équitation sur un cheval répondant au nom de... Oligarchie ! Victime de plaisanteries faciles, il est aussi des rumeurs concernant sa vie privée, qui seraient plutôt tumultueuses. Rien d'étonnant, donc, à ce que le dernier sondage n'accorde à M. Buchi que 28 % d'intentions de vote — soit une chute de huit points en un mois et beaucoup moins que le score obtenu par le général Pinochet au plébiscite du 5 octobre dernier.

GILLES BAUDIN.

## Afrique

## AFRIQUE DU SUD

## M. De Klerk rencontrera le président Kaunda le 28 août en Zambie

JOHANNESBURG  
de notre correspondant

Après sa visite, le mois dernier, à Maputo (le 21 juillet), le successeur probable du président sud-africain Pieter Botha, M. Frederik De Klerk, effectuera le 28 août à Livingstone, en Zambie, sa deuxième visite officielle dans un pays africain pour y rencontrer le président Kenneth Kaunda. L'annonce en a été faite jeudi 10 août à Lusaka par M. Kaunda lui-même, à l'issue d'un sommet des six pays de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe). Le président zambien a indiqué que sa rencontre avec le ministre sud-africain de l'éducation et nouveau chef du Parti national (NP), au pouvoir à Pretoria depuis 1948) avait été discutée durant le sommet. Il a aussi clairement laissé entendre que son projet n'avait pas été du goût de tous, puisqu'il a bien précisé qu'il rencontrerait M. De Klerk en tant que chef de l'État zambien, et non en tant que président en exercice des pays de la « ligne de front ».

La visite a été confirmée à Pretoria par un bref communiqué du ministre des affaires étrangères, M. P. F. Botha, qui accompagnera M. De Klerk à Livingstone, petite ville limitrophe des chutes Victoria et du Zimbabwe. M. Botha se contente de dire que la rencontre aura lieu en Zambie, sans plus de précisions, et qu'elle constituera le prolongement de discussions avec M. Kaunda, entamées par le président Pieter Botha. La formule ne

manque pas de piquant, car elle se réfère à une entrevue que M. Kaunda avait eue avec M. Pieter Botha, alors premier ministre, le 30 avril 1982, à la frontière entre le Botswana et l'Afrique du Sud.

Contrairement à sa visite à Maputo, qu'il avait sollicitée, M. De Klerk ne fait ici que répondre à une invitation du leader zambien, qui avait fait part, le 13 juin, de son désir de connaître ses intentions pour démanteler l'apartheid. Le 19 juillet, au moment même où le successeur désigné de M. Pieter Botha s'entretenait à Maputo avec le président Joaquim Chissano, M. Kaunda renouvelait son invitation de manière pressante en déclarant qu'il avait offert de le rencontrer le jour qui lui convenait.

Le leader zambien a expliqué, à l'issue du sommet de la « ligne de front », qu'il avait voulu cette rencontre avant les élections législatives du 6 septembre en Afrique du Sud, afin de juger du sérieux des promesses réformistes de M. De Klerk. D'un point de vue de politique intérieure, l'annonce de cette visite ne peut que constituer un atout pour le NP et son chef, engagé dans une campagne électorale difficile. M. Kaunda n'a pas choisi Livingstone au hasard, puisque c'est là, aux chutes Victoria, qu'il avait rencontré en 1975 le premier ministre sud-africain de l'époque, John Vorster. Il s'agit, en l'occurrence, de la troisième entrevue de M. Kaunda avec un leader sud-africain. Les deux premiers n'avaient en aucun résultat notable. — (Indim.)

## MAROC

## Ralliement d'un dirigeant du Front Polisario

Les médias officiels marocains ont donné, jeudi 10 août, une large publicité à la défection, mercredi, de M. Omar Hadrami, présenté comme un « haut responsable » du Front Polisario. Dans une déclaration reproduite par l'agence marocaine MAP, M. Hadrami a affirmé qu'il était revenu au Maroc pour répondre à l'appel que le roi Hassan II avait lancé en novembre 1988, invitant les « égares » du Front Polisario à « retourner dans leur pays et à y vivre en paix ».

De son vrai nom Mohamed Ali El-Admi, ce transfuge sahraoui avait notamment été membre du bureau politique du Front Polisario (1973-1974), membre du Comité exécutif (1974), responsable de l'administration des « camps de réfugiés » à Tindouf, responsable des relations extérieures (1977-1980) et directeur de la sécurité militaire (1982-1988) avant de devenir, en 1989, représentant du Front en Amérique du Nord.

Il avait négocié, fin 1977, avec un envoyé spécial du Quai d'Orsay, M. Claude Chayet, la libération des « otages français de Zouérate ». Ces derniers, prisonniers, dont une femme, avaient été capturés par la mine mauritanienne des gisements de phosphore du Polisario, en représailles contre les interventions des avions « Jaguar » français en faveur de l'armée mauritanienne, alors en guerre contre les Sahraouis. Après avoir observé un bref mutisme, l'ambassade en Algérie de la République

arabe sahraoui démocratique (RASD) — proclamée par le Polisario en 1976) a reconnu jeudi la défection du dirigeant sahraoui, en le qualifiant d'« agent infiltré ».

Cette affaire confirme les dissensions apparues au sein de la direction sahraouie lors du dernier congrès de ce mouvement à Tindouf (sud-ouest algérien), fin avril, selon les observateurs à Alger. Le secrétaire général du Polisario, M. Mohammed Abdelaziz, avait alors dénoncé le « dévoiement » et le « tribalisme » et accusé un groupe de responsables, qu'il n'a pas nommés, de cultiver leurs « différences personnelles » auprès des réfugiés sahraouis des camps installés dans la région de Tindouf depuis 1975.

Ce congrès, qui s'était déroulé dans une ambiance tendue, puis des tensions, s'est finalement soldé par le départ de trois « historiques » des instances dirigeantes du Polisario et de la RASD. Outre M. Hadrami, M. Ibrahim Ghali perdait ses fonctions de ministre de la défense qu'il occupait depuis le déclenchement de la guerre contre le Maroc, en 1975, pour le commandement d'une importante région militaire face aux troupes marocaines. Pour sa part, M. Mohammed Saïd perdait l'information et des affaires étrangères, quittait le gouvernement pour prendre la tête de la délégation sahraouie en Amérique latine. — (AFP.)

## BURKINA

## Une organisation de défense des opprimés dénonce la répression

GENÈVE  
de notre correspondant

Malgré les mesures de clémence annoncées récemment au Burkina, les droits de l'homme restent bafoués dans ce pays, selon la Ligue internationale pour les droits de l'homme (LIDH), organisation non gouvernementale (ONG) accréditée auprès de l'ONU. Cette organisation, qui s'intéresse aux populations opprimées, sans distinction, a rendu public un document accusateur sur un sujet ne figurant pas à l'ordre du jour de la sous-commission des droits de l'homme des Nations unies qui siège au Palais des Nations depuis le 7 août, sous la présidence d'un Ethiopien.

Bien que le président Blaise Compaoré ait fait libérer une vingtaine de détenus politiques le 4 août, il reste encore dans les prisons du pays environ 30 internés politiques qui, en dépit de leurs protestations

d'innocence, ont été condamnés à de lourdes peines à la suite de procès « expéditifs » menés par des juridictions spéciales. Mais ce qui est plus grave, ce sont les condamnations à mort qui « se succèdent à un rythme inquiétant ». Ainsi, sept détenus jugés, le 28 décembre 1988 par une juridiction « légalement inexistante » auraient été exécutés le lendemain à l'aube sans qu'il ait été question d'un quelconque recours.

Feu de précisions sur le nombre de personnes portées disparues sont disponibles bien que l'on ait pu constater que la pratique des « disparitions » sévissait dans le pays. La LIDH cite cependant trois cas tragiques : celui de M. Seydou Rame, ancien membre du Front populaire, contraint de creuser sa propre tombe et exécuté d'une balle dans la tête, et celui de Sekou Traoré et Moussa Diallo, militaires, morts sous la torture fin décembre.

ISABELLE VICHNIAC.

## Diplomatie

## Moscou s'inquiète de la demande d'adhésion de l'Autriche à la CEE

L'Union soviétique a fait part jeudi 10 août de sa « préoccupation » face à la demande d'adhésion de l'Autriche à la CEE, dans un document remis par l'ambassade soviétique à Vienne à la chancellerie.

« L'adhésion à la CEE d'un Etat ayant un statut de neutralité permanente prive ce pays de ses possibilités réelles d'exercer sa politique de neutralité », dit ce texte. L'argument n'est pas nouveau mais la démarche a surpris, l'URSS ayant laissé entendre depuis quelque mois

qu'elle ne ferait pas d'objection à la demande autrichienne.

Réagissant à ce document, le chancelier Vranitzky a déclaré : « La politique communautaire de l'Autriche est une affaire indépendante et de la seule compétence du pays ». Il a affirmé que l'Autriche n'avait pas l'intention de « dévier d'un pouce » de sa politique de neutralité.

C'est le 17 juillet dernier que Vienne a déposé sa candidature à Bruxelles où elle doit être examinée par la Commission. — (AFP.)

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09Tél. : (1) 42-47-97-27  
Tél. MONDIPAR 850572 F  
Télécopieur : (1) 42-23-08-81BULLETIN  
D'ABONNEMENT

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publicationAnciens directeurs :  
Robert Berne-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Fontaine (1982-1985)Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
620 000 FPrincipaux associés de la société :  
Société civile,  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde,  
Le Monde-Entreprises,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Berne-Méry, fondateur.Administrateur général :  
Bernard Wouss.Rédacteur en chef :  
Daniel Vernet.Correspondant en chef :  
Claude Sales.ABONNEMENTS  
PAR MINITEL  
36-15 - TAPES LEMONDE  
code d'accès ABOReproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration  
ISSN : 0249-4027  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde sur (1) 42-47-98-01.Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 437  
ISSN : 0249-4027  
Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde sur (1) 42-47-98-01.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composés 36-15 - TAPES LEMONDE  
ou 36-15 - TAPES LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Tél. MONDIPUB 206 136 FABONNEMENTS  
BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. : (1) 42-47-98-72Taux FRANCE EUROPE SUISSE AUTRES  
PAYS  
3 mois 365 F 399 F 504 F 700 F  
6 mois 728 F 762 F 972 F 1 400 F  
9 mois 1 090 F 1 089 F 1 404 F 2 040 F  
1 an 1 380 F 1 380 F 1 800 F 2 600 FÉTRANGER : par voie  
aérienne tarif sur demande.Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné de votre règlement  
à l'adresse ci-dessusPORTAGE : pour tous renseignements  
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)Changement d'adresse : délégués ou  
personnels : un abonné sans invitation  
à formuler leur demande deux semaines  
avant leur départ. Joindre la dernière  
bande d'envoi à toute correspondance.

PORT PAYÉ : PARIS BP

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire  
tous les noms propres en capitales  
d'imprimerie.

921 MONOS



se rencontrera le président Kamele le 28 août en Zambie

LIBAN : six cent douze tués en cinq mois

## Violents bombardements sur Beyrouth et ses environs

BEYROUTH  
de notre envoyé spécial

Trente morts, cent quarante blessés pour la seule journée du jeudi 10 août, le bilan des victimes et des dégâts ne cesse d'augmenter au Liban, où « la guerre de libération » contre l'occupation syrienne déclenchée le 14 mars par le chef du gouvernement militaire chrétien, le général Michel Aoun, va entrer dans son sixième mois avec un bilan humain de 612 tués et 2697 blessés, sans compter des destructions considérables, et alors qu'aucune réelle perspective politique ne se dessine à l'horizon.

Après avoir commencé jeudi en fin de matinée par des tirs de l'artillerie syrienne aux alentours immédiats du ministère de la défense, dans la banlieue chrétienne de Yarz - ce qui donnait un faible espoir aux Libanais que les exilés en resteront aux objectifs militaires, les bombardements se sont, deux heures plus tard, avec la riposte des canons du général Aoun,

étendus aux zones résidentielles, pour englober, au fil de la journée et de la nuit, le tiers du pays.

A la nuit tombée, le ciel de Beyrouth s'illuminait des flashes rouges des obus qui se croisaient dans le ciel alors que les flammes des incendies se décollaient sur les collines et à flanc de montagne. Le lourd bilan de ces bombardements, les premiers de cette violence dans la journée depuis la « trêve terrestre » instaurée le 11 mai par l'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Leikha Ibrahim, s'explique par le fait qu'ils ont surpris en plein midi une population habituée depuis la fin juillet aux bombardements nocturnes.

La panique s'est emparée immédiatement de la ville où chacun a cherché un abri de fortune, attendant une accalmie pour regagner son domicile. Or celle-ci n'est venue que tard dans la nuit puisque ce n'est que vers 2 heures du matin que le calme est plus ou moins revenu. Ce bilan s'explique aussi sans doute par le fait que l'artillerie du général Aoun a visé des régions très éloi-

gnées de Beyrouth, moins préparées que la capitale, notamment dans la plaine de la Bekaa où des villages autour de Baalbek, fief des intégristes pro-iraniens, ou de Zahlé, la grande ville chrétienne de la Bekaa, ont été atteints. La montagne druze a aussi été sévèrement touchée et la route reliant Beyrouth à Damas a été soumise à un pilonnage intensif. Des villages reculés, dans le « pays chrétien », ont été atteints et pour la première fois, des obus ont touché les abords immédiats des crêtes du mont Liban.

### Une situation « incontrôlable »

Cette recrudescence de violences, prévisible dans une situation « incontrôlable », comme l'affirme un officier chrétien, n'est-elle qu'une pression de plus au moment où un émissaire saoudien s'est rendu à Damas pour discuter du rapport du triumvirat arabe qui, le 1<sup>er</sup> août, a conclu à « l'impasse » dans sa mission du fait de ses divergences avec la Syrie ? Peut-être. Réclamée par

les « grands », appuyée par nombre de capitales arabes, la reprise des travaux du triumvirat, sous une forme peut-être différente, n'est pas à exclure, estime-t-on aujourd'hui à Beyrouth où, comme le fait remarquer un homme politique du camp chrétien, ce rapport n'est pas entièrement défavorable à la Syrie puisqu'il lui reconnaît un rôle au Liban, ce que lui conteste formellement aujourd'hui et pour l'avenir le général Michel Aoun.

Damas, par la voix de sa presse, a d'ailleurs fait montre d'un peu plus de souplesse à cet égard puisqu'Al Basa a encouragé la trêve à reprendre ses travaux. En attendant, toutefois, les Libanais de nouveau sous les obus, comptent leurs morts et, dès 6 heures ce vendredi, dans les rues d'Achrafieh, le cœur du Beyrouth chrétien, les rares habitants sortis de leurs abris remplissaient des sacs de sable pour s'assurer, si possible, une meilleure protection.

FRANÇOISE CHIPAUX.

### La crise des otages

## Washington et Téhéran font allusion à des contacts indirects

La Maison Blanche a réagi, jeudi 10 août, de manière relativement positive à un article publié la veille dans le quotidien iranien *Teheran Times*, que le porte-parole de la présidence M. Martin Fitzwater, a qualifié « d'intéressant » et de « bon exemple du genre de communications actuellement engagées » par l'intermédiaire de tiers entre les Etats-Unis et l'Iran.

L'article du *Teheran Times*, qui faisait référence à la question de la restitution des avions iraniens gelés aux Etats-Unis, évoquait également la perspective, « dans les prochains jours, d'un certain nombre de gestes de médiation officieux par l'intermédiaire de pays tiers ayant de bonnes relations avec l'Iran et les Etats-Unis ». Il soulignait à ce propos que le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Yaou-

Khan, devait entamer une visite en Iran le 16 août.

M. Fitzwater a indiqué ne pas disposer d'informations concernant le rôle de Yaouh Khan. Il a cependant souligné que le ministre pakistanais « était intéressé » par la crise des otages et qu'il « pourrait être engagé » dans des discussions directes à ce propos, discussions que les Etats-Unis « encouragent ». Le porte-parole a également fait remarquer que « nombre d'inconnues subsistent » à Washington quant au voyage du chef de la diplomatie pakistanaise à Téhéran « et ses motifs », appelant à ce sujet à la plus grande prudence.

Même son de cloche au département d'Etat où le porte-parole, Mme Margaret Tutwiler, a souligné qu'il serait « improductif de spéculer sur les intentions iraniennes ».

Mme Tutwiler a ajouté que l'Iran « devrait faire tout son possible et user de toute son influence pour assurer la libération de tous les otages ».

La relative prudence des propos des porte-parole américains se comprend d'autant mieux que l'agence d'information officielle IRNA a démenti, jeudi, l'existence de « quelconques pourparlers » entre Téhéran et Washington, qualifiant de « suspectes » les informations diffusées à ce sujet, notamment par le *Teheran Times*.

Tout ce qui a eu lieu n'a pas dépassé la diffusion par le gouvernement américain de messages, adressés par l'intermédiaire d'une tierce partie, concernant l'affaire des otages et la crise libanaise », souligne l'IRNA qui ajoute que « la République islamique a rejeté ces messages » à cause du ton hostile de certains d'entre eux. — (AFP.)

### ÉGYPTE

## Quand les islamistes s'en prennent au célèbre chanteur Abdel Wahab

LE CAIRE  
de notre correspondant

Après le romancier et prix Nobel Naguib Mahfouz, le célèbre chanteur et compositeur égyptien Mohamed Abdel Wahab est en butte aux attaques des islamistes.

Abdel Wahab, âgé de quatre-vingt-trois ans, revenu en avril sur scène après trente-quatre ans de silence avec une chanson qui a eu un énorme succès tant en Égypte que dans le monde arabe, a été attaqué en juin par les cheikhs maximalistes musulmans dans les colonnes de l'hebdomadaire islamiste *Al-Nour* (la Lumière). Les maximalistes ont même encadré les paroles de la chanson *Min Ghair Laïh* (Sans savoir pourquoi), écrite par le poète Morsi Gamal Aziz il y a une quinzaine d'années et mise en musique par Abdel Wahab.

Un avocat islamiste vient même d'entamer un procès pour faire saisir les cassettes de *Min Ghair Laïh* et interdire la chanson d'antenne pour « atteindre à l'islam ». Les maximalistes estiment notamment le premier couplet blasphématoire :

Nous venons au monde sans en connaître la raison  
Ni du nous allons ni de ce nous voulons (...)  
Nous venons comme nous venons  
Et ce n'est pas de notre chef que nous naissons.

Pour les islamistes, ces questions existentielles mettent en doute la finalité de l'existence déterminée par Allah et le sacrilège est décelé par la célébrité de celui qui le répand. Abdel Wahab, qui ne compte plus ses disques d'or et de platine, est en effet une sorte de légende vivante de la musique arabe du vingtième siècle.

Les islamistes reprennent par ailleurs du poil de la bête après l'élargissement le 10 août du cheikh Omar Abdel Rahman et de cinquante-deux autres membres présumés de l'organisation extrémiste Al Dihad par la Cour suprême de la sécurité de l'Etat. Il s'agit d'un incontestable succès pour les islamistes puisqu'un seul des inculpés accusés de tentative de meurtre contre des policiers et d'attentat à la bombe (le Monde du 8 août) a été maintenu en garde à vue jusqu'à la fin du procès, qui a été reporté sine die.

Le cheikh Abdel Rahman, figure de proue des maximalistes musulmans, avait été arrêté en avril dans la province du Fayoum à la suite d'attentats à la bombe contre un théâtre.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

### IRAN

## Un prisonnier britannique a traduit des poèmes de l'imam Khomeiny

TEHERAN, (AFP) — Le Britannique Roger Cooper, cinquante-trois ans, emprisonné en Iran depuis 1986 pour espionnage, a commencé, dans sa geôle, à étudier la poésie de l'imam Khomeiny, allant jusqu'à traduire, en vers, certains de ses « ghazals », poèmes lyriques.

Dans une étude, illustrée par un des « ghazals » de l'imam traduit en anglais, et publiée par le quotidien *Teheran Times*, Roger Cooper indique que la publication de ses poèmes permettra de connaître la personnalité privée de l'un des leaders les plus influents du monde contemporain que fut l'imam Khomeiny. Les poèmes de l'imam Khomeiny ont été publiés après

sa mort en juin dernier par son fils Ahmed.

Cooper avait « avoué », début mai, à la télévision iranienne, en très bon persan, être « membre des services secrets britanniques » précisant qu'il travaillait déjà sous le régime impérial comme « traducteur dans différents ministères iraniens où il se procurait des informations confidentielles ». L'enquêteur du *Teheran Times* indique, dans une note d'introduction, que l'article et la traduction de Cooper — qui ont obtenu l'aval de la censure à la prison d'Evin où il est incarcéré — « portant la marque d'un poète et d'un essayiste brillant et doué ».

### La conférence sur le Cambodge

## Pékin dénonce la nature « politique et militaire » de la présence des « colons » vietnamiens

PÉKIN  
de notre correspondant

L'agence officielle Chine nouvelle a donné un large écho aux craintes exprimées par la résistance khmère antiviétnamienne de voir Hanot « perpétuer son occupation du Cambodge » par le biais de l'immigration dans ce pays de « colons » vietnamiens chargés de prendre la relève des « bodols » (soldats vietnamiens), après leur départ. Ce commentaire, diffusé jeudi 10 août par l'agence de presse de Pékin, paraît traduire la volonté de la Chine de faire de cette question un test de la sincérité de Hanot à la conférence internationale de Paris sur le Cambodge.

Citant le prince Sihanouk, l'envoyé spécial de Chine nouvelle à Paris a relevé que le nombre de civils vietnamiens au Cambodge était à l'heure actuelle de 1,3 million, soit un cinquième de la population totale du pays, et que leur installation était « d'une nature politique et militaire puisqu'ils sont envoyés par le gouvernement vietnamien de manière systématique et avec un objectif précis. Ces colons se sont rassemblés dans les régions situées sur les rives du lac Tonle Sap et du Mékong, ont contraint les habitants à se retirer dans des régions plus reculées, et se sont emparés de leurs terres arables fertiles. Les nouveaux résidents vietnamiens « ont leurs propres forces armées d'autodéfense, dont les effectifs sont de deux cent mille hommes, et qui constituent de facto la deuxième armée vietnamienne du Cambodge », a-t-il ajouté. « Au vu de ces faits, le Kampuchea démocratique (la coalition de la résistance) a parfaitement le droit d'exiger que les forces armées d'autodéfense des colons soient incluses dans l'ensemble des troupes vietnamiennes qui

doivent être retirées » et que le sort des civils désarmés soit explicitement porté sous la responsabilité d'une éventuelle administration quadripartite cambodgienne.

« Dans ces conditions, a conclu Chine nouvelle en semblant parler au nom de la diplomatie de Pékin, ce qui est important est que le retrait des troupes (vietnamiennes du Cambodge) soit total, approfondi et complet, et s'effectue sous supervision des Nations unies. (...) Il faut espérer que la conférence internationale de Paris sur le Cambodge distinguera clairement le bon droit des vietnamiens de la façon à donner une impulsion au règlement du problème a-t-elle ajouté en dénonçant l'union du prince Sihanouk « l'absurdité de l'affirmation de Hanot et de Phnom-Penh, selon lesquels le nombre de civils vietnamiens au Cambodge est de cinquante mille à quatre-vingt mille ».

La presse de Pékin avait jusqu'à présent suivi de manière factuelle les travaux de la conférence de Paris. Chine nouvelle paraît à présent apporter un soutien plus explicite au prince Sihanouk. Elle a diffusé vendredi une longue interview de l'ancien monarque, qui énumère les divergences opposant à M. Hun Sen, le premier ministre de Phnom-Penh, en particulier sur la participation des Khmers rouges à l'administration provisoire à édifier, le délai dans lequel interviendrait des élections après le départ des forces vietnamiennes, et le contrôle par les Nations unies, que rejette toujours Phnom-Penh, de la supervision internationale du règlement politique. Sur cette dernière question, précise le prince, M. Hun Sen et lui-même se trouvent encore sur des positions « diamétralement opposées ».

FRANCIS DERON.

### VIETNAM

## Le récit de « boat people » qui ont survécu à une attaque de pirates

Kuala-Lumpur (AP). — Les treize survivants d'un groupe de « boat people » vietnamiens, dont soixante et onze ont été massacrés par des pirates thaïlandais (le Monde du 10 août), ont raconté, mercredi 9 août, les circonstances du drame. Selon ces rescapés, les pirates ont coulé l'embarcation des Vietnamiens — cinquante-huit hommes, quinze femmes et onze enfants — en l'embourbant à deux reprises avec leur propre bateau. Ensuite, ils ont « systématiquement tué » les survivants qui nageaient, ont rapporté des responsables du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies.

Le drame s'est produit le 5 août dans la soirée, lorsque deux bateaux de pêche ont fait irruption près du bateau des « boat people ». Les femmes et les enfants ont été transférés sur l'un des bateaux des pirates, alors que les hommes étaient confinés dans leur embarcation. Les pirates ont alors fait sortir les hommes un par un avant de les battre à coups de barres de fer et de bois et de les achever avec des haches. Les treize survivants ne doivent leur salut qu'à la présence toute proche d'une plate-forme de forage pétrolier, à quelque 300 kilomètres au large de Kuala Lumpur, qu'ils ont réussi à atteindre à la nage.

### AFGHANISTAN

## Moscou envisagerait de livrer des Mig-29 à Kaboul

Le général Abdul Haq Ulumi, membre du Conseil suprême militaire de Kaboul, a annoncé, jeudi 10 août, que l'URSS allait bientôt fournir à l'armée de l'air afghane des chasseurs Mig-29 et des avions d'attaque au sol Su-27. Dans la région, seule l'armée soviétique possède des Mig-29, alors que le Pakistan dispose d'un appareil équivalent, de construction américaine, le F-15.

En outre, M. Edward McWilliams, spécialiste de l'Afghanistan à l'ambassade des Etats-Unis à Islamabad, a été rappelé à Washington en raison de profondes divergences avec son ambassadeur et la nouvelle administration américaine, et-on apprend, jeudi, de sources occidentales au Pakistan, M. Williams avait, dans des conversations privées, exprimé son inquiétude devant la volonté de

Washington de soutenir les moudjahidines dans une campagne militaire dont il doute des résultats. Favorable à la recherche rapide d'un règlement négocié du conflit, il avait également estimé que les Etats-Unis accordaient trop d'importance au gouvernement provisoire de la résistance, basé au Pakistan, et devraient peut-être se tourner vers une « stratégie régionale » visant à établir des contacts directs avec les commandants de l'intérieur et les chefs religieux locaux. M. McWilliams avait aussi implicitement critiqué le rôle de l'Inter-services Intelligence (ISI), les services secrets pakistanais, notamment dans l'offensive menée par la résistance contre Jalalabad. Pour Washington, il ne s'agit, cependant, que d'un « transfert de routine ». — (Reuters.)

CHINE : vers une reprise de l'aide japonaise. — Le nouveau ministre japonais des affaires étrangères, M. Taro Nakayama, a indiqué, jeudi 10 août, que son pays pourrait reprendre son aide économique à la Chine qui avait été gelée après la répression sanglante du mouvement en faveur de la démocratie le 4 juin à Pékin.

La situation en Chine semble s'orienter vers la stabilité », a estimé M. Nakayama lors d'une conférence de presse. D'autre part, le premier vice-président du Soviet suprême, M. Anatoli Loukianov, se rendra à Pékin le 13 septembre à la tête d'une délégation parlementaire, et-on apprend vendredi auprès de l'ambassade d'URSS, il s'agit de la première visite de représentants soviétiques en Chine depuis le sommet de Pékin des 15 au 18 mai dernier. — (AFP.)

M. Wan Runnan exclu du PC. — Jugé responsable avec d'autres (le

Monde du 11 août) de la « rébellion contre-révolutionnaire », le président du parti communiste et démis de ses fonctions de président du conseil d'administration de la firme Stone New Technology Trade Company, une société d'informatique qui avait apporté un soutien matériel aux étudiants de Pékin en avril-mai, M. Wan s'est réfugié à l'étranger et est officiellement accusé d'y mener des « activités anti-parti et anti-socialistes ».

Condamnation. — L'un des hommes qui, en mai dernier, lors des grandes manifestations de Pékin, avait harcelé de peinture le portrait de Mao Zedong exposé sur la place Tiananmen, a été condamné vendredi 11 août à la prison à vie pour « vandalisme contre-révolutionnaire ». Deux personnes qui l'accompagnaient ont été condamnées pour la même raison à vingt et seize ans de prison. — (UPI.)

ATTENTION

MARDI 15 AOÛT  
FERIE

Si votre détaillant LOTO voulait fermer le mardi 15 août, jouez jusqu'au lundi 14, aux heures habituelles. (renseignez-vous)

NATIONAL  
LOTO

لوتو من الاحد

# Communication

M. Philippe Guillaume président d'Antenne 2 et de FR3

## La décision surprise du CSA

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a créé la surprise en désignant, jeudi 10 août, Philippe Guillaume à la présidence commune d'Antenne 2 et de FR3. Le président de la Société française de production, qui l'a emporté par cinq voix contre quatre à

M. Georges Kiejman et qui passe pour un homme proche de l'opposition, faisait, en effet, figure d'outsider face à l'avocat parisien et à M. Hervé Bourges, présents tous les deux comme les favoris du pouvoir. Cette décision, qui constituait un test de

l'indépendance du CSA, est accueillie plutôt positivement aussi bien dans les milieux professionnels que dans les partis politiques, notamment à droite. Les conseils d'administration des chaînes doivent maintenant désigner les directeurs généraux d'Antenne 2 et de FR3.

« C'est une bonne décision », a déclaré notamment le président Bouët, l'accent rocailleux et le sourire en coin. « La sagesse l'a emporté », a glissé Daisy de Galard avant de s'en aller. Igor Barrière, lui, ne s'est point retenu : « C'est la meilleure des solutions pour le service public, le remède à la crise de confiance. »

Aucune fausse note n'est donc venue gâcher, jeudi soir, l'annonce publique du CSA. Pas de rupture politique entre deux factions identifiées de l'institution : pas de délégitimation houleuse ou interminable ni de compromis honteux ; pas même le moindre scandale ou manœuvre de dernière heure (Jean-Edern Hallier, hospitalisé, a dû renoncer à déposer sa candidature destinée à dénoncer la « tatarie » du CSA). L'affaire a été menée rondement, au terme de cinq longues auditions des candidats présélectionnés, d'une discussion d'un peu moins de deux heures et d'un vote en trois tours et à bulletin secret. Pas ou peu d'états d'âme apparents : « La décision est collégiale », conclut Geneviève Guichenev, et ne se commente pas. « Tout juste le sentiment partagé que la girouette du CSA l'avait sorti d'un piège. De quel faire taire les déceptions et ravaler l'amertume. »

Car qui douterait qu'il y en eût ? Cinq voix contre quatre impliquent cinq vaincus et quatre vaincus ; cinq n'avaient, quatre n'avaient pas le soutien décisif de la gauche. Le match fut difficile et le fait qu'il oppose deux hommes au profil, aux expériences et même à l'engagement politique différents le rendait encore plus frappant. Kiejman — le flamboyant, l'avocat médiatique, l'homme de gauche — contre Guillaume — le modeste, gestionnaire du sérail, discret et homme de droite ? Quel curieux face-à-face ! Boxaient-ils seulement, pensait-on, dans la même catégorie ?

Leur prestation devant le CSA, rapporte un de ses membres, mit les pendules à l'heure. Le premier,

certes brillant, fit une belle plaidoirie mais sembla mal à l'aise, désarçonné par quelques questions trop précises sur l'avenir de FR3, dossier sur lequel il semblait trop fraîchement initié. Le second fut précis, voire « solide », exposant avec force détails un plan d'ensemble pour le service public, paraissant maîtriser toutes les facettes du métier. « C'est simple, résume Igor Barrière : Guillaume était à l'aise comme un poisson dans l'eau ; c'est un sérieux atout. »

Un atout dont a cruellement manqué l'éditeur Christian Bourgois (lui aussi présélectionné) pour convaincre comme l'ancien PDG du Loto, Michel Caste, actuel directeur des studios de Boulogne, pour être pris au sérieux (il ne remporta, jeudi, aucune voix). Ce n'est pas le cas d'Hervé Bourges, expert à la TV et attendu dans ces auditions comme la vedette américaine.

### Un choix strictement professionnel

Ne le présente-t-on pas depuis des mois comme l'indéfectible candidat à n'importe quel poste d'importance dans l'audiovisuel, le seul, assurément, à pouvoir redonner foi, dynamisme et orgueil à un service public en déroute ? Las ! Candidat tardif malgré son intérêt immense pour la charge, Hervé Bourges présentait-il sa disgrâce ? Il l'aurait, avant même d'exposer ses projets. Sa réputation de redresseur d'audience, d'ordinaire si flatteuse se retourna violemment contre lui et certains ne virent plus en lui qu'un symbole du privé, obsédé d'audimat, fanatique de paratage et de publicité. « C'est été introduire le loup dans la bergerie », dit un membre avec sévérité. Etienne Mougeotte n'a pas eu à bouleverser la grille de l'audiovisuel. Bourges, PDG de la Une publique avait pris les devants et l'avait adaptée à



travaux sur l'image du CSA d'un choix apparemment moins justifié d'un point de vue professionnel et risquant d'être décrit comme une soumission politique. Mais les trois devinrent cinq et le vote final fut moins contre Georges Kiejman que pour Philippe Guillaume. Un choix strictement professionnel, explique Igor Barrière (nommé par le président Mitterrand) ; l'aboutissement d'une réflexion. Car l'issue du vote était loin d'être jouée à l'avance. Philippe Guillaume est apparu comme l'homme de la situation, le candidat parfaitement adapté à la télévision, la technique et les hommes,

## Les réactions dans les milieux politiques...

• **PS** : Vers « une véritable complémentarité des programmes d'Antenne 2 et de FR3 ». — Le Parti socialiste « se félicite de la nomination, par le CSA — autorité administrative indépendante du gouvernement, — d'un président commun à Antenne 2 et de FR3 », déclare le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, dans un communiqué. Cette nomination permet, dit-il, sans crier le nom de M. Guillaume « de mettre en place rapidement une nouvelle organisation du secteur public dans laquelle l'autonomie de chaque société sera préservée. Les garanties légales des exigences constitutionnelles ayant été préservées, cette nomination va mettre fin au climat d'attente qui règne dans ces entreprises et assurera une véritable complémentarité des programmes d'Antenne 2 et de FR3 ».

• **UDF** : « Des critères exclusivement professionnels. » — « M. Guillaume a été retenu exclusivement en fonction de critères professionnels, ce qui est une bonne chose, estime M. Alain Lamassouze, porte-parole de l'UDF. Ce qui nous inquiète, c'est qu'il va être chargé d'appliquer une politique que personne ne connaît encore et qui risque de conduire, par la fusion d'Antenne 2 et de FR3, à la reconstruction du monstre coïteux et ingouvernable qu'était l'ORTF ».

• **PC** : « Nous jugerons aux actes. » — « Nous nous sommes prononcés contre le fait que l'audiovisuel qui a regroupé sous une même présidence Antenne 2 et FR3 parce que nous considérons que ce qu'il faut à la télévision, c'est plus de pluralisme, la démocratie et la diversité de programmes de qualité, affirme M. Jean-Claude Gayssot, membre du bureau politique du PCF. Nous allons continuer à réclamer du président qui

vient d'être désigné que la télévision du service public fasse droit à l'exigence d'humanité, de pluralisme et de qualité. Nous jugerons aux actes. »

• **FN** : Le CSA « s'est sauvé lui-même ». — Le CSA « s'est sauvé lui-même en choisissant pour sa présidence, Philippe Guillaume, le seul candidat non marqué à gauche », a déclaré M. Bruno Mégret, député général du Front national. « Il reste cependant à démontrer que la procédure pour le moins confuse et aléatoire de nomination est la bonne et que le CSA est bien capable d'assurer le contrôle impartial et compétent de l'audiovisuel français. »

• **CNI** : « Hommage au CSA ». — La décision du CSA « lui permet, en prouvant son indépendance, de gagner en crédibilité », écrit M. Yvon Briant, secrétaire général du CNI et député européen, dans un communiqué. « Ces deux vertus sont absolument indispensables à tout organe de régulation. Il restera au CSA à les préserver, à les développer toujours », conclut-il en rendant « hommage en son nom personnel et au nom de son mouvement au Conseil supérieur de l'audiovisuel. »

• **CDS** : « Ce choix honore le CSA ». — Le choix de Philippe Guillaume honore le CSA, déclare M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS. Le nouveau patron du service public de la télévision est un professionnel compétent, un esprit indépendant, un homme de culture et de caractère. Les Français peuvent lui faire confiance pour donner à la télévision publique le dynamisme et la qualité dont elle a besoin pour remplir sa mission. »

## ... et dans la presse

• **LIBERATION** : « Un président passe-muraille ». — « Presque exclusivement préoccupés d'échapper à la tension Bourges/Kiejman, de fuir les commentaires qu'aurait entraînés la nomination d'un des deux hommes, le CSA en a pris un troisième. Qui a pour lui d'offrir, politiquement, une surface polyvalente, ramboisée, où l'institution de la rue Jacob trouve son compte de « respectabilité ». Proche du RPR tendance Chaban-Delmas, mais sans d'aucune gauche socialiste modérée, libéral et homme de dialogue, Philippe Guillaume est assez caméléon pour ne heurter franchement aucun membre du Conseil. C'est le PDG unique passe-muraille idéal. »

• **LE FIGARO** : « Le contrepoint des pronostics ». — « Après la nomination inattendue de Jean Maheu comme PDG de Radio-France, en février dernier, les sages de la rue Jacob ont donc finalement choisi, une nouvelle fois, de réaliser la surprise, en prenant le contre-pied des pronostics. Ils préservent, du même coup, la marque de leur indépendance vis-à-vis des « suggestions » qui n'ont pas manqué, ces dernières semaines, de tisser autour d'eux un réseau subtil d'influences (...). »

• **LES ECHOS** : « La carte de l'ouverture ». — « Le CSA a finalement choisi la compétence profes-

sionnelle en jouant la carte de l'ouverture politique. »

• **LE QUOTIDIEN** : « La réussite de Mitterrand ». — « On ne peut que se satisfaire de l'existence d'une institution qui vient de prouver par deux fois son indépendance en dépit de toutes les pressions politiques qui ont pu peser sur elle (...). La réussite du CSA est aussi un peu celle de François Mitterrand. Avoir donné naissance à une institution qui mérite le respect ne peut que le servir politiquement. »

• **L'HUMANITE** : « Pour sauver la face du CSA ». — Enant apparu comme « l'homme de compromis susceptible de permettre au Conseil de sauver la face », Philippe Guillaume ne doit pas faire oublier son rôle joué à la SFP. « Cette société lui doit d'avoir été vendue par petits morceaux, les capitaux privés ayant accaparé un peu moins de la moitié du capital de l'entreprise publique. De mauvais augure pour Antenne 2 et FR3, où on s'attend à une rentrée sociale agitée. »

• **QUEST-FRANCE** : « L'ouverture ». — « L'ouverture ne marche plus en politique mais fonctionne pour l'audiovisuel (...). Pour sa première grande décision, le CSA a réussi son entrée en scène. Toute manifestation d'indépendance doit être saluée. Celle-ci le mérite, même si elle doit être répétée. »

## Le gardien de la forteresse

(Suite de la première page.) Là, il a su calmer les angoisses corporatistes des syndicats en défendant avec ténacité l'importante machine de la production lourde contre la concurrence des entreprises privées. Il n'a pas hésité à lancer Antenne 2, à envoyer des troupes à la Cinq pour assurer le flux régulier des commandes de programmes et garantir le plein emploi sans pour autant parvenir à réduire le déficit structurel de la SFP.

C'est cette gestion ferme mais un peu conservatrice d'une situation explosive qui a sans doute séduit les membres du CSA. Obsédés par le sort de FR 3, tiraillés depuis toujours entre la régionalisation et la lourdeur de son appareil de production, les « sages » ont vu en M. Philippe Guillaume l'homme qui saurait, au-delà de l'unité d'Antenne 2 et de FR 3, rétablir la forte cohésion d'un pôle public de production et de diffusion. Cette nomination inquiète déjà ceux qui redoutaient une reconstitution de la forteresse ORTF et révoient d'un service public plus émané de ses lourdes structures, plus ouvert à la diversité de la création privée. Le gouvernement, dans le rapport d'orientation qu'il a présenté au

Parlement au printemps, n'a pas su ou voulu trancher entre ces deux options. Il ne peut que s'en prendre à lui-même. Le CSA a choisi pour lui.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

[Né le 30 mai 1942 à Paris, licencié en lettres, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, de l'Institut français de presse, docteur en économie et en histoire, M. Philippe Guillaume fonde et préside de 1967 à 1973 l'European Business School. Chroniqueur économique à France-Inter de 1969 à 1972, il entre à la SORFAD (société financière de radiodiffusion) en 1979 ; d'abord comme conseiller du président, M. Xavier Gouyon-Bouchard, puis comme directeur général. De 1980 à 1981, il assure la vice-présidence de la Société internationale de radio et télévision, mais aussi plusieurs fonctions à la tête de T66-France International, de Celta International, et lance le projet T66-France USA.]

Secrétaire général du Centre des jeunes dirigeants d'entreprises de 1983 à 1986, il est vice-président du Centre français du management, avant de devenir, en avril 1986, conseiller du président de l'Assemblée nationale, M. Jacques Chaban-Delmas. Depuis le 5 janvier 1988, M. Guillaume occupe le poste de PDG de la SFP. Chevalier des Arts et des Lettres, M. Guillaume est également l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les Procédés de l'homme* (1977), *La France somnambule* (1985), et de plusieurs biographies.]

## Politique

« Il faut une pensée verte dans tous les partis »  
déclare M. Rocard à « l'Express »

Interrogé, ainsi que le commandant Cousteau, dans l'Express daté 11-17 août, sur le thème « comment sauver la planète », M. Michel Rocard affirme qu'un « gouvernement lucide doit prendre (...) en charge » le fait que l'environnement de la planète est menacé, ce à quoi, selon lui, s'emploie le gouvernement français.

A propos du rôle respectif des différents acteurs en présence dans le combat pour l'environnement, le premier ministre répond : « Chacun a sa place. On n'avancera dans le combat pour la protection de l'environnement que si le corps électoral dans sa majorité le comprend. Si les mandats donnés au législatif et à l'exécutif vont dans ce sens. Les gouvernements, les autorités locales, les militants, les partis verts ont leur sens et leur utilité. Mais la défense de l'écologie est

beaucoup trop grave pour être découpée en tranches. Je regrette l'affaiblissement général des puissances publiques par l'existence de partis verts qui prétendent monopoliser le combat pour l'écologie et diminuent d'autant tout le dispositif public. Il y a dans la montée des partis verts un risque pour l'écologie de se limiter à un groupe de pression, au lieu de devenir une nouvelle manière de penser la gestion publique. C'est dans tous les partis qu'il faut une pensée verte. »

M. Rocard note que « la défense de l'environnement va coûter très cher, estime que le gouvernement français a besoin de temps, elle ne tiendra pas. » Il a donc accusé l'Etat « d'exploiter » les Réunionnais, même s'il leur accorde, au besoin, « un peu de miel » pour rendre leur situation moins dure. Le président du tribunal, évoquant de manière allusive le RMI dont bénéficient les deux accusés, leur a répondu : « Pourrait vous m'avez bien de ce miel. Vous recevez bien vous-même des subsides de l'Etat. »

Ce commentaire a provoqué un incident entre le tribunal et une partie du public, singulièrement plusieurs indépendantistes qui étaient venus soutenir les deux prévenus.

A. D.

contact avec la nature », et ajoute : « Tout cela ira doucement. Il faut simplement, d'un côté, une imagination sociale, industrielle, et de l'autre, un accompagnement financier et fiscal. Il faut que l'écologie colore la pensée industrielle, la pensée fiscale, la pensée commerciale. »

Le premier ministre continue en affirmant qu'« une lutte beaucoup plus ferme pour la protection de l'environnement amènera au moins une liberté : celle de faire à l'import ce qu'on veut. (...) Il faut imputer la liberté des grands groupes industriels. Nous le faisons déjà », précise-t-il à propos des pots catalytiques pour les automobiles, avant d'indiquer : « Nous pourrions être conduits dans peu d'années à interdire la fabrication de voitures excessivement rapides. »

M. Rocard, qui va se rendre prochainement en Australie, affirme, à propos de la convention sur l'exploitation de l'Antarctique, qu'avec M. Bob Hawke, son homologue australien, ils allaient « travailler ensemble à la mise au point d'un mémorandum afin de la soumettre aux parties signataires du traité de l'Antarctique. »

Enfin, M. Rocard prend la défense de l'énergie nucléaire en observant que pour la sécurité de cette production d'énergie, la France paye « quatre fois plus que les Soviétiques, deux fois plus que les Américains », et conclut : « L'opinion ne veut plus de camouflage d'informations comme on en a connu après Tchernobyl. Nous devons tout savoir. L'écologie n'est ni un absolu ni un fanatisme, mais un bon dosage des techniques les moins nocives et des choix les plus intelligents. »

Enfin, le premier ministre, citant Ernest Renan, voit l'avenir de la planète avec « le pessimisme de l'intelligence, mais aussi (...) l'optimisme de la volonté ».

### Une déclaration du nouveau PDG

Interrogé peu après son élection au journal de 20 heures d'Antenne 2, le nouveau PDG a déclaré qu'il était important « de faire tout ce qui pouvait concourir à assurer clairement l'autorité, l'autonomie du Conseil supérieur de l'audiovisuel ». Déplorant les spéculations qui ont été faites sur la question politique de tel ou tel candidat, M. Guillaume rejette celle de « candidat d'ouverture » qui lui a été attribuée. « Il est fondamental, dit-il, que nous sortions de ce monde d'exclusions. Il y a une autorité de régulation voulue clairement par le législateur. Elle doit être respectée. »

### Les partants

• **M. Claude Contamine réintégrerait la Cour des comptes**

Nommé PDG d'Antenne 2 par la CNCL en décembre 1986, M. Claude Contamine devrait réintégrer la Cour des comptes où il avait été nommé conseiller-natare au tour extérieur, en juin 1981. Dans un communiqué à l'AAPP, il estime qu'au terme de son mandat, « Antenne 2 dispose de capacités pour être la grande entreprise publique audiovisuelle dont la France a besoin. »

[Né en 1929, ancien élève de l'ENA, M. Contamine avait commencé sa carrière au ministère des affaires étrangères avant d'entrer au cabinet de M. Michel Debré à Matignon et de devenir directeur de cabinet de M. Alain Peyrefitte, ministre de l'Intérieur. Directeur adjoint de l'ORTF, puis directeur de la télévision de 1964 à 1967, il fut nommé président de FR 3 de 1975 à 1981, intégra alors la Cour des comptes avant de revenir à l'audiovisuel en 1986, d'abord à la tête de TDF, puis à celle d'Antenne 2.]

• **M. René Han entrerait au groupe Hersant**

Nommé PDG de FR 3 par la CNCL en décembre 1986, M. René Han n'est resté à la tête de FR 3, depuis trois mois, qu'à la demande de M. Tascas à laquelle il avait exprimé son désir de démissionner. Il devrait intégrer rapidement le groupe Hersant.

[Né en 1930, licencié en droit et diplômé de l'Institut d'études politiques, M. René Han était entré à la RTF en 1952. Administrateur de la deuxième chaîne de l'ORTF en 1970, puis adjoint au directeur du service des départements, il fut nommé en janvier 1975 comme directeur délégué aux stations d'outre-mer, puis inspecteur général, directeur général délégué en 1986 et enfin président-directeur général.]

## Pour avoir tenté de brûler un drapeau tricolore deux indépendantistes réunionnais ont été condamnés à 2 000 F d'amende

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

Deux jeunes indépendantistes réunionnais ont été condamnés, jeudi 10 août, à une amende de 2 000 F chacun par le tribunal correctionnel de Saint-Pierre-de-la-Réunion. MM. Expédit Vienne et Jean-Bernard Ivahy étaient accusés de « soustraction du drapeau national », « outrage par geste au représentant de l'Etat » et « rébellion à agents de la force publique ». Le 13 juillet dernier, à Saint-Pierre, pendant le défilé militaire, ils avaient décroché un drapeau tricolore installé sur le bâtiment de la recette des douanes et l'avaient imbibé de pétrole avant d'essayer d'y mettre le feu. Le vent les en avait empêchés. Ils avaient été immédiatement maîtrisés par les forces de police.

Devant le tribunal, ils ont expliqué leur geste comme l'expression d'un refus de la « situation colo-

niale » dans laquelle la France maintiendrait la Réunion. « Hier on nous interdisait d'être réunionnais. Aujourd'hui nous sommes français de troisième classe et demain nous serons européens. On ne nous écoute que quand on a besoin de nous. Le charpente de notre société est pourrie. Même si on lui donne un coup de peinture de temps en temps, elle ne tiendra pas. » Ils ont accusé l'Etat « d'exploiter » les Réunionnais, même s'il leur accorde, au besoin, « un peu de miel » pour rendre leur situation moins dure. Le président du tribunal, évoquant de manière allusive le RMI dont bénéficient les deux accusés, leur a répondu : « Pourrait vous m'avez bien de ce miel. Vous recevez bien vous-même des subsides de l'Etat. »

Ce commentaire a provoqué un incident entre le tribunal et une partie du public, singulièrement plusieurs indépendantistes qui étaient venus soutenir les deux prévenus.

A. D.



Après la décision du cardinal Macharski de suspendre la construction du centre judéo-chrétien

## Mgr Decourtray affirme que le transfert des carmélites d'Auschwitz ne peut être remis en cause

Le cardinal Albert Decourtray a fermement réagi, vendredi 11 août, à l'annonce, la veille, par le cardinal Franciszek Macharski, archevêque de Cracovie, de suspendre les travaux du centre judéo-chrétien d'Auschwitz. Dans un communiqué, l'archevêque de Lyon, qui fut le représentant de l'Eglise catholique, en 1987 à Genève lors des négociations avec la communauté juive, affirme : « Les décisions de Genève ne seront pas remises en cause. Un accord oblige ceux qui le signent. Une dépêche de presse ne peut, ainsi qu'il a été dit, être considérée comme un acte de rétractation. Le cardinal Macharski a déclaré dans un communiqué que la réalisation du centre prévu doit être suspendue en raison du climat actuel. Des manifestations et des réactions regrettables ne peuvent entrer en ligne de compte en face de la cause que l'accord du 22 février 1987 entend défendre. Nous continuerons à tout faire pour que le dialogue inauguré sous le signe de l'accord de Genève se poursuive. Nous avons besoin de respect mutuel pour ne pas porter atteinte à la mémoire d'Auschwitz ».

### CORRESPONDANCES

#### Le dilemme de l'Eglise catholique

Pour bien montrer la caractéristique indélébile de ce massacre, les juifs nous demandent, à nous catholiques, de renoncer à tout geste qui pourrait ressembler à une appropriation. Ils nous demandent de reconnaître, dans cette affaire, qu'on ne peut pas être « modérément » de leur côté.

L'Eglise catholique est donc confrontée à un problème incontournable : ou bien elle est résolument de leur côté en ce qui concerne ce qui s'est passé voici un demi-siècle, et elle doit, sans tergiverser une seconde, la manifester en renouant à ce carmel. Le fait qu'il s'agisse d'un lieu de pénitence n'est en rien une excuse : l'Evangile nous dit clairement ce qu'il faut penser des péchés trop éclatants :

« Ou bien elle persiste dans ses manœuvres dilatoires, mais alors, de fil en aiguille, elle sera conduite, pour justifier sa position, à minimiser les faits, à essayer de relativiser l'absolu, à rejoindre ceux qui prétendent oublier, et à rejeter enfin ceux qui ne reprochent que modérément. »

JEAN MATHIEU (Paris)

#### Silence

Le silence requis est celui des amis de Job, irrépressibles tant qu'ils l'ont gardé.

Ce silence, mieux qu'aucune parole, unit les croyants comme les victimes au-delà de toutes les différences et particularités. Les juifs n'en demandent pas plus. C'est le silence du cimetière. Il suffit. A eux, aux autres.

Enfin, je sais et déplore que dans les pays de l'Est, sous prétexte qu'il ne faut pas faire de distinctions parmi les victimes — mais justement il y en a eu, et c'est même le fondement de la différence entre « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » — on ait le plus souvent occulté, ignoré, effacé l'identité des victimes quand elles étaient juives. Témoins, entre autres, le mémorial de Babi-Yar à Kiev.

Dans le pays promis, la Terre sainte, aujourd'hui si contestée, Abraham et les siens eurent au moins droit à une sépulture en un terrain, dûment acquitté, la caverne de Macpela à Hébron, encore honorée par les juifs et les musulmans. Aujourd'hui, même la terre brûlée, la cendre et la fumée des leurs leur est, leur serait refusée ? Comment, dans ces conditions, amener jamais juifs et Israéliens à faire confiance à qui leur demande, surtout depuis l'Europe bien tranquille, de partager leur terre de vivants, de survivants ?

Tout ceci n'est sans doute pas le fait d'une volonté délibérée. Ce n'en est que plus pernicieuse. C'est un refoulement qui refait surface sous le masque d'un transfert qui s'ignore, une culpabilité et une honte qu'on veut ainsi effacer par ce « palimpseste » chrétien.

Il y a déjà quelques années que des chrétiens conscients que la Shoah seule rejoint la croix et vestige Jésus à jamais à son peuple s'efforçaient douloureusement à écrire une « théologie après la Shoah ». Le carmel d'Auschwitz n'en fait pas partie...

PASTEUR ALAIN BLANCY (Lyon)

«...poursuivent-ils, que soient fait rapidement les gestes, et que soient prises, sans délai, sur le terrain les initiatives concrètes traduisant la volonté définitive de l'Eglise polonaise et des autorités de ce pays d'agir » dans cet esprit. « En effet, les retards engendrent la suspicion qui, à son tour, fait naître les réactions et les contre-réactions ».

La délégation juive « s'associe pleinement à l'appel du cardinal Decourtray au respect mutuel, dans la mémoire d'Auschwitz et de toutes les victimes juives ou non juives d'Auschwitz ».

L'édification du centre d'éducation et de recherche sur la Shoah, dont le cardinal Macharski veut arrêter la construction, faisait partie des accords signés le 22 février 1987 à Genève entre juifs et catholiques.

Ceux-ci prévoyaient que le départ des religieuses polonaises qui occupent le carmel jouxtant l'ancien camp de concentration d'Auschwitz aurait lieu au plus tard le 22 février 1989. Les retards accumulés dans les transactions pour l'achat des terrains et les diverses procédures administratives n'ont pas permis aux négociateurs catholiques de tenir les délais acceptés à Genève. En dépit d'un nouveau suris de cinq mois, les carmélites n'avaient toujours pas quitté, le 22 juillet, l'ancien théâtre d'Auschwitz, qu'elles occupent depuis

1984, et rien ne laissait présager un départ proche, le permis de construire du nouveau couvent n'ayant été déposé qu'en juin.

Ces atterrissements se sont accompagnés d'un regain de tension entre l'Eglise catholique et la communauté juive internationale. Le 14 juillet, des incidents violents ont eu lieu à la porte du carmel entre un groupe de sept manifestants juifs américains conduits par le rabbin new-yorkais Abraham Weiss, et des ouvriers travaillant dans le couvent. C'est de cet épisode et des manifestations qui ont suivi que le prélat polonais prend prétexte pour justifier l'arrêt des travaux du centre judéo-chrétien : « De tels actes et de tels comportements s'opposent à la poursuite de la construction du centre », a-t-il affirmé. Dans sa déclaration à l'agence de presse polonaise PAP, aussitôt relayée par Radio-Vatican, Mgr Macharski estime que « dans cette atmosphère de revendications agressives, il est impossible de veiller à l'aménagement d'un lieu de respect mutuel (...) La paix ne peut être édifiée que si l'on y aspire ».

Alors que les accords de Genève, en 1987, étaient porteurs d'un espoir de réconciliation entre juifs et catholiques, les deux parties se trouvent à nouveau au bord de la rupture. Et l'Eglise polonaise semble vouloir en faire porter la responsabilité à certains dignitaires de la communauté juive dont elle dénonce

« les pressions ». Les réactions des organisations juives aux propos du cardinal-archevêque de Cracovie ne se sont pas fait attendre. Le Congrès juif mondial, qui a fait campagne pour le déménagement des religieuses d'Auschwitz, a estimé que la décision de Mgr Macharski est « un coup tragique pour ceux de nous, dans le monde juif et catholique, qui ont œuvré si longtemps au renforcement de la compréhension mutuelle et du respect ».

Secrétaire de la commission de l'épiscopat polonais chargée du dialogue avec les juifs, M. Stanislaw Musial a précisé que la décision de Mgr Macharski était « strictement personnelle, sans concertation, ni avec le Vatican ni avec les cardinaux ». A Jérusalem, la réaction du gouvernement israélien est très mesurée. Selon un porte-parole officiel, Israël, qui avait approuvé les résolutions de Genève, soutiendra le combat des communautés juives qui entendent en obtenir l'application.

A Bruxelles, en revanche, l'Union européenne des étudiants juifs a réagi violemment, estimant que « les nombreux siècles d'amitisme officiel de l'Eglise catholique influencent toujours les actes de la hiérarchie ». Formet également chez les juifs de France : M. Jean Khan, président du CRIF, a dénoncé « le non-respect de la parole donnée ».

déménagement du carmel le 22 juillet ?

La réponse de M. Klein, pensez-vous vraiment qu'elle soit brève médiatique ? (...)

Peu importe l'attitude irréprochable de Mgr Lustiger, de Mgr Decourtray et M. Dujardin. Une parole a été donnée qui n'a pas été respectée. SIMONE POUMET (Lyon)

#### Une nouvelle forme de falsification

Avec le carmel, nous rencontrons une nouvelle forme de falsification : le désamorceur de sépulture. (...)

De la même façon que le Père Dujardin tente d'effacer la Shoah et le martyre polonais, il est dit : « L'intention qui a présidé à la fondation du Carmel était une intention droite ».

C'est tout le contraire. En 1984, des carmélites soutenues par l'archevêque de Cracovie décident de s'installer dans les locaux où les nazis stockaient le gaz Zyklon B : l'ancien théâtre d'Auschwitz. En 1985, une organisation catholique belge collecte des fonds pour faire de ce carmel « un don au pape ».

« une forteresse spirituelle, un gage de conversion des frères égarés », le signe de la puissance victorieuse de la Croix de Jésus (...)

L'Annuaire des anciens déportés d'Auschwitz s'élève contre toute les falsifications de l'histoire et particulièrement contre celle qui consiste à dresser des croix sur la tombe de millions de juifs. Elle dénie à ceux qui, pendant deux millénaires, ont échoué à convertir les âmes, le droit de baptiser leurs cendres.

HENRI MORAUD, secrétaire général de l'Annuaire des anciens déportés d'Auschwitz.

Une messe et une procession le 15 août à Paris

## Les « Anti-89 » se mobilisent

Les traditionalistes, qui tiennent la Révolution pour une « imposture » et un « blasphème », s'apprent à manifester, le 15 août à Paris. Ils réunissent, jeudi 10 août, une conférence de presse dans la capitale pour expliquer le sens qu'ils donnent à ce « rassemblement national de la résistance catholique ».

Ils avaient prévu une messe d'expiation place de la Concorde, mais la préfecture de police ne l'a pas autorisée à cet endroit. Ils souhaitent défilé ensuite jusqu'à Notre-Dame, mais l'archevêché ne l'a pas voulu. Ils se voyaient « un million », puis se sont vus « cinq cent mille », et ils ne parlent plus aujourd'hui que de « plusieurs dizaines de milliers de personnes ». L'Association 15-Août-1989 et son journal, l'Anti-89, n'en ont pas moins la foi contre-révolutionnaire chevillée au corps. Il le faut sans doute lorsque l'on veut redonner « au Christ-Roi (...) ses droits dans la Nation ».

La messe aura lieu, faite de mieux, place du Louvre. Ainsi en ont décidé les autorités qui, déclarent officiellement à la préfecture de police, n'ont permis aucun rassemblement politique ou religieux, cette année, place de la Concorde, « pas même pour SOS-Racisme ». Cette place avait pourtant pour les

réfractaires au Bicentenaire une valeur d'importance : c'est là que se dressait le « rasoir national », autrement dit la guillotine.

Notre-Dame était un autre symbole mais les organisateurs de la « procession » qui suivra la messe, tous liés à Mgr Marcel Lefebvre, le schismatique, ont compris qu'ils ne seraient pas les bienvenus. « Bonnes religions », en tête, ils se contenteront d'une boucle qui, par la rue de Rivoli et celle du Quatre-Septembre, les ramènera place du Louvre.

#### « Pourriture »

Combien seront-ils ? Le président de l'Association 15-août-1989, M. François Triomphe, affirme que celle-ci groupe quatre-vingt-dix comités à Paris ou en province et plusieurs à l'étranger. Trois cent cinquante mille traces auraient été distribuées et deux cent cinquante mille affiches apposées pour assurer le succès de cette manifestation, la plus ambitieuse de celles organisées par ceux que réveille la célébration du Bicentenaire (Le Monde du 4 juillet).

En même temps, les catholiques traditionalistes sont divisés, ce qui tend à nuire à la réussite de ce 15 août inégarable. A l'origine de leur manifestation, on trouve les

Alors que de nouvelles « lettres anonymes » sont publiées

## La direction de la gendarmerie en appelle au « respect de l'institution »

M. Régis Mourier, le directeur général de la gendarmerie nationale, a invité les gendarmes, jeudi 10 août, à respecter « les obligations du statut militaire », c'est-à-dire leur devoir de réserve. Il leur a ainsi demandé d'observer « le respect de l'institution » et de ne plus faire parvenir à la presse de « nouvelles lettres anonymes ». De tels textes ont déjà été rédigés par des gendarmes de Savoie, du Rhône, du Finistère, de l'Isère et de Bourgogne, dénonçant leurs conditions de travail.

M. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale, s'est égayé devant le geste de M. Mourier.

Ces déclarations sont intervenues alors qu'un nouveau groupe de gendarmes, du Finistère cette fois, critiques « formulées par les gendarmes » sont des problèmes que nous connaissons et sur lesquels nous travaillons ».

M. Charles Pasqua, l'ancien ministre (RPR) de l'Intérieur, juge quant à lui que l'« effort » et le « dévouement » dont ont fait preuve les gendarmes, notamment « en luttant aux côtés des services de la police nationale contre les activités terroristes en 1986-1987, ne semblent pas avoir été pris en compte par le gouvernement ».

Le rapport de la mission d'information devra être terminé au plus tard le 20 septembre, avant les derniers ajustements budgétaires. Des mesures de quatre types sont déjà envisagées par M. Boucheron : augmenter et rééquilibrer les effectifs selon les zones ; accélérer les travaux de réhabilitation des casernes ; réorganiser le système pour assurer aux gendarmes un temps libre réel et enfin donner un « coup de pouce » aux rémunérations après examen de la question des heures supplémentaires.

Le secrétaire d'Etat à la défense, M. Gérard Rapon, a assuré jeudi soir sur Antenne 2 que « toutes les

## La préfecture de police de Paris autorise le paiement par chèque des procès-verbaux

A partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, les Parisiens pourront acquitter leurs contraventions afférentes au code de la route, à la réglementation des transports et au code des assurances par simple chèque, conformément à un arrêté récent du ministre du budget, ils pourront ainsi éviter l'achat de timbres fiscaux dans les bureaux de tabac.

Dans un communiqué publié jeudi 10 août, la préfecture de police de Paris a fait savoir que « cette procédure, qui exclut le paiement par chèque direct entre les mains des agents verbalisateurs, est actuellement en cours d'expérimentation dans cinq départements de province ».

« Vos aspirations, dont les auteurs de lettres anonymes ont mentionné la profondeur et l'urgence, ne sont donc pas méconnues. »

« Mais j'ai trop d'affection et de respect pour la gendarmerie depuis qu'en 1989 j'ai exercé auprès de vous les fonctions de juge d'instruction et de procureur de la République pour ne pas m'inquiéter du préjudice que porterait inutilement à la réputation de l'institution, de son histoire et de sa place dans la nation. »

« Or je sais que vous avez pour la gendarmerie le même affection et le même respect. »

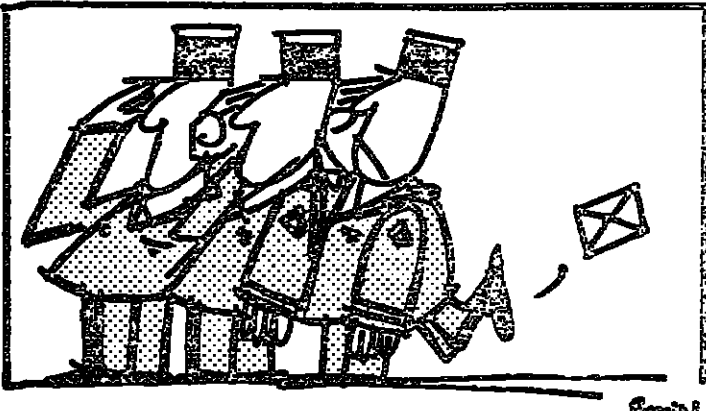
« La gendarmerie, du fait de la qualité de ses personnels et de son esprit, a su gagner de très longue date la confiance des élus, des pouvoirs publics et de la population tout entière. Qu'elle, sans exagération, de corps d'élite, elle est profondément enracinée dans la tradition. »

« Aussi serait-il intolérable d'entamer la confiance qui lui est faite et plus grave d'altérer son image. »

« Chacun comprend donc que je n'appelle pas seulement au respect des obligations du statut militaire mais aussi au respect de l'institution, de son histoire et de sa place dans la nation. »

« C'est donc à chacun de vous personnellement qui contribuerez par votre action à la réputation de la gendarmerie, que ce message s'adresse. »

B. L. G.



لکڑی میں لکھا

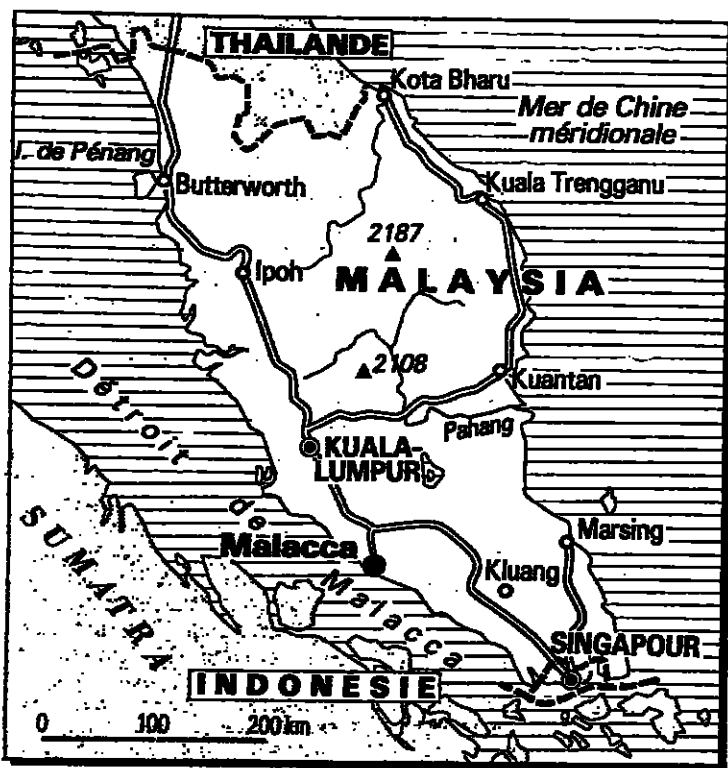






# Le Monde SANS VISA

Malacca, détroit de légende  
face à Sumatra et à Bornéo,  
port et ville de Malaisie.  
Trois grandes religions de l'Orient  
s'y côtoient, trois grands  
impérialismes s'y sont succédé.  
Son nom signifie l'exotisme,  
elle vit aujourd'hui dans la paix,  
la multiplicité de ses races et de ses fois.



## Malacca détroit de légende

par Olivier  
Barrot

**C**OMME Vancouver ou Syracuse, Malacca instille l'émotion des senteurs rares et des aillères de rêve au seul énoncé des trois syllabes de son nom. « Passée Malacca, passées les Cébes, passée Macao, loin, très loin... », écrivait Kipling, comme tant d'autres sensible aux magies terribles de l'insolite. Tiers, triple ou troisième : de fait, c'est bien loin de notre monde d'alternative où règne la faculté de choisir que se retrouvera, au sens propre peut-être, le voyageur embarqué pour Malacca.

Sous le même vocable, trois lieux. Malacca désigne cette péninsule entre océan Indien et mer de Chine où s'inscrivent la Thaïlande, la Malaisie et Singapour ; c'est aussi le détroit de Malacca, que franchit pendant des siècles la route maritime de l'Orient, frontière large de dix lieues entre la presqu'île malaise et Sumatra l'indonésienne ; c'est avant tout le grand port de Malaisie occidentale où se succéda la triade des colonisateurs, Portugais, Hollandais, Britanniques. A l'instar d'Aden ou de Dantzig, Malacca reçut de la mer sa durable fortune, quand, chargés des poivres, des soieries, du gingembre négociés en Chine, relâchaient sur ses quais les navires en route vers Venise ou Anvers, croisant le long des chenaux les jonques chinoises, les « dhows » arabes, les « prahus » de Java.

Fondée en 1400 par Parameswara, prince hindou venu de Sumatra qui reçut bientôt la protection de l'empereur de Chine, Malacca la babélonienne appartient à ce qui est aujourd'hui la Malaisie, cette fédération de Malaisie créée en 1963 et composée de trois entités dont se détacha très tôt Singapour, la rivale longtemps dominée et désormais triomphante de la cité du Détroit. Plus provinciale qu'autrefois, sans doute, et comme apaisée d'avoir inspiré la convoitise durant un demi-millénaire, Malacca n'en



continue pas moins d'exercer l'intense attrait des trop forts mélanges, réceptacle à mal autre égal de ce *Sorilège malais* qui envoûtait Joseph Conrad, Somerset Maugham, Henri Fauconnier... Mais prudence : pour un peu Malacca figurerait aussi le paragon imaginaire d'un exotisme prosaïque très entre-deux-guerres, qu'exaltait par exemple la *Dame de Malacca*, roman d'un Francis de Croisset déjà auteur d'une *Féerie cinghalaise*. Transposée au cinéma par Marc Allégret en

1937 dans des décors de Trammer, la conquête d'André Greenwood par le prince malais Selim célébrait moins l'étrangeté des lieux que la grâce éprouvée du couple idéal Edwige Fenech - Pierre Richard-Willm.

Dans Malacca l'équatoriale, la pluie lourde et chaude s'est installée en fin d'après-midi comme pour durer éternellement. Les contours s'estompent peu à peu dans la brume humide qui se confond bientôt avec la brume. Le long des rues ravivées par l'orage s'en retournent les vendeurs de

beignets sur leur tricycle qu'une pâle lanterne signale, les hommes d'âge à parapluie, les femmes musulmanes voilées. La langue malaise a assimilé l'idiome du dernier colonisateur, et là-bas, devant la « stesenservice » (station-service), les « motokals » (motos) et les « bas sekolas » (autobus scolaires) attendent leur tour. Il fait moite, il fait lourd, il fait nuit noire.

An matin, tout aura changé. Malacca la trois fois conquise, la trois fois pieuse, vibre encore un peu de son activité séculaire. Jusqu'à la conquête portugaise, l'or et l'argent chinois, l'ivoire siamois, les tapis indiens, les parfums arabes transitaient sans témoin d'Occident par le port, qui en reçut richesse et influence. Malacca fait du métissage et de la tolérance ses principes ; du bouddhisme, de l'hindouisme et de l'islam ses religions. Virent Alfonso d'Albuquerque pour le Portugal en 1511, Willemsoom Kartakoe pour les Provinces-Unies en 1641, William Farquhar pour les Britanniques en 1795 : l'Europe et le christianisme sont en Orient, Malacca change de tuteur tous les siècles et demi sans déchoir ni renoncer à sa grande vocation d'interprète.

De l'esprit de celle-ci, rien n'a changé. Les constructions humaines ont bien sûr péri, la Porte de Santiago permet à peine d'imaginer ce que fut la forteresse « A Famosa » que dressèrent, au lendemain de leur victoire, les Portugais face à la mer. Mais l'esprit du lieu, qu'évangélisa peu après la conquête le jésuite espagnol François-Xavier, demeure, tout comme, dit-on, au large du détroit et par combien de pieds de fond, l'épave de la *Flor de la Mar*, le navire amiral d'Albuquerque coulé en 1512 avec ses éléphants d'or grandeur nature et ses jargons de diamants évalués à une dizaine de milliards de dollars. Les recherches n'ont pas cessé, et les conversations de bistrot sur la place des Portugais roulent toujours sur cette mythique fortune des mers, dans ce dialecte lusitanien du seizième siècle dénommé

« cristao », que l'on parle aussi à Goa, à Macao, à Sulawesi.

Des austères conquérants bataves, l'imposante église du Christ marque l'orgueil. Sa teinte écarlate, rarissime pour un bâtiment public, atteste la fréquente certitude protestante d'être dans le vrai, ici comme en Afrique du Sud ou en Indonésie : le quartier hollandais, tout proche du cours d'eau que parcourent des barges couvertes de fleurs, est comme un hymne à la couleur du sang : hôtel de ville rose saumon, maisons de Dutch Square carminées. Dans le temple à l'admirable plafond de bois bleu foncé, la liste des pasteurs gravée au mur s'ouvre par des noms flamands : Lydetker, Gronwels, Hoogendorp ; s'ensuivent à partir de 1796 les Hughes, Dingley, Hackett, ces missionnaires britanniques de la religion réformée qui contribuèrent à faire de la Malaisie une nouvelle perle de la couronne. On y roule toujours à gauche, elle est demeurée naturellement membre du Commonwealth.

L'islam, aujourd'hui religion d'Etat, prévaut en Malaisie pour

tant, depuis que s'établirent à Malacca, au quinzième siècle, de riches marchands musulmans venus de Sumatra. Alors, et parmi tant d'autres, passaient par la ville portuaise Perses et Tamouls, Bengalis et Javanais, Chinois et Thaïs, Birmans et Khmers. De l'autre côté de la rivière, ce sont justement les quartiers de l'Orient, avec cette « rue de l'Harmonie » ainsi baptisée par le plus célèbre guide local puisqu'y voisinent sans heurts, parmi les échoppes de la ville chinoise, les mosquées, les monuments hindous et les lieux de culte bouddhistes et taoïstes. Joailliers, antiquaires, vanniers, tous « Straits born » — nés au bord du Détroit — se retrouvent à l'occasion de cérémonies de culte d'autant plus troublantes que la mosquée de Kampong ressemble à une pagode, qu'en face du temple taoïste de Chang Hoon les fidèles peuvent acheter des répliques en carton, en bois, en papier, de lave-linge, de Mercedes, de maisons qu'ils brûleront sur la tombe de leurs proches disparus.

(Lire la suite page 10.)

**TUNISIE CONTACT**  
Le spécialiste de la Tunisie depuis 20 ans

**LA TUNISIE EST NOTRE PASSION  
PARTAGEONS-LA**

**1 SEMAINE DE CIRCUIT EN LAND ROVER  
DANS LE SUD TUNISIEN**  
A partir de 4 190 F tout compris Paris/Paris  
(Possibilité de prolongation de séjour à Paris ou à Jerba)  
Brochure complète Tunisie sur demande

**TUNISIE CONTACT**  
30, rue de Richelieu, 75001 PARIS  
Tél. : 42-96-02-25.

سلا من الحاصل

## GASTRONOMIE

**POUR VOS INVITATIONS**  
**LE SOUFFLÉ**  
Sa bonne cuisine française  
Salle climatisée  
36, rue du MONT-THABOR  
(près de la place Vendôme)  
Réservation : 42-60-27-19  
Parfait le dimanche

**ASHOKA**  
Spéc. du Nord de l'Inde  
5, rue J.-Clemenceau, 15<sup>e</sup>  
F/dim. et lundi midi  
Tél. : 45-32-96-46

### LE CHALET des ILES

**AU BOIS de BOULOGNE**  
Traverse en bar...  
Table de qualité  
Cadre de charme  
...et prix sages  
DEJ. - DINERS TS LES JRS  
Réservations 42.88.04.69

### ZOMBI NELSON

Spécialités Antillaises  
17, rue de la Ville Neuve  
75002 PARIS  
Réservation 42.33.76.57

## Aux quatre coins de France

**CHAMPAGNE** Dir. de ppte,  
élévé en foudre de chêne,  
amoureux, pour vous.  
AMATEURS, profitez de nos cartes spéciales :  
RÉDEMTEUR, bon mill. 1983 et blanc de blanc.  
Tarif sur demande à  
R.M. DUBOIS P. & F. 19, « Les Alambicques »  
VENTEUIL, 51200 ÉPERNAY. 26-88-46-37.

**GRANDS VINS DE JURANÇON**  
**CHATEAU DE ROUSSE**  
Direct. du producteur au consommateur.  
Qualité et millésime en sec et moelleux.  
J. LABAT-LABONNETTE, 64116 JURANÇON.  
Tarif sur demande.

## RÉSIDENCES

**VENISE**  
**A LOUER**  
Appartements luxueusement aménagés.  
SAN MARCO  
SÉJOUR MINIMUM :  
UNE SEMAINE.  
Tél. : 193941/5228933  
Téléfax : 193941/5203721.

**LOUE**  
**A FRÉJUS (Var)**  
DANS VILLA AVEC JARDIN  
UN APPARTEMENT  
POUR 4 PERSONNES  
Juin, juillet, août, septembre  
Tél. : 16-94-51-02-02.

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

**Côte d'azur**  
**06400 CANNES**  
**HOTEL LIGURE \*\*\*NN**  
5, rue Jean-Jaurès  
Tél. : 93-39-03-11. Tél. 970275  
A 150 mètres du Palais des congrès,  
climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar

**NICE**  
**HOTEL LA MALMAISON**  
Best Western \*\*\*NN  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
50 CH. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITES  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-47-42-56. Tél. 479-410.  
Téléfax 93-16-17-59.

**HOTEL VICTORIA \*\*\***  
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. 93-85-39-60  
Plaisir centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur,  
téléphone direct, minibar.

**Montagne**  
**05380 SAINT-VÉRAN**  
(Hautes-Alpes, Queyras)  
Parc rég. Site classé. Village XVIII<sup>e</sup> s.  
Plus haute comm. d'Europe, 2040 m.  
Randonnée, pédestre.  
**LE VILLARD**, tél. 92-45-82-08  
Tennis, billard. Chambres, studios gd  
confort de 55 F à 160 F par jour.  
**BEAUREGARD**, tél. 92-45-82-62  
Pension de 185 F à 275 F par jour, promo  
en sept. Piscine, tennis, billard.

**Paris**  
**SORBONNE**  
**HOTEL DIANA \*\***  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.  
Tél. direct.  
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

**PROVENCE**  
**MAUSSANE-LES-ALPILLES**  
Au pied des Baux de Provence,  
VAL-BAUSSE, hôtel \*\*\*  
Une grande maison provençale en pierre  
des Baux vous ouvrira ses portes :  
21 chambres ti conf., grill, piscine, proxi-  
mité promenade à cheval, golf et tennis.  
122, avenue de la Vallée-des-Baux,  
13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES.  
Tél. : 90-54-38-90.

**Grande-Bretagne**  
**68 - QUEENSGATE**  
**EDEN PLAZA HOTEL**  
68 QUEENSGATE,  
SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7  
Tél. 19-44-1-370-6111. Tél. 916228.  
Téléfax 19-44-1-370-6570.  
Hôtel moderne et accueillant  
Près de Knightsbridge, Harrods  
Hyde Park, musées.

**Italie**  
**VENISE**  
**HOTEL LA FENICE**  
ET DES ARTISTES \*\*\*  
Saint-Marc 1936  
Réservation : 193941/52-32-333  
Fax : 193941/52-03-721.  
Tél. : 193941/52-03-721.

**VERONE**  
**NOVO HOTEL ROSSI**  
Via Delle Coste, 2  
Près de la gare de PORTA NUOVA  
Réservation : 193941/56-90-22  
Fax : 193941/57-82-79.  
Atmosphère intime, tout confort.

**Suisse**  
**CH. 1854 LEYSIN**  
**HOTEL MONT-RIANT**  
Confort. Un accueil jeune et chaleureux.  
Cuisine personnalisée faite par le patron.  
Terrasses. Jardin. Jeux.  
Pension complète, chambre à 2 lits, 292 F  
(73 F\$) par personne, par jour, toutes  
taxes comprises, demi-pension possible.  
Jean-Marc et Brigitte RYHEN.  
WINTER, dir. propr.  
Tél. : 19-41/25-34-27-01.

**TOURISME**  
**ÉTÉ 1989**  
**SÉJOURS ENFANTS**  
**A LA MONTAGNE**  
(après Jeunesse et Sports)  
Haut-Doubs. All. 900 M.  
TGV 3 heures de PARIS  
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5  
à 14 ans) dans ambiance très familiale  
dans ancienne ferme XVII<sup>e</sup> siècle, confort-  
ablement restaurée, au milieu des pâ-  
rures et des forêts. Accueil limité à  
15 enfants. Activités proposées : tennis,  
poney, jeux collectifs, découverte des  
fleurs, milieu rural, peinture sur bois,  
fabrication du pain...  
Prix : 1650 F par semaine/enfant.  
Tél. (16) 81-38-12-51.  
**LE CRÉT L'AGNEAU**  
25650 MONTBENOIT

**NON, on n'a pas « jamais**  
aussi mal mangé en  
France » comme l'affir-  
mait récemment Jean Ferniot.  
Mais il est sûr que la cuisine fran-  
çaise est chaque jour agressive  
sans que cela semble troubler  
ceux qui sont le plus concernés :  
ses consommateurs.

La cuisine française est mal  
défendue : 1. par les jeunes cui-  
siniers peu éduqués ; 2. par l'incon-  
séquence des médias ; 3. par  
l'ignorance du public ; 4. par la  
négligence du législateur. De  
sorte que nos casseroles sont deve-  
nues les casseroles de l'à-peu-  
près : sous vide à-peu-près frais,  
congelé à-peu-près surgelé, vins à-  
peu-près du terroir ou à-peu-près  
chapitalisés, vœux à-peu-près  
exempts d'hormones, œufs à-peu-  
près extra-frais, volailles à-peu-  
près bien élevées, fromages à-peu-  
près au lait de chèvre, pâtisseries  
à-peu-près au beurre, etc. (1).

J'ai souvent évoqué ici le rôle  
que devrait jouer le législateur :  
rôle d'information (combien de  
ménagères encore ne regardent  
pas, en achetant un yaourt, la  
date du délai de consommation ou  
même savent que ladite date  
existe ?). Rôle aussi de dissuasion  
en pénalisant fortement les frau-  
deurs et surtout en faisant large  
publicité à la sanction. Je von-  
drais m'élever une fois encore  
contre les appellations ridicules et  
les fausses appellations des cartes.

J'ai récemment évoqué le res-  
taurant de l'hôtel du Palais, de  
Biarritz. On ne se lassait pas  
d'évoquer Trissotin devant ces  
« Demoiselles d'Aquitaine d'un  
naturel gourmand » et ce « Fan-  
dango autour du fronton ». Le  
grave est que cette manie, qui  
semble s'étendre un peu partout,  
câche souvent des produits mal  
définis, des produits d'à-peu-près.

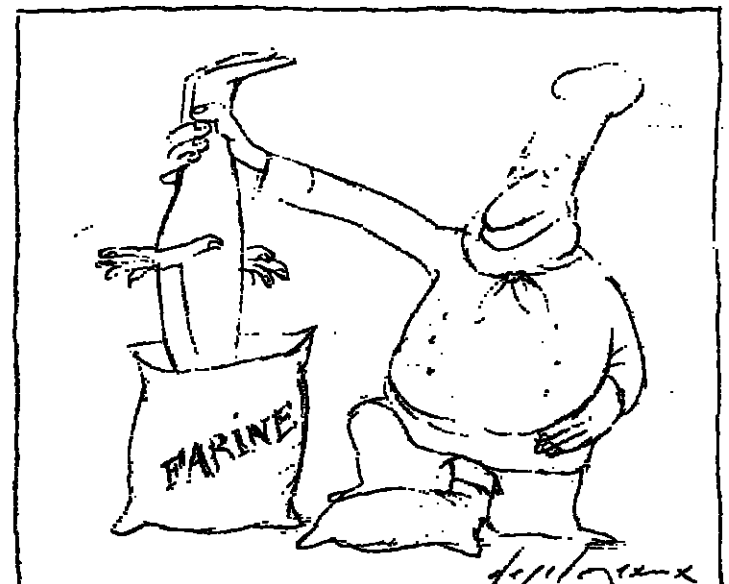
Je lisais l'autre jour dans une  
feuille se piquant de gastronomie  
l'éloge d'un restaurant proposant  
« une cuisine sérieuse, simple et  
sans prétention » (sic) et citant  
pour exemple une « chiffonnette  
de Parme ». Chiffonnette autre  
chose qu'une étoffe, il faut le  
faire ! D'autant que froisser ainsi  
une tranche de jambon gras ne  
doit pas être facile... A moins que  
ce ne soit, pour le restaurateur,  
une façon de faire passer les  
déchets de la découpe : un à-peu-  
près qui rapporte, en quelque  
sorte !

De plus en plus les cartes  
deviennent ainsi des attrape-  
pogons : l'appellation fait passer le  
poison lorsque le chef propose une

« salade d'Epicure aux bâtonnets  
de crabe d'Armor », alors qu'il  
s'agit de cette saloperie japonaise  
qu'est le « surimi », chair de poi-  
son désincarnée, désodorisée,  
dévitalisée dont personne, dans  
aucune rubrique dite « gour-  
mande », n'a parlé (à l'exception  
de Jean-Pierre Coffe dans son  
admirable *Bon Vivre*).

Démision du pouvoir ? Abdi-  
cation du législateur ? Incon-  
science du consommateur ? Si,  
ainsi que dit le proverbe alle-

mand, nous sommes « ce que nous  
mangeons », nous risquons de  
devenir, avant peu, des à-peu-près  
d'humains à-peu-près bien por-  
tants !



Mais quittons la fantaisie des  
appellations cache-misère. Après  
tout, libre aux snobs et aux imbi-  
ciles de se laisser bluffer par des  
mots annonciateurs de maux.  
Mais notons qu'il existe aussi des  
appellations classiques, des plats  
codifiés dont le client, s'il n'en sait  
point le secret, n'ignore pas la suc-  
culence. N'est-il pas alors  
condamnables de lui servir un  
vague à-peu-près ? Tromperie  
venant quelquefois de l'impardon-  
nable ignorance des jeunes cui-  
siniers, mais, plus souvent encore,  
née d'un esprit de lucre : l'à-peu-  
près revient à moins cher que le  
vrai s'il se compte, sur l'addition,  
au même prix !

Lorsque l'on voit, dans un jour-  
nal réputé sérieux, une jeune  
chroniqueuse recommandant un  
restaurant « remarquable » et  
s'extasiant sur le plaisir d'y dégus-

ses Suzette, aux applaudissements  
de la naïve et des clients, volés  
mais extasiés de cet à-peu-près !

Il y a comme cela des centaines  
de plats quotidiennement trahis  
par les chefs, maltraités dans les  
casseroles de l'à-peu-près.

Escoffier, dans ses *Souvenirs*,  
s'élevait déjà contre les cuisiniers  
qui, de son temps, modifiaient  
« sa » pêche Melba. Il ajoutait :  
« Plus décevante est la désinvoltu-  
ture des rédacteurs qui, sans  
prendre la peine de s'informer,  
prétendent connaître la vraie  
recette et ne conservent ainsi à la  
pêche Melba que son nom ! »

Bien d'autres créations d'hier  
sont ainsi quotidiennement « traf-  
iquées » autant par ignorance que  
par paresse, ou encore, et surtout,  
par cupidité. Ainsi la sole nor-  
mande, si elle était préparée « à  
l'identique », coûterait une for-  
tune. Seulement, « il faut un ba-  
pême aux choses pour que le  
public les croit neuves », comme  
disait Zola. En la circonstance,  
mieux vaudrait dire « pour que le

public les croit bonnes ! Et la  
sole normande, lorsqu'elle figure  
aujourd'hui sur les cartes, sort des  
casseroles de l'à-peu-près !

Un exemple frappant de cette  
dégradation culinaire pouvant  
atteindre l'impudence ? J'ai reçu  
la « pub » d'un restaurant du dix-  
septième arrondissement. N'ayant  
point goûté sa cuisine, je ne le  
nommerai pas. Mais, dans ce  
texte, il est dit que le chef propose  
une carte du répertoire Escoffier  
traité « dans la plus pure tradi-  
tion ». Et pour nous en convain-  
cre, on cite le homard Thermidor  
(sauce vin blanc sabayon mou-  
tarde), alors que, dans sa recette,  
Escoffier propose une sauce  
crème à la moutarde anglaise.  
Puis un homard Majestic nappé  
d'une sauce américaine, addition-  
née d'un sabayon truffé. Alors je  
me précipite sur le « juge de  
paix » qu'est le *Répertoire de la  
Cuisine*, et trouve que ledit  
homard Majestic doit être nappé  
d'une Nantua et orné de lames de  
truffes. Bon !

Voici maintenant l'étoile de  
turbot rôti Alda assaisonnée de  
paprika avec palourdes et sauce  
vin blanc. Vite regardons, à  
défaut d'Escoffier, le *Répertoire* :  
il nous propose le turbot dressé  
sur un lit d'épinards et nappé de  
Morzay au paprika avant d'être  
poudré de fromage et mie de pain.

Poursuivons. Voici le filet Ros-  
sini accompagné ici de pleurottes  
et haricots verts, alors qu'il doit  
être assisté de belles lames de  
truffes, et déglacé au madère, ce  
qui ne va guère avec les infor-  
tunés haricots... verts, comme le  
deviendront Rossini, j'imagine, à  
retrouver son plat de prédilection  
ainsi martyrisé ! De même la  
volaille Alexandra, ici aux pâtes  
fraîches et mousses truffées, est  
chez Escoffier, plus subtilement  
— et richement ! — truffée (lan-  
gue et truffe) et accompagnée de  
tartelettes de pointes d'asperges.  
Mais, bah ! quel client s'en  
apercevra-t-il ? Pas même les  
chroniqueurs, puisque Gault-  
Millau s'extasie de voir ainsi  
« modernisé avec grâce un plat  
ancien », tandis qu'un autre parle  
de « cuisine inventive ».

Les voilà bien les casseroles de  
l'à-peu-près !

LA REYNIERE.

(1) Quelle surprise de voir une  
camionnette de « Confid'neuf » (la  
fameuse omelette en tube), arrêtée pour  
livraison devant les cuisines d'une pû-  
serie illustrée de la Madeleine, par exem-  
ple !

## Malacca détroit de légende

(Suite de la page 9.)

Ces biens, espèrent-ils, agré-  
mentés de faux billets de la « Ban-  
que de l'Enfer » d'une valeur de  
cinq cents millions et de carnets  
de chèques de la « Banque orien-  
tale d'Hadès », donneront de  
l'argent au séjour au pays des  
morts. Inavouable synchronisme,  
cataclysme de civilisations  
et de croyances : M. Yeo fabrique  
toujours dans sa boutique de la  
rue Hang Jebat, l'ancienne Jonker  
Straat des Hollandais, les minu-  
ciles chausseries de soie longues  
de quinze centimètres à peine qui  
portent encore quelques doynées  
aux pieds contrainsts.

Somerset Maugham, qui avait  
connu Malacca au début des  
années 20, évoquait « l'attrait  
nostalgique de la cité, celui de  
toutes les villes autrefois impor-

tantes qui vivent sur le souvenir  
de leur splendeur perdue. Ceux  
qui viennent s'établir dans cette  
ville engourdie perdent leur éner-  
gie propre. Ils se laissent peu à  
peu gagner par l'insouciance et la  
langueur ambiantes ». Il est vrai  
que l'on résiste mal aux évo-  
cations de l'Angleterre coloniale,  
quand, enfoncé dans les fauteuils  
de cuir poli de l'hôtel Raffles de  
Singapour ou de l'Eastern and  
Oriental de Penang, on affecte de  
se remémorer les confortables  
paquebots de la Peninsular and  
Oriental Company, orgueilleux  
« liners » détenteurs de la péren-  
nité victorienne. Mais de ce der-  
nier avatar du passé Malacca n'a  
cure : l'histoire y a commencé  
bien plus tôt, et elle dure encore.

OLIVIER BARROT.

## Carnet de route

● **Y ALLER**  
Malacca (Malaka en malais) est  
située à 150 kilomètres au sud de  
Kuala-Lumpur, en Malaisie péninsu-  
laire, et à 250 kilomètres au nord  
de Singapour. Elle est très aisément  
accessible par la route (taxis, auto-  
cars, voitures de location).

La compagnie malaise Malaysia  
Airlines (MAS), tél. : (1) 47-42-  
28-00 assure deux vols hebdoma-  
daires Paris-Kuala-Lumpur au tarif  
aller-retour en classe économique  
de 21 640 F. Un tarif « budget »  
(séjours de dix à quarante-cinq  
jours) est offert à 7 840 F. MAS  
héberge provisoirement l'Office  
malais du tourisme, qu'il faut  
consulter.

UTA, compagnie française, inau-  
gure en septembre un vol régulier  
chaque semaine entre Paris et

Kuala-Lumpur, et dessert déjà Sin-  
gapour (tél. : (1) 42-66-46-46).  
Nouvelles Frontières (tél. : (1)  
42-73-10-64) propose d'avanta-  
geuses possibilités de voyage et de  
séjour organisé.

La Malaisie est souvent offerte  
comme extension à des voyages  
organisés vers Singapour et l'Indo-  
nésie. Parmi les voyageurs s'inté-  
ressant à cette destination, Asia-  
tours, Asia, Sortilèges malais, Go  
Voyages.

● **A LIRE**  
Sauf guide en français, le *Guide*  
du routard Indonésie-Malaisie -  
Singapour (Hachette, 1988, 57 F).  
Les recueils de nouvelles de  
Somerset Maugham, dont plusieurs  
se déroulent en Malaisie : *Madame*  
la Colonelle, les Quatre Hollandais  
(Presses-Pocket).

## SEMAINE GOURMANDE

### Le Sarladais

Josette et Jean Tartrou ont  
bien relevé cette petite auberge  
provincialisée au cœur de  
Paris. Gardant le « ton » régi-  
onal de l'enseigne, y apportant  
des notes autres (il est breton,  
le bon Tartrou !), comme de  
temps en temps le beurre blanc,  
et, arrosant sa soupe de melon  
de pineau charentais, mûrissant  
les aiguillettes de canard au  
cliché par exemple. Mais cassou-  
let, confit et fougarrade sont pré-  
sents aux dîners (à la carte,  
compter 250/300 F), comme  
aux dîners. Et dans ce coin de  
stationnement facile, retiré mais  
tout près de l'animation, foison-  
nante d'ailleurs, cette formule  
du soir enchante les connais-  
seurs : un dîner à 130 F com-  
portant au choix entre cinq  
entrées, cinq plats et autant de  
desserts. Des vins sélectionnés  
(chahors, madiran, pécharmant,  
bordeaux) à prix honnête, un  
service correct. Une bonne  
adresse pour l'intimité tranquille  
des dîners gourmands.

● **LE SARLADAIS**,  
75008, 2, rue de Vienne.  
Tél. : 46-22-23-62.  
Fermé samedi midi et dimanche.  
Parking : Bergson en face.  
Carte bleue. Chiens acceptés.

### Les Platanes à Biarritz

Arnaud et Véronique Deguin,  
bien dans leurs meubles (et  
dans leur peau !), ont réussi la  
percée avec une carte qui  
change quasi tous les jours,  
courte mais originale et mêlant  
la Gascogne triomphante (ah !

ces foies gras !) aux poissons  
de la Côte basque (émincé de  
loupine en rouge et vert). Avec  
une gasconade de homard, un  
fondant d'agneau aux piments  
doux, une soupe de pêches  
blanches, etc. Amusante carte  
des vins (cuvée de Véronique,  
qui anime aussi un club de  
dégustateurs, L'esprit du verrou).  
A la carte, compter 200/250 F.  
Menu dégustation à 250 F.

● **LES PLATANES**,  
64200, 32, av. Bascolet.  
Tél. : 59-23-13-68.  
Fermé lundi et mardi midi.  
Salon dix couverts.  
Carte bleue. Chiens acceptés.

### Le Relais à Biarritz

Une auberge (douze cham-  
bres) aux habités tranquilles,  
et René Lacan, le patron, au  
fourneau pour régaler les clients  
venus d'ailleurs, appréciant le  
calme de ce gentil cadre et sur-  
tout une cuisine de sagesse, en  
cuisinier attaché avant tout à la  
fraîcheur et à la qualité des pro-  
duits. Du toro à la raie beurre  
noisette, de la fricassée de  
pigeon rôti au tournedos foie  
gras, de l'œuf flambé au caprice  
chocolat amer, avec d'erron-  
nants apéritifs, quarante-cinq  
vins à moins de 100 F et le  
beurre d'Échiré sur table. Vous  
ferez un repas parfait pour  
200/250 F (menu rapide à  
90 F).

● **LE RELAIS**,  
64200, 44, av. de la Marna.  
Tél. : 59-24-85-90.  
Carte bleue. Chiens acceptés.

L. R.



échecs

N° 1345

ET POURTANT...

(Minéral Barre, Dordogne, 1989)  
Blancs : GELFAND  
Noirs : FTAZAKI  
Démarque : Grandfield

1. d4 C6 20. fxd5 Fxd5  
2. c4 g5 21. Dd2 Fxd2+ (n)  
3. c3 g6 22. Rb1 Fd5  
4. cxd5 Cxd5 23. Dg5+ Dg6 (n)  
5. d4 Cxd4 24. Dd7 Dd6+  
6. bxc3 g5 25. Rg1 Dd3+  
7. Cb3 (a) Fg7 26. Rb1 Dd4+  
8. Td1 (b) 84 (c) 27. Rg1 Dd3+  
9. Rf2 Cxd4 28. Td2! (a) Fd2+  
10. d5! Cxd4 29. Rxd2 Dd4+  
11. Cxd5 Fxd5 30. Td3 Dd4+  
12. Dd2 Dd2 31. Tg3+ Rf7  
13. Rf4 g5 32. Td1 Dd3+  
14. g4 g5 33. Fxd5! (a) Dd4  
15. Rxd4 (a) Dd3 34. Fg6+! Rg7 (r)  
16. Rf2 Dd6 35. Fg7+! (a) Rxd7  
17. Dd3 Td8 (i) 36. Td7+ Rf6  
18. Rf3 Td7 (i) 37. Fg1+ Alambic (i)  
19. exd5 gxd5 (i)

NOTES

a) On, comme dans la variante d'échange classique, 7. Fg4, Fg7; 8. Cx2.  
b) 8. F62 et 8. F63 sont d'autres possibilités.  
c) Sur 8... Cc6; 9. d5! Fxc3+; 10. Fd2, Fxd2+; 11. Dxd2 les Blancs prennent l'avantage. De même, si 8... Dd5; 9. Tb5, Dxc3+; 10. Fd2, Dd3; 11. Txc5, 0-0; 12. Dd3, Dxb3; 13. axb5.

d) Nous avons vu récemment dans la partie Chirov-Akopian (n° 1341) le sacrifice de pion résultant de la suite 9... Dd5; 10. 0-0; Dxd2; 11. Fg5! Cependant, les Noirs peuvent aussi proposer le sacrifice de pion 9... Fg4; par exemple, 10. Txb7, Cg6, 11. 0-0, cxd4; 12. cxd4, Fxf3; 13. Fxf3, Dg8; 14. Tb1, Cxd4 avec égalité. La sortie du C-D donne lieu à un débat théorique intéressant.

e) Après 10... Fxc3+; 11. Fd2, Fxd2+; 12. Dxd2, Ca5 (ou 12... Cc4); 13. Cxd4, cxd4; 14. Dxd4, Dd5+; 15. Dd2, Dxd2+; 16. Rxd2, Tg8; 17. Rf3 les Blancs ont un net avantage en finale - Kasparov-Nataf, Olympiade de 1980 - ou aussi 12... Cb8; 13. b4!; 66; 14. h5, Df6; 15. d5, Dg7; 16. h6, Dd8; 17. Fd1, exd5; 18. Dxd5, Cg6; 19. Td4, Fd6; 20. Dxc5, Td4; et les Blancs sont mieux; 13. 0-0, Fg4; 14. d5, Fxf3; 15. Fxf3, Cg6; 16. Dd3, Cc4; 17. Txb7, Dd5; 18. e6 comme dans la partie Petrusen-Janus, 1985, (ou encore 13. b4, Fg4; 14. h5, Fxf3; 15. gxf3, d5; 16. hxc6, fxc6; 17. d6, Td6; 18. Dd5+; Rb8; 19. Dd5, b6; 20. Td1, Cg6; 21. Dd5, Cc4; 22. d5, Td5; 23. Txd4! (Novikov-Danilov, Moscou, 1985).  
f) 12... 66; 13. f4, Fg7; (si 13... Fg7?; 14. 0-0, exd5; 15. exd5, Tg8; 16. g4, Fd5; 17. Dc2, Ff5; 18. Fd3, Fxd3; 19. Dxd3, Dd7; 20. d6!)

[Alexandria-Tchiburdanidze, match de 1981]; 14. d6!; 15. 0-0, exd4; 16. Dxf4 laisse aussi aux Blancs un jeu agréable (Salov-Terentiev, 1982).

g) Fraîchement forcé.

h) On 15. Fb2, exf4; 16. Dxf4 avec un léger avantage aux Blancs.

i) On poursuivait jusqu'à par 15... exf4, continuation qui laissait le plus souvent un clair avantage aux Blancs; par exemple, 16. Dxf4, Fd4+; 17. Ff3, Fxf3+; 18. Dxd3, Dd7; 19. Dd4, f6; 20. a4! (Epischin-Fiacnik, Belgrade, 1988) et les Noirs ont un jeu difficile. (Ou 17... Dd7; 19. d5!; Fg8; 20. 66, f6; 21. Ff3, Td8 (si 21... Fg7; 22. d6, Dd7; 23. Fxb7, Dxb7; 24. Dd5 menaçant Tf6); 22. Dd5, Fd7; 23. Tb4!; Dg7; 24. Dd7! On comprend que Fiacnik ait souhaité s'engager dans cette nouveauté quelque peu audacieuse.

j) Une énorme bataille s'engage autour des cases centrales.

k) Avec la menace 19... exf4, Fiacnik indique, après la partie, que la suite 18... fxd4; 19. Fx64, Td7 était préférable car, sur 20. f5!; gxf5; 21. Fxf5, 64; 22. Dd3, Fxb2; 23. Txb2, Dd5, les Noirs ont la possibilité de passer la D car (si 24. Dg5+; Dg7).

l) Si 19... 64; 20. f6!

m) La position est favorable aux Blancs en raison de la faiblesse du pion f5 et de l'enfermement du Fg8. Les Noirs

n'ont pas d'autre choix que de gagner le pion f5 et de rechercher un échec perpétuel.

n) Si 21... Tg7; 24. Fx65, Dxd6; 25. Dd8+!; 26. Fg7; 27. Fx75 Si 23... Rb8; 24. Tb4!; f6; 25. Fxf5, Tg8; 26. Dxd7!; Dxd7; 27. Fx65+; Tg7; 28. Fxd7, etc.

o) Refusant la nullité tout en sacrifiant le D!

p) Menaçant de gagner la T par 33... b4.

q) Exportant...

r) Si 34... Rf7; 35. Td7+; Rf8; 36. Ff6+.

s) Une D de moins, une T en prise et un F à sacrifier mais le réseau de mat est là.

t) Si 37... Rh5; 38. Th7+; Dd6; 39. Tg5 mat.

SOLUTION

DEL'ETUDE N° 1344

D. COOPER (1975)

(Blancs : R64, C66, Fc5. Noirs : Rg4, Cb3, Fg5.)

1. c6, Cc5; 2. c7, Cc4!; 3. Rf5, Cb3+; 4. Rf6, Cc8; 5. Rf7, Cc7!;

6. Cc4!; Rf4; 7. Cc6, Cb5!; 8. Rg4!; Cb6; 9. Rf7, Cc4!; 10. Cc7, Rf5;

11. Cb5!; Rf5; 12. Cc3+! et les Blancs gagnent.

Si 5... Cc6+; 6. Rb8!; Rb4; 7. Cg7, g4; 8. Cb5+!

Si 8. Rb8?; Cc6; 9. Cc4, g4!; 10. Cb5, g3!; 11. Cxd6, g2!; 12. c8-D,

g1=D; 13. Df5+; Rg3!; 14. Cc4+; Rh2 mat.

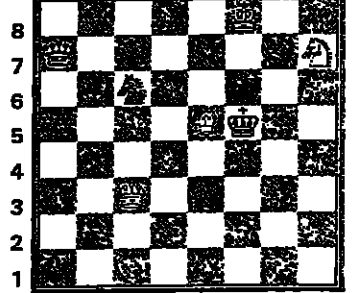
Si 11... Rf5; 12. Rg6! et si 11... Cb6+; 12. Rg6, Cb8; 13. Rb7!

CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE N° 1345

R. PAYE

(1981)



a b c d e f g h  
BLANCS (4) : Rf8, Dc3, Ff5, Cb7.  
NOIRS (3) : Rf5, Dd7, Cc6.  
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1343

AU NOM DE MOISE

C'est peut-être en souvenir de l'Américain Morris Junior que le déclarant argentin Monséguir a déclaré ce chelem avec sept atouts répartis 4-3 dans le match Argentine-Israël du Championnat du monde de Sao Paulo.

♠ 8  
♥ D8732  
♦ A642  
♣ AR4  
N ♠ 9643  
O ♥ R4  
E ♦ R53  
S ♣ 9853  
ARDV7  
A9  
V9  
DV76

Ouest ayant entamé le 7 de Carreau, comment Monséguir en Sud a-t-il gagné ce PETIT CHELEM A TRÈFLE contre toute défense, les atouts adverses étant 4-2?

Réponse :  
L'entame à Carreau, qui affaiblissait immédiatement une levée à

Carreau, semblait rendre le contrat infaisable puisqu'il y avait un Cœur perdant. Il restait cependant deux possibilités de donner seulement un Carreau et pas de Cœur :

1<sup>er</sup> cas : Est a Roi Dame de Carreau et le Roi de Cœur : après avoir éliminé les couleurs noires et réalisé ainsi l'As de Carreau, quatre Trèfles et cinq Piques, le déclarant jouera Carreau du mort pour mettre Est en main s'il a gardé le Roi de Cœur second et le Roi de Carreau sec. Mais les chances de gagner ainsi sont limitées car elles exigent tous les gros honneurs rouges en Est (puisque Ouest n'aurait pas entamé le 7 de Carreau avec Roi Dame) et aussi une reconstitution exacte de la distribution par le déclarant.

2<sup>e</sup> cas : une des mains adverses a quatre Piques et quatre Trèfles : le déclarant pourra défausser les Carreaux du mort sur les Piques et couper un Carreau. C'est évidemment

cette ligne de jeu que Monséguir a adoptée. Ainsi, après avoir pris l'ennemi avec l'As de Carreau, il a tiré le Roi de Trèfle, puis A R D V de Pique sur lesquels il a jeté les trois petits Carreaux du mort; ensuite il a coupé le Valet de Carreau avec le 4 de Trèfle et a repris la main par l'As de Cœur. Il a enfin tiré Dame Valet de Trèfle (pour faire tomber les atouts d'Est) et il a joué le 7 de Pique maître, la douzième levée!

Il s'agit d'un bel exemple de la Manœuvre de Guillemard.

Précaution  
contre l'upercut

Si vous analysez rapidement cette donne, vous n'allez peut-être pas imaginer les péripéties qui peuvent accompagner le déroulement du coup.

♠ 1098  
♥ 7542  
♦ RDV  
♣ RD10

♠ V76  
♥ ARDV6  
♦ 72  
♣ A65

N  
O  
E  
S  
♠ 53  
♥ 93  
♦ 1098  
♣ V98743

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est  
1 ♠ 2 ♥ 3 ♠ passe  
4 ♣ passe passe passe  
Ouest a attaqué l'As de Cœur, puis le Roi de Cœur sur lesquels Est et Sud ont fourni. Comment Georges Versini propose-t-il de jouer pour faire chuter QUATRE PIQUES?

Note sur les enchères.

En Ouest certains joueurs préféreraient faire un contre d'appel sur

l'ouverture afin de montrer immédiatement un bon main, mais ils risquent de ne plus pouvoir ensuite montrer la belle couleur à Cœur.

COURRIER  
DES LECTEURS

« Mon partenaire a ouvert de 2 Trèfles forcing de manche avec réponse à l'As, et j'ai dit 2 Carreaux. Il a alors sauté à 3 SA. Que signifie cette redemande ? » demande un lecteur.

Ce saut direct à la manche doit être considéré comme un arrêt. L'ouvreur indique : 1<sup>er</sup> que le chelem est exclu (parce qu'il y a deux As dehors) ; 2<sup>e</sup> qu'il désire jouer 3 SA (avec 9 levées de jeu grâce à une longue mineure). Sauf avec une distribution exceptionnelle (couleur de sept cartes... etc.), le répondant doit passer.

PHILIPPE BRUGNON.

dames

N° 360

DÉLICES A 3

Tournoi de Goresal, 1987

Blancs : Smeeak.  
Noirs : Sudé.  
Ouverture : Falsu.

1. 34-29 17-22 21. 38-32 13-18  
2. 48-34 (a) 11-17 22. 43-38 16-21 (i)  
3. 35-40 6-11 23. 48-43 9-13  
4. 31-26 (b) 29-25 (c) 24. 50-45 13-19! (k)  
5. 28-30 (d) 19-23 25. 26-23 8-19  
6. 40-35 14-18 26. 35-30 (l) 21-27 (m)  
7. 32-31 (e) 23-28 27. 32-28 19-24  
8. 37-38 16-21 28. 38-35 25-30  
9. 47-37 11-16 29. 38-35 25-30  
10. 37-32 21-27 30. 34-29 28-34 (n)  
11. 32-31 30-27 (f) 31. 32-24 34-41 (g)  
12. 44-40 9-14 32. 39-34 41-46  
13. 38-34 4-9 33. 48-35 2-8  
14. 28-23 (g) 7-11 34. 24-19 46-41  
15. 47-37 27-31 (h) 35. 25-28 14-39  
16. 41-37 23-31 36. 43-34 23-28 (j)  
17. 36-27 23-31 37. 35-30 8-13  
18. 31-28 11-16 38. 35-40 28-32  
20. 42-38 18-21 (i) Abandon (p).

NOTES

a) La recherche du contrôle du centre mérite aussi une attention toute particulière : 2. 33-28 (11-17); 3. 37-32 (6-11, a1); 4. 40-34 (1-6); 5. 45-40 (19-23); 6. 28-19 (14-18); 7. 42-37 (10-14); 8. 32-28 (23-32); 9. 37-28

(16-21); 10. 41-37 (21-27); 11. 35-30 (20-25), etc. [WIRNY-DYBMAN, juillet 1987].

a1) 3... (19-23); 4. 28-19 (14-18); 5. 40-29 (10-14); 6. 35-30 (20-25); 7. 30-24 (6-11); 8. 24-20 (15-24); 9. 29-20 (22-27); 10. 31-22 (17-37); 11. 41-32 (11-17); 12. 45-40 (7-11); 13. 20-15 (14-19); 14. 40-34 (5-10); 15. 46-41 (16-21); 16. 41-37 (1-6); 17. 33-28, etc. [BEEK-KLEIN, Bemeckon, novembre 1987].

b) Et vivement conseillé 4. 50-45 (1-6); 5. 31-26 (16-21); 6. 32-28 (19-23); 7. 28-19 (14-18) puis 8. 29-24 [LIVESTROLNSEN, Goresal, octobre 1987] ou 8. 35-30 [POLLMAN-LITH, championnat des Pays-Bas, féminin, 1986, SMINK-MOL, championnat des Pays-Bas, juniors, 1987].

c) On aussi la variante active : 4... (1-6); 5. 30-45 (16-21); 6. 32-28 (19-23); 7. 28-19 (14-18); 8. 37-32 (14-19); 9. 34-30 (20-25); 10. 29-20 (25-14); 11. 41-37 (9-13); 12. 33-29 (19-23); 13. 30-25 (23-34); 13.

40x29 (14-20); 14-25 (10x19), etc. [KLOOSTERMAN-SCHIPPERS, novembre 1987].

d) L'apparition des réelles difficultés devant lesquelles le bagage technique et les capacités imaginatives créent les petites différences souvent décisives après... plusieurs heures d'affrontement.

e) Epousant les avis de plusieurs experts.

f) Dans la logique des tendances actuelles ce point était.

g) Pénétration en raison de l'absence d'un pion à la case 4.

h) Conforme à la théorie des grands maîtres soviétiques et néerlandais pour un très progressif et éventuel affaiblissement de l'aile gauche adverse.

i) Il faut suivre pas à pas cette progression de l'infanterie vers cette aile gauche.

j) Un observateur attentif s'inquiète des menaces d'asphyxie qui guettent les Blancs confrontés à une impitoyable stratégie d'enveloppement et de neutralisation de leur aile gauche.

k) L'instinct créatif, les solides connaissances théoriques au service de l'imagination. Le « paisible » pion à 3 : à surveiller de près.

l) Le début du passionnant calvaire des Blancs qui n'ont pu franchir le « top » du fameux tour d'horizon.

m) A ne pas dissocier de 24... (13-19)! tenté de fauter qui laisse muer d'admiration.

n) Le détonateur d'un effroyable et délicieux enchevêtrement de rafles.

o) Aux délices à la case 3, aux délices à 3, à la vue de cette fondroyante comme du pion pivot, qui, comme une balle, transperce les Blancs, jusque dans leurs arrières.

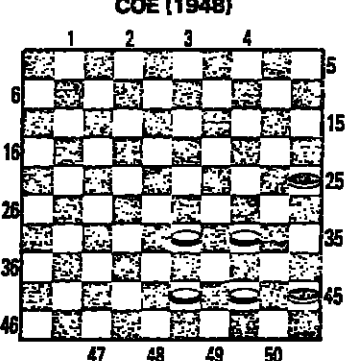
p) Dame.

q) Les Noirs, avec un pion de plus après la prise de leur dame, demeurent en position de force.

r) Le plus raisonnable au niveau des maîtres néerlandais.

JEAN CHAZE.

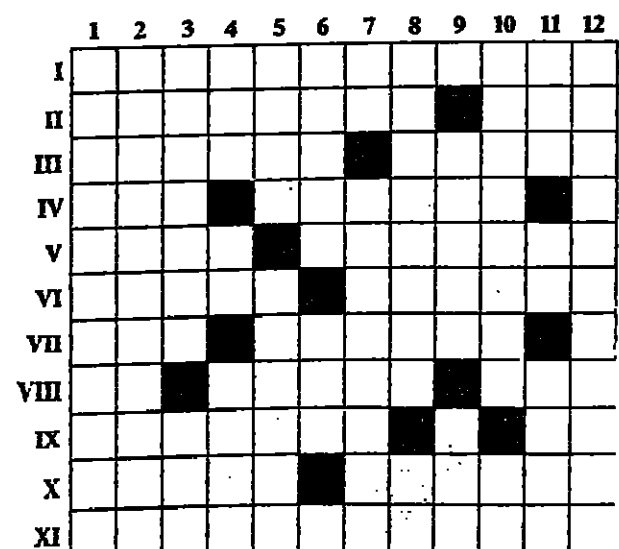
PROBLÈME  
COE (1948)



Les Blancs jouent et gagnent en 3 temps.  
Il ne s'agit pas d'une plaisanterie comme pourrait le laisser supposer le nombre de temps, on ne peut plus limité. Ce mini-final s'apparente en réalité au génie : faire chercher les solutions sur trois temps seulement; c'est une facette, une provocation.  
SOLUTION : 44-40!! (45-50\*) (ou 71-24-30!! [la sorcellerie] (25x45) 43-39!+ par enfilade.

mots  
croisés

n° 572



Horizontalement  
I. Elles ont connu une funeste nuit d'été. - II. Scie. A l'est, toujours du nouveau. - III. Point en jaune. S'exprime avec quelque pompe. - IV. Se doit d'être dégoûté. Hétyrocytes. - V. Ça passe mal. Vient-elle du cosmos? - VI. Bien en main, ou difficile à prendre en main, selon l'accent. En un sens, il arrangeait bien. - VII. Etat. Prépara son plan. - VIII. Possessif. On y manque de hauteur. Peut-être le vôtre. - IX. Bien surpris. Phonétiquement, c'est salé. - X. On n'y a pas de haut. Il vivra vieux. - XI. Traitement liquide.

Verticalement  
1. Chânes sans chânes... dit-on! - 2. Resservira. - 3. Bon pour l'hôpital. Le prendre, c'est nécessaire. - 4. Fut le numéro un. Participe. Avance-t-elle toute seule? - 5. Avancera vers le haut. S'apprécie au palais. - 6. Mettent à l'attache. Canton. - 7. Préposition. Le SOS s'impose. - 8. Action massive et détestable. Lien très ancien. - 9. On peut y voir de haut. Avec ça, ça se chante. - 10. N'est pas trop embrassée. Tranche phonétiquement. - 11. Crie quand il a son bon sens et au bon moment. En train. Sait cajoler. - 12. Il sait approfondir.

SOLUTION DU N° 571

Horizontalement  
I. Politiologues. - II. Epilé. Bossa. - III. Réclies. Grl. - IV. Erre. Solon. - V. Serge. Lasera. - VI. Trilles. Ras. - VII. Ra. Tien. Tata. - VIII. Mitonne. In. - IX. Idem. Nibrent. - X. Koré. Tende. - XI. Anesthésies.

Verticalement  
1. Perestroika. - 2. Opéra. Don. - 3. Lière. Mère. - 4. Ilégimes. - 5. Tel. Eit. St. - 6. Osés. Léon. - 7. Solennité. - 8. Ob. Las. Nées. - 9. Gogos. Terui. - 10. Usinera. Eté. - 11. Er. Ratinée. - 12. Salisantes.

FRANÇOIS DORLET.

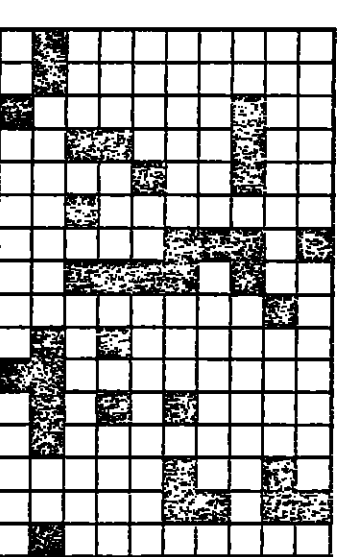
anacroisés

N° 574

Horizontalement  
1. ACHIMRS. - 2. ACELOPS. - 3. ACHOTV. - 4. AACILOST. - 5. DDENU (+1). - 6. ECHILORS (+1). - 7. EIMNSU (+1). - 8. CRIPORUU. - 9. AEFISSV. - 10. EUPISU. - 11. EEFILIT. - 12. ACCEBEU. - 13. ECHILRS (+3). - 14. ACFINO (+1). - 15. EEFILNR. - 16. AENPRV. - 17. AAEGRJ. - 18. AAEINRS (+1). - 19. DER. - 20. AENRST (+1). - 21. AAEISSTX. - 22. AEGILNS (+2).  
Verticalement  
23. ACEHMNOU (+1). - 24. EEMNNP. - 25. AERTUV. - 26. AEGNLUK. - 27. AAAPSSV. - 28. ACERTU (+3). - 29. AILSTU (+2). - 30. AAILNT. - 31. AEILOU. - 32. EEEERSK. - 33. EELRRU. - 34. DEEMNR. - 35. AEFILNR. - 36. AAEINRS (+1). - 37. AAEGRJ. - 38. EELGS (+3). - 39. AEGILNR (+4). - 40. CEILNOS (+2). - 41. AEFILNPU. - 42. AENSIT (+3). - 43. EELNSU.

SOLUTION DU N° 573  
1. ENROBER. - 2. OCULISTE. - 3. PHRASERA. - 4. UNIFOLIE. -

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.  
Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais implémentables sur la grille.  
Comme au Scrabble, on peut coquetter. Tous les mots figurent dans la première partie du Petit Larousse Illustré de l'année. (Les mots propres ne sont pas admis.)



5. CLAUDEABO. - 6. UNILORBE. - 7. RANCITES (CENTRAIS, etc.). - 8. TRESSAT (STARETS STRATES). - 9. DEREGULA (DEGLUERA). - 10. REDOREE. - 11. RASSETTE (STATERE RETATES TESTERA TETERAS). - 12. UTOPIE. - 13. INTIMER (INTERIM). - 14. ALLOFEE, mouvement d'un volier. - 15. ORATOIRE. - 16. ERGATIPS, es grammatical. - 17. SABEENS. - 18. OSERAIRES. - 19. ELUCUBRA. - 20. DEUTONS (SOUDENT TON DUES). - 21. ARRENTER, donner ou prendre à rente (RENTIERA). - 22. RUINIIONS (URINIIONS NURIIONS UNIRIONS). - 23. SER.

PETTE. - 24. BROCOLI. - 25. TROUSAI (SOUTIRAS SAUTOIRS). - 26. EPICENE (EPINCEE). - 27. LEMURES (MERULES MUSLER RELUMES). - 28. HELEES. - 29. BATELER, faire le batelier (ABLERET BLATERE ETABLER RETABLE). - 30. CAMBISTE. - 31. REIFIAS (FIERAIS). - 32. LEMURIEN. - 33. DETENIR (DENTIER TEINDRE). - 34. IRIDIES. - 35. SALETES (ALTESSE LESATES). - 36. CROMOIS. - 37. ERECTIC (CRITERE, etc.). - 38. BEARNAIS.

MICHEL CHARLEMAGNE  
et MICHEL DUGUET.

لدي من الحلو

## FOOTBALL : championnat de France

## Montpellier a-t-il investi à perte ?

Malgré l'arrivée des attaquants internationaux, Eric Cantona (Marseille), Stéphane Paille (Sochaux), vingt-quatre ans, sont arrivés moyennant une dépense totale de 15 millions de francs (le Monde du 10 juin). L'attaquant international du Paris Saint-Germain Daniel Xuereb, le milieu de terrain du Maitre Racing Guein et l'international néerlandais Wil-

bert Suvijs, ont également été enrôlés à grands frais. But de l'opération : se qualifier pour une coupe d'Europe sous la direction d'Aimé Jacquet, l'ancien entraîneur des Girondins de Bordeaux.

L'entière responsabilité en revient aux dirigeants. Engager trois des plus brillants attaquants du pays ne sert strictement à rien si dans le même temps la défense n'est pas renforcée. Privée de l'excellent libéro brésilien Julio César, indisponible pour un mois, l'arrière-garde bordelaise semble bien fragile (sept buts en quatre rencontres). Avec énormément de retard, les dirigeants

Le groupe mis à la disposition de l'ancien Bordelais n'a pas bien digéré la soudaine célébrité d'un club qui grandit sans doute trop vite. « Lorsque de grands joueurs arrivent dans un club, on attend toujours trop d'eux, analyse Jacques. Les autres joueurs peuvent parfois être télescopés, presque complexés par un environnement et une pression - qui les hussent dans leurs habitudes. »

L'arrivée du duo Paille-Cantona a fait basculer le club montpelliérain dans un star system qu'il n'était peut-être pas encore capable de maîtriser. Les deux jeunes gens, très proches dans la vie - ils ont consenti d'importants sacrifices financiers pour pouvoir évoluer sous le même maillot (Cantona a accepté des mensualités de 250 000 F, soit 150 000 F de moins qu'à Marseille) - sont réputés hommes de caractère. Le malaise que traverse l'équipe en ce début de saison se traduit chez eux par des caprices de stars mal perçus par le public local. Eric Cantona - que Michel Platini a rappelé en équipe de France pour affronter la Suède en match amical, mercredi 16 août, après un an de suspension pour avoir insulté le sélectionneur précédent Henri Michel - se mure dans un silence complet.

Quant à Stéphane Paille, jadis considéré comme un joueur intelligent et avenant, il ne s'exprime plus en d'autres circonstances que dans les vestiaires, après les matches : « On a trop parlé, c'est fini. » Ces fantasmes de vedettes en devenir sont sans doute du goût du maire de la ville, M. Georges Frêche (PS) et du président du conseil général, M. Gérard Saumade (PS) qui ont largement contribué à l'achat de ces deux joueurs afin de promouvoir l'image d'une ville et d'une région (le club s'appelle désormais Montpellier Hérault) en plein développement ! La municipalité a accordé un prêt de quatre millions de francs en plus de la subvention habituelle de dix millions de francs et le conseil général a débloqué un autre prêt de cinq millions de francs. Quant à Louis Nicollin, patron d'une importante société de ramassage des ordures, il a personnellement déboursé quatre millions de francs.

## Manque de cohésion

Deuxième explication aux débâcles des Montpelliérains : le manque de cohésion de l'équipe. Alors que des formations telles que Marseille ou Bordeaux, qui, elles aussi, se sont considérablement renouvelées, paraissent avoir plus ou moins trouvé leurs marques, Montpellier se cherche. Aimé Jacquet, l'entraîneur, l'admet volontiers : « L'amalgame ne s'est pas encore fait entre joueurs d'horizons différents. Le groupe ne trouvera son unité qu'à partir du moment où tous auront le même objectif. Jusqu'à présent cela n'a pas été le cas. A Paris, par exemple, ils ont manqué de sang-froid. Ils n'ont pas été assez exigeants avec eux-mêmes et se sont dispersés. »

PHILIPPE BROUSSARD.

## ATHLÉTISME : championnats de France

## Lessive et déballage

A la suite de la Coupe d'Europe des nations d'athlétisme, onze Français ont été sélectionnés pour participer en septembre à la Coupe du monde à Barcelone. C'est de bon augure à la veille des championnats nationaux, qui doivent avoir lieu à Tours du 12 au 14 août. Mais, au-delà des performances, ce sport conserve des problèmes de conscience avec le dopage.

La disqualification pour dopage du sprinter canadien Ben Johnson, convaincu, quelques jours après sa victoire dans le 100 mètres des Jeux olympiques de Séoul, d'avoir utilisé des anabolisants, substances couramment appelées « les engrais du muscle », a provoqué un choc dans le monde de l'athlétisme, qui n'en a pas encore mesuré toutes les conséquences.

Brisant la loi du silence qui entoure généralement ce genre de scandale, le champion déchu et son entourage ont fait devant une commission d'enquête canadienne des aveux effrayants. A tel point que la Fédération internationale, qui était restée longtemps d'une mollesse coupable à l'égard de ce problème, n'a pu faire autrement que de réagir brutalement.

Privé de sa médaille d'or et du record du monde qui allait avec à Séoul, Ben Johnson sera également rayé des tablettes pour ses performances aux championnats du monde 1987 de Rome : la Fédération internationale reconnaît désormais aux aveux la même valeur qu'aux résultats des analyses médi-

cales, qui avaient été négatives en l'occurrence pour le Canadien.

Ces contrôles antidopage restent cependant la principale arme sur laquelle s'appuie la Fédération internationale pour réprimer le fléau. Elle a d'ailleurs décidé de les intensifier à l'occasion des compétitions mais aussi de façon inopinée lors des périodes d'entraînement.

Dans ce contexte, depuis le début de la saison, quatre athlètes français ont été déclarés positifs (le Monde du 3 août). Et deux d'entre eux ont

été particulièrement remarqués : Chantal Beaugnot et William Mott.

Les deux « coupables » ont en effet plusieurs points communs : ils sont des spécialistes des épreuves combinées, l'heptathlon pour la première, qui détient le record de France (7 022 points), et décathlon pour le second, qui avait terminé la cinquième place aux Jeux de Los Angeles ; l'analyse de leurs urines a révélé l'usage de nandrolone, un anabolisant prescrit normalement aux personnes âgées ; et ils ont protesté de leur innocence en affirmant

qu'ils étaient victimes de « coups montés ».

La thèse du complot - qui avait d'ailleurs été celle de Ben Johnson à Séoul - est encore développée par leur entraîneur commun, Carmen Rodas. Exilé roumain, celui-ci a été mis en cause (l'Équipe Magazine du 10 octobre 1987) par une de ses anciennes athlètes, Christiane Da Lague, qui l'accusait de l'avoir incité à accepter des piqûres de « vitamines ». Depuis elle a été suspendue du poste d'entraîneur national qu'elle occupait alors. Mais si le recordman de France du décathlon, Christian Plaziat, a aussitôt décidé de rompre avec elle, Carmen Rodas - comme elle a été surnommée - a gardé la confiance de la plupart des sportifs qu'elle encadre, notamment Nadine Debois, Valérie Tassemaki et Odile Lesage.

Aux termes de la nouvelle réglementation, Chantal Beaugnot et William Mott ont été automatiquement suspendus pour deux ans. Mais la vivacité de leurs dénégations a pu créer un doute sur leur culpabilité. Dans l'état actuel des contrôles, il n'est pas possible, en effet, de déterminer si la prise du produit interdit incriminé a été accidentelle ou régulière.

Comment lever définitivement le doute ? Les Canadiens ont sans doute montré la voie en organisant des auditions publiques sous serment des champions suspects. L'athlétisme prouverait ainsi la fermeté de sa détermination à lutter contre le dopage beaucoup plus sûrement qu'en se livrant à ce qui ressemble un peu trop à une chasse aux sorcières.

ALAIN GIRAUDO.

## AUTOMOBILISME : avant le Grand Prix de Hongrie

## Les préqualifications en question

Deux écuries françaises, AGS et Larousse, qui n'ont pu se classer parmi les treize meilleures de la première moitié du championnat du monde de formule 1 automobile doivent désormais disputer les séances de préqualification qui précèdent, le vendredi, les essais des grands prix. Un exercice d'une heure qui soumet à rude épreuve les nerfs des pilotes et de leurs ingénieurs et grève dangereusement le budget des écuries.

**B**OUSCULADE dans le box de l'écurie Larousse. Les deux pilotes, Philippe Alliot et Michele Alboreto, manifestent un bonheur plus rayonnant que celui d'Ayrton Senna ou d'Alain Prost sur un podium. Accolades et tapes amicales se succèdent. « De la folie, dit Gérard Larousse. Je vais vieillir dix ans tous les vendredis. » A quelques pas de là, Yannick Dalmas, écarté de cette écurie trois semaines plus tôt, essuie des larmes de dépit. Le jour de son vingt-huitième anniversaire, il vient, au volant de son AGS, de se faire souffler la quatrième place des préqualifications du Grand Prix d'Allemagne par Michele Alboreto, à cinq minutes de la fin de la séance, et pour un milliètre de seconde. Un écart qui se traduit par une différence inférieure à sept centimètres sur ce circuit de 6 799 mètres.

La scène se passait vendredi 28 juillet à Hockenheim, à l'issue de la première des séances de préqualification qui dureront jusqu'à la fin de la saison les écuries AGS, Coloni, Eurobrun, Onyx, Osella et Zakspeed, soit treize voitures pour quatre places en essais et en qualification. Les éliminés n'avaient plus qu'à plier bagages avant même l'arrivée des premiers spectateurs dans les tribunes.

« Lorsque on voit tout le travail exigé par la préparation d'une formule 1 et l'argent investi, le système actuel des préqualifications est une aberration, estime Gérard Ducrouge, le directeur technique de l'écurie Larousse. Tout se joue sur un tour lancé, ce qui exclut la moindre petite faute des pilotes et les soumet à une pression insoutenable. »

## Deux propositions

Le retour aux moteurs atmosphériques a provoqué cette saison une pléthore d'engagements aux championnats du monde de formule 1 : trente-neuf voitures représentant vingt écuries. Au sein de ces dernières, nul ne conteste la nécessité d'une sélection afin d'éviter les embouteillages en grand prix, mais les opinions divergent sur les modalités à retenir et tout le monde s'accorde pour dénoncer la caractéristique trop aléatoire et présumée de la formule choisie par la Fédération internationale du sport automobile (FISA).

Exiger qu'une écurie ou un pilote démontre sa supériorité le vendredi matin entre 8 h et 9 h sur une piste sale qui manque d'adhérence, avec un châssis encore mal réglé et des rapports de vitesse inadaptes, relève en effet de la roulette russe. Même les meilleurs ne sont pas à l'abri du plus petit incident. Tous reviennent le droit aux deux tranches d'essais d'une heure et demie le vendredi et samedi et aux deux séances de qualification d'une heure qui les suivent avant d'être éventuellement écartés du grand prix s'ils ne figurent pas dans les vingt-six meilleurs temps.

Deux solutions préconisées par certains paraissent plus justes que le système des préqualifications.

La première est celle retenue en formule 3000. Les trente-neuf voitures seraient réparties en deux groupes qui disputeraient séparément les quatre séances d'essais et de qualification. Les vingt-six meilleurs temps seraient retenus. Avec bien sûr un risque d'injustice si le temps ou le revêtement de la piste évoluent entre le passage des deux groupes.

La seconde solution, plus judicieuse, est celle défendue par Enzo Osella. Les écuries qui ont marqué des points (en terminant dans les six premiers d'un grand prix) dans le Championnat du monde précédent, aligneraient deux voitures. Les autres, qui disposent le plus souvent des budgets les plus modestes, auraient droit à une place. Avec ce système, il y aurait cette année trente voitures en formule 1.

Ces deux solutions garantiraient plus d'équité sportive, mais éviteraient aussi aux écuries concernées de grever leur budget par des dépenses supplémentaires. La recherche de la performance maximale se fait au détriment de la fiabilité pour tous les organes qui composent la formule 1.

A chacune des séances de préqualification, chaque voiture use deux trains de pneus facturés 2 500 francs l'unité. Cette dépense atteint donc 40 000 francs. Les pièces de suspension, de transmission et les moteurs doivent aussi être renouvelés plus fréquemment. Quarante ou cinquante moteurs supplémentaires doivent être prévus pour une saison. Or, à titre d'exemple, l'achat et l'entretien pendant un an de quinze moteurs Ford Cosworth DFR coûtent quelque 20 millions de francs.

Afin de gagner de précieuses secondes le vendredi matin, des écuries comme AGS et Larousse procèdent avant d'embarquer leurs voitures à destination des circuits à des séances de roulage pour vérifier que les moteurs ou les boîtes de vitesse fonctionnent bien. AGS dispose au Lac (Var) de sa propre piste inaugurée début juillet, mais Larousse doit louer l'autodrome de Montlhéry (Essonne).

De plus, comme l'Association des constructeurs de formule 1 (FOCA) ne prend pas à sa charge les frais de transport des écuries préqualifiables pour les grands prix disputés hors d'Europe, ces dernières devront payer 400 000 francs pour les déplacements au Japon et en Australie, où la majorité d'entre elles ne pourra pas disputer les courses.

## Défection des commanditaires

A ces charges inévitables peuvent s'ajouter des manques à gagner auprès des sponsors. Ces derniers ne sont pas intéressés par des écuries dont les opérations risquent de se limiter à des séances de préqualification sans public et sans télévision.

« Le travail de relations publiques devient impossible avec des écuries obligées de passer par les préqualifications, estime Eric Marchion, le responsable en France de la promotion de Camel, un groupe dont l'investissement en formule 1 avec une écurie de onze pilotes portant ses couleurs dépasse annuellement 100 millions de francs. C'est surtout dramatique pour les petits sponsors qui n'ont qu'une écurie et ne peuvent plus prévoir d'opération de communication avec des invités sur les grands prix. »

Cette situation est préoccupante pour l'écurie Larousse dont l'équilibre financier est tributaire des ressources apportées par un « club » multiple : qui propose diverses opérations de relations publiques à des entreprises commerciales ou industrielles. « Il est important pour nous, dit Gérard Larousse, de rassurer très vite ces clients pour leur montrer que nous pouvons nous qualifier régulièrement, mais nous savons que ce ne sera pas toujours possible. »

Les défections de commanditaires pour les écuries désormais astreintes aux préqualifications sont surtout liées à des changements de pilotes. C'est le cas d'industriels variés et de la Confédération française de l'encadrement CFC qui soutient l'écurie Larousse lorsque Yannick Dalmas en faisait partie mais se sont retirés depuis son départ. Plus alarmante est en revanche la situation de l'écurie italienne Coloni dont le directeur technique, le Français Christian Vanderpleyn, a annoncé son départ à Ockenheim. La survie de l'écurie cette saison serait désormais liée à une aide de la FOCA.

GÉRARD ALBOUY.

● **SKI ALPIN** : Coupe du monde masculine 1989-1990, le slalom géant disputé le vendredi 11 août à Thredbo, en Australie, a été gagné par le Suédois Lars-Erik Bråten, qui a précédé le Norvégien Ole Kristian Furuseth et l'Autrichien Günther Mader. Le meilleur Français a été Christian Gaidet, classé septième à 83 centèmes de seconde.

● **TENNIS** : Tournoi féminin de Los Angeles - La Française Nathalie Tauziat s'est qualifiée, jeudi 10 août, pour les quarts de finale du tournoi de Los Angeles, disputé à Manhattan Beach (Californie) en battant la Canadienne Helen Kelesi (6-2, 2-6, 6-2). La prochaine adversaire de la Tropicana, tête de série numéro 12, sera l'Américaine Zina Garrison, tête de série numéro 2, qui a éliminé la Britannique Monique Javer (6-1, 6-2).

● **VOLE** : Admira's Cup. - Officier Championnat du monde de la course au large, l'Admira's Cup, dont le début et dernière manche était la course du Fastnet (le Monde du 10 juillet), a été finalement remporté pour la neuvième fois en dix-sept éditions par l'équipe de Grande-Bretagne avec le 40 pieds Javelina (Gordon McGuire), le 35 pieds Juno (McIntyre) et le 30 pieds Indulgence (Eddy Warden Owen). L'équipe de France, qui terminait quatrième grâce à CGI (Mae-Pacé) Corem-89 (Briend) et Xeryus (Pilot), n'avait pas été aussi bien classée depuis 1967.



L'arbitrage de M. De Zayas a fait perdre son calme au président du Montpellier-Hérault, Louis Nicollin.

1939. l'a

En France



## CINÉMA

## 1939, l'année magique

Une rétrospective organisée au Musée d'art moderne de New-York rappelle que 1939, année terrible en Europe, marque le triomphe de l'isolationnisme et du « système des studios » aux États-Unis. C'était l'année la plus extraordinaire du cinéma hollywoodien. En France, ce n'était pas mal non plus.

Mussolini vient d'envahir l'Albanie, mais le sursis que pousse Hollywood est de soulagement : Darryl Zanuck a enfin acquis les droits de l'*Oiseau bleu*, de Maurice Maeterlinck, pour Shirley Temple. Les nuages noirs s'amontent au-dessus de l'Europe, mais Hollywood tourne à plein pot et en Technicolor. « L'année la plus extraordinaire de toute l'histoire du cinéma », clamait-on à l'époque. Elle l'est encore aujourd'hui : aucune autre n'a produit autant de grands classiques.

En 1939, dix films concouraient à l'Oscar du meilleur film : *Autant en emporte le vent* (Clark Gable, Vivien Leigh, Victor Fleming) et quelques autres, dont *George Cukor* ; *La Chevauchée fantastique* (John Wayne, John Ford) ; *Dark Victory* (Bette Davis, Edmund Goulding) ; *Goodbye, Mr. Chips* (Robert Donat, Greer Garson, Sam Wood) ; *Les Hauts de Hurlevent* (Laurence Olivier, Merle Oberon, William Wyler) ; *Love Affair* (Irene Dunne, Charles Boyer, Leo McCarey) ; *Le Magicien d'Oz* (Judy Garland, Victor Fleming et King Vidor) ; *Mr. Smith au Sénat* (James Stewart, Frank Capra) ; *Ninotchka* (Greta Garbo, Billy Wilder) et *Des souris et des hommes* (Lon Chaney, Leo McCarey).

Dix, choisis de préférence à *Beau Geste* (Gary Cooper ; William Wellman) ; *Femme ou démon* (James Stewart, Marlene Dietrich, George Marshall) ; *Sur la piste du Mohawk* (Henry Fonda, Claudette Colbert, John Ford) ; *Golden Boy* (Barbara Stanwyck, Ronald Reagan) ; *Intermezzo* (Ingrid Bergman, Gregory Ratoff) ; *Jesse James* (Tyrone Power, Henry Fonda, Henry King) ; *Juarez* (Paul Muni, William Dieterle) ; *La Mousmine* (Tyrone Power, Myrna Loy, Clarence Brown) ; *Notre-Dame de Paris* (Charles Langhorne, William Dieterle) ; *Les Anges et les Diables* (Cary Grant, Howard Hawks) ; *Young Mr. Lincoln* (Henry Fonda, John Ford).

Il n'est guère étonnant que Stephen Harvey, directeur associé du Musée d'art moderne de New-York, ait eu du mal à limiter cette rétrospective à trente-cinq films. Il s'efforce de ne pas tourner le dos aux chefs-d'œuvre (souvent repris en salle ou à la télévision) mais, non sans perversité cinématographique, pioche également dans les films difficiles à trouver parce que mineurs — *First Love* avec Deanna Durbin (son premier film semi-adulte), *Invitation au bonheur* avec Irene Dunne (médiane quatre-vingt-cinq), westerns, films de série B, *Dr Kildare* et autres Tarzana. Des films qui, parfois plus que les « Liste-A », ont vraiment fait aimer le cinéma.

Cette année-là, les réalisateurs de Hollywood peuvent presque à juste titre se tenir pour des héros, sinon pour les maîtres du monde. Selon les

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

Marlene Dietrich dans *Femme ou démon*

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

statistiques, il y a plus de cinémas (15115) que de banques (14952). Avec une recette nationale d'environ 700 millions de dollars, les studios constituent la onzième industrie nationale (devant les machines de bureau et les supermarchés). Près de quatre cents produits (films) sont lancés, cinquante millions de clients (spectateurs) en voient (ou reviennent) au moins un tous les huit jours, il se vend près de quatre-vingts millions de billets par semaine (soit huit fois la fréquentation d'aujourd'hui). Le prix du billet est de 27 cents et 80 % du budget

## En France, tout va très bien

Isolationnistes sans complexe, les Américains ont célébré l'année 1939 dans les nostalgies romantiques de *Beau Geste*, les épopées du western, les sophistication de la comédie, les fastes féériques d'*Autant en emporte le vent*, du *Magicien d'Oz*, avec Judy Garland, qui, dans *Place au rythme*, de Busby Berkeley, chantait que son pays était heureux en paix et que ce qui se passait en Europe ne le concernait pas.

En France, on était forcément plus sensible aux événements. Pourtant, dans la dernière partie — celle qui se passe à la fin de 1938 — des *Trois Vies*, de Ludwig Berger, où Pierre Fresnay donnait la réplique à Yvonne Printemps, il n'y a qu'une seule phrase pour signifier que les amours contrariées n'étaient pas ce qu'il y avait de pis du côté de l'Europe centrale. Ray Ventura, avec son big band, chantait *Tout va très bien Madame la marquise*, tournait *Faux de joie* et *Tourbillon de Paris*, Charles Trenet faisait ses débuts au cinéma dans *Je chante*. Il y a eu également *Louise*, d'après Charpentier, par Abel Gance, avec Grace Moore, qui avait au moins le mérite d'être sombre, passablement sinistre. Mais ce n'était pas dû à l'époque.

Après *Fric-Frac*, le couple infernal Arletty (gigolo) et Michel Simon (sacristain) se retrouvent dans *Circustances atténuantes*, de Jean Boyer, dont ils ont fait un succès énorme. Et intemporel en dépit d'un argot très trépiné, on a pu le vérifier récemment sur Canal Plus. Souvent, les films d'acteurs traversent les modes, et on a assez dit qu'ils ont fait la gloire du cinéma de l'entre-deux-guerres. On avait d'ailleurs des distributions farfelues, de gens formés au théâtre de boulevard, capables « d'emporter » une

Marcel Dalio, Mira Parély, Jean Renoir dans *La Règle du jeu*

scène avec un penché éblouissant. Quelques jours de tournage leur suffisaient.

## Une société déclinante

D'où, depuis *Carnet de bal*, la vogue des films à sketches. *Derrière la façade*, de Georges Lacombe, rassemblait tout le gâchis — y compris von Stroheim, dont la scène a été coupée sur ordre allemand, pendant l'Occupation. On recordait la méchanceté aiguë d'Yves Mirande, auteur du scénario, dans cette histoire assez scabreuse qui, à l'occasion d'une enquête policière, dévoilait les tares cachées de bourgeois riches, stéréotypes d'une société qui allait se dégrader. Cette forme de comédie de mœurs tout juste assez grignotante ne peut plus figurer que dans

les anthologies, comme les mélos fondés sur le mythe de la fille facile mais innocente, d'ailleurs contrainte au vice par la pauvreté, victime de sa beauté, mais régénérée par l'amour — toutes des Marguerite Gautier, prêtes à s'effacer, à se sacrifier : l'*Entraîneuse* avec Edwige Fenech. On admirait le courage des deux grandes dames qui n'hésitaient pas à jouer les courtisanes, alors que la pute de service, Vivienne Romance, devenait une femme conversationnelle dans la *Tradition de minuit* de Roger Riché.

On était bien loin des Bette Davis et autres garces à l'américaine, à l'exception du *Dernier Tourment de Pierre Chenal*, adaptation du *Facteur* somme toujours deux fois (alors que la *Série Noire* était encore dans les limbes), où Corinne Luchaire, brune pour le ci-

vertical. Les grands studios possèdent la chaîne entière : manufacture, gros et détail (production, distribution, salles). Ces « majors intégrées » ne contrôlent qu'un sixième du parc total (près de trois mille écrans), mais toutes les salles de première exclusivité, gigantesques palais contenant plusieurs milliers de fauteuils et ne projetant que des films haut de gamme.

L'argent qui rentre permet aux studios, travaillant à pleine capacité, de sortir environ un film par semaine. Mais, le double programme aidant, cela tient bien sur le fil. Aux cinq grandes — MGM, Paramount, Warner, Twentieth Century Fox et RKO — viennent s'ajouter trois compagnies de deuxième rang : Universal, Columbia (cinquante et un films chacune en 1939) et United Artists (distributeur pour les rares producteurs indépendants). En 1939, ce cartel des huit domine entièrement l'industrie du cinéma.

Dix ans plus tard, l'industrie est en déconfiture : la loi antitrust en a démantelé l'organisation ; ses studios perdent de l'argent ; ses membres les plus éminents commencent à être taxés de communisme ; la télévision mord à belles dents dans son territoire. Hollywood, qui a jusqu'alors accueilli les nouveaux venus (de William Faulkner à Alfred Hitchcock) va traverser une crise de moralité et bientôt éjecter quasiment de la maison le vagabond : Charlie Chaplin, Ingrid Bergman, Orson Welles.

Selon la légende, dix ans après *Autant en emporte le vent*, David O. Selznick se serait tenu à l'aube au milieu d'une rue déserte de Hollywood et aurait comparé la capitale du cinéma à l'Égypte : « Rien que des pyramides branlantes... C'est fini, ça continuera de s'écrouler jusqu'à ce que le vent disperse jusqu'au dernier accessible au fin fond du désert ». Il a sa part de responsabilité : premier *blockbuster* « indépendant », *Autant en emporte le vent* — alors l'exception — deviendra la règle. Ce qui était une industrie parfaitement rodée qu'avait mis dix ans à trouver un équilibre entre tradition et innovation se transforme en une sorte de casino où tout se joue au quitte ou double.

Cinquante ans plus tard, tandis que de gigantesques fusions s'opèrent à coups de milliards de dollars, la loi antitrust (toujours en vigueur) est plus aérée qu'un gruyère ; les nouveaux groupes de production et de distribution rachètent discrètement (mais ouvertement) les circuits de salles. Déjà certains, forts des centaines de millions que rapportent les *Batman* et autres *Ghostbusters*, prédisent un nouvel âge d'or. Vœux pieux ? A Hollywood, rien n'est impossible... HENRI BEHAR.

En 1939, on a eu droit aussi aux cocoricos de circonstance : *Trois de Saint-Cyr*, avec Jean Chevrier et Jacques Mercanton, exaltait, comme le titre l'indique, l'honneur d'un corps d'élite. *Entente cordiale* dressait un tableau des difficiles relations entre la France et l'Angleterre, glorifiant l'idylle nouvelle des deux pays. Gaby Morlay y jouait la reine Victoria vieillie, et les journaux spécialisés, de *Pour vous* à *Ciné revue*, ne tarissaient pas d'éloges sur le courage de la parigote-type qui avait pris le pari d'incarner la plus anglaise des reines et s'était horriblement vieillie avec force coton dans les joues et fausses poches sous les yeux. Quand même, sur son lit de mort, elle revivait son amour avec Albert (Victor Francen), et on la voyait jeune qui chantait tandis qu'il l'accompagnait au piano.

Mais tous ces films, plus ou moins réussis, plus ou moins nostalgiques, et qui racontent l'inconscience ne feront pas oublier que 1939 est l'année de deux chefs-d'œuvre, *Le Jour se lève* de Marcel Carné, *La Règle du jeu* de Jean Renoir. Ces films-là ont plongé au cœur de leur époque parce qu'ils ont plongé avec sensibilité, avec intelligence et talent, au cœur des êtres humains.

COLETTE GODARD  
et JACQUES SICLER.

## « Manolo », de Fernando Trueba

## On ne badine pas avec le sexe

Manolo a quinze ans, un regard en dessous à la James Dean et une jolie figure. Il accompagne son petit frère dans un préventorium où les infirmières, comme la directrice, sont jeunes et jolies. En principe, les enfants de plus de douze ans ne sont pas admis, mais Manolo a obtenu une dispense grâce à son frère, héros de la guerre. La guerre qui vient de se terminer en Espagne par la victoire de Franco.

Il n'y a pas si longtemps, l'engouement et les recettes allaient vers des films américains racontant, sur le mode farce, l'initiation sexuelle d'adolescents boutonneux, la grande libération des années 50, surprises-parties et perron dans des baignoires chromées. Mais en dépit d'une similitude du sujet, de péripéties, de préoccupations — on peut tout à fait parler d'obsession, car Manolo ne pense qu'à ça, — le film de Fernando Trueba, *Manolo*, est aux antipodes des « kid movies » semi-pornos, mais aux dialogues franchement obscènes.

Là aussi, on appelle les choses par leur nom, mais *Manolo*, c'est l'Espagne, c'est l'Eglise, et la rudesse flamboyante d'une existence sans confort, entièrement dominée par la fascination du péché. Le film n'est ni réaliste ni psychologique. Fernando Trueba rassemble ses souvenirs et ses fantasmes, les pousse jusqu'aux

limites de la fureur et du grotesque.

Les personnages sont fortement dessinés, stéréotypés — le curé sans complexe qui tire sur les palmiers dans son église et élève, en la faisant passer pour sa nièce, la fille qui, d'ailleurs, ne souffre nullement de sa bizarre situation. La directrice du préventorium, belle et frustrée, qui viole pratiquement Manolo et puis va s'enfermer en pleurant. Le vieil oncle qui a vu Paris et lit Montaigne. Sa femme, une mégère. La détestable militante phalangiste, gardienne de l'ordre moral. La fille de la campagne plutôt dénuée... Le comportement allumard des filles est certainement l'une des causes principales des obsessions de Manolo...

Les interdits, s'interdisent, se punissent. Ils vont, se surveillent, s'approchent, avec autant de maladresse que de conviction. Les paysages sont magnifiquement austères, et le film, en dépit de son langage, d'une grande pudeur d'émotion. On s'attendait, on rit beaucoup, et brutalement on retombe dans la réalité triviale, dans la souffrance, le déchirement, dans un drame bref, brûlant, sans suite. Empêcher les enfants de s'aimer est un crime.

C. G.

## La difficile conservation du patrimoine cinématographique

## M. Frantz Schmidt quitte la direction du service des archives

Le prochain départ de M. Frantz Schmidt de la direction du Service des archives du film suscite une incontestable émotion dans certains milieux cinématographiques. M. Schmidt, qui dirigeait le service depuis sa création en 1967, devrait se voir proposer un autre poste à la direction générale du Centre national de la cinématographie. La procédure d'appel à candidatures pour pourvoir à son remplacement sera très prochainement ouverte, annonce-t-on à la direction du CNC.

Le service des archives est chargé « d'assurer la conservation des films qui lui sont confiés en dépôt ou dont il acquiert la propriété ». Depuis 1977, il reçoit les films au titre du dépôt égal. Installé à Bois-d'Arcy et à Saint-Cyr, dans d'anciens locaux militaires, il abrite, en tout, 661 000 bobines de film. Mais la modicité des crédits font que le traitement des bandes nitrate (hautement inflammables) a pris un retard important. Le 4 juillet dernier, un incendie a touché un local abritant des bobines de chutes et de doubles, de toute façon en instance de destruction, mais le problème de la sécurité des installations a été souvent évoqué.

Même si personne ne conteste la nécessité de réformer la procédure de dépôt et de conservation (un audit a été demandé à ce sujet), la

mesure dont fait l'objet Frantz Schmidt, qui souhaiterait demeurer à son poste, est essentiellement motivée par la dégradation des rapports humains et sociaux au sein du service, explique-t-on à la direction du CNC, tout en précisant qu'il ne faut y voir aucun caractère disciplinaire. La démarche d'une partie des personnels qui sont intervenus en faveur du soutien de M. Schmidt est interprétée comme la manifestation du durcissement des positions au sein du service.

Le cinéaste Jean Dréville a adressé au ministre de la culture une lettre de protestation à laquelle se sont associés, entre autres, Marcel Carné, Jean Delannoy, Jean Marais et Roland Laffont, ainsi que l'historien du cinéma Charles Ford. Certains rapprochent cette décision de la publication prochaine du rapport demandé à M. Christian Bourgeois sur la conservation du patrimoine audiovisuel. Mais le CNC affirme que le rapport Bourgeois ne concerne pas le fonctionnement quotidien des archives du film et que la mutation de M. Schmidt était devenue nécessaire pour assurer la bonne marche du service, quel que soit le statut de celui-ci dans le cadre d'une éventuelle réorganisation générale de la conservation de l'image en France.

THOMAS SOTINEL.

## THÉÂTRE

## La saison 1989-1990 au TNP de Villeurbanne

Dix-neuf spectacles seront présentés, l'année prochaine, au Théâtre national populaire de Villeurbanne. La grande salle accueillera tout d'abord *L'affaire de la rue de Lourcine*, d'Eugène Labiche, mis en scène, en allemand, par Klaus Michael Gruber (les 10 et 11 octobre). Le metteur en scène allemand participera au Festival d'automne en créant *La Mort de Danton*, de Georg Büchner (du 7 au 19 novembre). Du 17 au 22 octobre, Matthias Langhoff montera *La Mission*, de Heiner Müller, suivi du *Pierrot vert*, d'Arthur Schnitzler (le spectacle sera ensuite présenté au Théâtre de la Ville), et il dirigera *Mme Julie*, d'August Strindberg (du 20 au 25 février 1990). *Monstre aimé*, de Javier Tomeo, sera mis en scène par Jacques Nichet (du 29 novembre au 2 décembre). Catherine Anne réalisera son propre texte, *Eclats* (du 5 au 10 décembre). Après Lille et la Maison des arts de Créteil, les *Fausse Confiance*, de Marivaux, mis en scène par Gilles Bourdet, s'arrêteront au TNP (du 12 au 17 décembre). La comédie musicale *Sarafina!*, interprétée par le Lincoln Center Theater de New-York et le Committed Artists Johannesburg, sous la direction de son auteur Mbongeni Ngema, y fera escale (du 8 au 14 janvier 1990).

La troupe de la Crie de Marseille lui succédera avec *Jock*, de

Jean-Claude Bourdon, monté par Marcel Maréchal (du 25 au 27 janvier 1990). Place ensuite à *Shakespeare*. La grande salle accueillera tout d'abord *L'affaire de la rue de Lourcine*, d'Eugène Labiche, mis en scène, en allemand, par Klaus Michael Gruber (les 10 et 11 octobre). Le metteur en scène allemand participera au Festival d'automne en créant *La Mort de Danton*, de Georg Büchner (du 7 au 19 novembre). Du 17 au 22 octobre, Matthias Langhoff montera *La Mission*, de Heiner Müller, suivi du *Pierrot vert*, d'Arthur Schnitzler (le spectacle sera ensuite présenté au Théâtre de la Ville), et il dirigera *Mme Julie*, d'August Strindberg (du 20 au 25 février 1990). *Monstre aimé*, de Javier Tomeo, sera mis en scène par Jacques Nichet (du 29 novembre au 2 décembre). Catherine Anne réalisera son propre texte, *Eclats* (du 5 au 10 décembre). Après Lille et la Maison des arts de Créteil, les *Fausse Confiance*, de Marivaux, mis en scène par Gilles Bourdet, s'arrêteront au TNP (du 12 au 17 décembre). La comédie musicale *Sarafina!*, interprétée par le Lincoln Center Theater de New-York et le Committed Artists Johannesburg, sous la direction de son auteur Mbongeni Ngema, y fera escale (du 8 au 14 janvier 1990).

Deux spectacles sont prévus dans la petite salle : *Tir et Tir*, de Marie Redonnet, mis en scène par Alain Françon (du 13 au 21 octobre), et le *Poisson-Scorpion*, de Nicolas Bouvier, réalisé par Martine Paschoud (du 1<sup>er</sup> au 25 février 1990).

Le TNP proposera également des lectures : *Elle*, de Jean Genet (le 25 novembre) ; *Roberto Zucco*, de Bernard-Marie Koltès, dit par Michel Piccoli (le 19 janvier 1990) ; le 17 mai 1990, Jean-Christophe Bailly lira son propre texte *Bonnes Feuilles de Bhopal*.

\* Renseignements : 78-03-30-40.



**Vendredi 11 août****Vendredi 11 août**

(26-26-1909) 20 L.  
**DON GIOVANNI** (Fr.-It., v.a.): *République*  
 Confalon, 15 (45-31-53) 16 h.  
**LES DEUX TRAVAUX D'ASTÈRE**  
 (Fr.): Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68)  
 15 h 30.  
**BROWNING BY NUMBERS** (Brit.  
 v.a.): Clot Beaumont, 3 (45-27-51-52)  
 11 h 20; Deauville, 14 (45-21-41-21)  
 11 h 20.  
**E.T. L'EXTRATERRESTRE** (A., v.f.)  
 Grand Pavot, 15 (45-54-46-85) 14 h.  
**FANTÔME À VENDRE** (Hr., v.a.)  
 Saint-Lambert, 15 (45-50-41-65) 21 h.  
**LA FLUTE À SOUS** (Hr., v.a.)  
 Saint-Lambert, 15 (45-52-32-91-68) 15 h 30.  
**GREYSTEIN, LA LÉGENDE DE TAR-  
 ZAN** (Brit., v.a.): Grand Pavot, 15  
 (45-54-46-85) 15 h 30.  
**HELIOPOLIS** (A., v.a.): Studio des  
 Ursulines, 3 (45-26-15-09) 18 h 30.  
**MORT À VENISE** (It., v.a.): Studio  
 Galande, 3 (45-34-72-71) 15 h 45.  
**PRINCESS BRIDE** (A., v.a.): Saint-  
 Lambert, 15 (45-53-91-68) 17 h.  
**QU'À LA PÊCHE DE VIRGINIA WOOLF ?**  
 (Fr.): Saint-Lambert, 15 (45-53-32-91-68) 18 h 45.  
**RAGING BULL** (A., v.a.): Arcadine, 5  
 (45-36-86-96) 21 h 35.  
**LE ROI ET L'ORSEAU** (Fr.): Deauville,  
 14 (45-21-41-21) 14 h.  
**LA SALLE DE BAIN** (Fr.): Clot Beaumont,  
 3 (45-27-51-52) 11 h 15; Reflet  
 de la Mer, 15 (45-53-91-68) 17 h 15.

### Les séances spéciales

91-68) 13 h 45.  
**LES AVENTURIERS DE L'ARCHER**  
 (FERNANDEZ, v.o.) : Grand Palais, 15 h 30.  
 LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : 2  
 1er, 3e, 4e (42-31-41-01) 15 h 30.  
**BARRY LYNDON** (Belg., v.o.) : Studio  
 des Quinze, 9 (43-36-19-08) 15 h 30.  
**GRAND PRIX** (v.o.) : Grand Palais, 15 h 30.  
 (45-34-46-85) 21 h 15.  
**BEDDY** (A., v.o.) : Studio Galérie, 5 (43-  
 54-72-71) 18 h.

**thé**

**CAPTÉ DE LA CAÏRE** (42-78-52-51). Le  
 Belle Carlo : 20 h. Roger, Roger & Ro-  
 ger : 22 h 15.  
**CINQ DIAMANTS** (45-80-51-31). Com-  
 rade d'été show : 20 h 45.  
**SAINT-SAINT-SAINT** (45-80-51-31).  
**SAINT-SAINT-SAINT** (47-00-13-31). 0

## théâtre

**HUCHETTE** (22-26-38-99). ♦ La Camarion chausse : 19 h 30. ♦ La Legion : 20 h 30.

**L'ESPACE EUROPEEN** (42-93-69-68).  
Mercredi : 20 h.

**LE BOURVIL** (43-72-47-94). Mahonni.  
Rapport on l'opéra de qu'fz tous : 20 h 30.

**LUCERNAIRE FORUM** (45-44-57-34).  
Petite salle. ♦ Lettres d'amour : 20 h. ♦  
Molly House : 21 h 30. Théâtre ast. ♦  
Le Petit Prince : 18 h 45. ♦ Les Eaux de  
Forêt : 20 h. ♦ Laurent Violet : 21 h 30.  
Théâtre rouge. ♦ Principaux Villon ou le  
Ballade d'un marinier gascon : 18 h 30. ♦  
Contes érotiques arabes du XIV<sup>e</sup> siècle :

**Petite salle. O Lettres d'amour**  
Molly Bloom : 21 h 30. Théâtre

**Nouveautés :** 18 h 30.  
**NOUVEAUTÉS (47-70-52-76).** O Le Grand Standaing : 20 h 30.  
**NOUVEAUTÉS (49-74-42-52).** Le Bal de Nidrange : 21 h.

**PALAIS ROYAL (47-59-51-81).** Au concert... tout va mieux ! : 20 h 45.  
**POCHE-MONTAPARNESE (45-48-26-77).** Salle L. O Monsieur Sange : 20 h 30.

**ROQUEAUX-THEATRE (42-71-30-20).** Agos : 21 h.

**SAINT-GEORGES (48-73-43-47).** Concert devant une mère juive et dix hommes : 20 h 30.

**THEATRE DE PARIS (48-80-09-30).** O Cais : 20 h 30.

**THEATRE DE VEUREDURE DU JARDIN DES PLANTES (42-52-08-59).** O Le Barbier de Séville : 20 h 30.

**THEATRE MONTGOUVERL (42-33-80-78).** Le Banquet du bœufon : 20 h 30.

**VINTAMARE (48-47-33-42).** Phédre : 21 h 30.  
Les Femmes : 20 h 15. C'est dingue : 21 h 30.

**VOUGETOUR (48-57-42-48).** O De Photographes et autres classiques xix<sup>e</sup> : 20 h 30.  
Le Capitaine : 22 h.

**VARIÉTÉS (42-73-09-92).** La Présidente : 20 h 30.

**Les cafés théâtres**

**SALLAS-MANTEUAUX (48-57-15-84).** Les Aves : 20 h 30.  
Les Eps sans : 21 h 30. O 100% Polytechnique : 22 h.

**LE PAYSAN (48-57-30-20).** O Les Sacré Moments : 20 h 15. O J'ai pas d'amis : 22 h 30.

**Café PEDGAR (43-04-54-11).** Tims volé chez bouffins II : 20 h 15. Mensonges d'hommes : 21 h 30. Jeannine Truc : 22 h 30.

**LE DOUBLE-FOND (42-73-30-20).** C'est singulier et ça tache Spectacles renouvelés toutes les heures : 20 h 30 à 22 h.

**STEFANO (42-78-36-56).** Je suis de Polytechnique. Ça peut sembler ? : 21 h.

**Le NOUS, au sémin : 22 h 30.**

**POINT-VIRGULE (42-78-67-03).** Eric le grand : 21 h. N'importe quoi désordre : 21 h 30. Maîtrise ainsi beaucoup ce que je fais : 22 h 45.

**Les concerts**

**JUDITHOIR DES HALLES.** Wolfgang Meyer, 19 h. Charlotte avec la Quatuor Moscovite. (Œuvres de Mozart). Dans le cadre du Festival estival de Paris.

**Tag: conf- +2621...**

**JEANCS-MANTEAUX** (48-57-15-54).  
Salle L. O. Aren = MC 2 : 20 h 15.  
Midi : 22 h 30. Salle L. O. Les  
Moustrons : 20 h 15. O. J'ai pas d'amis :  
21 h 30.

**ALCAÏPEDAG** (43-20-85-11). Tasse  
le lait : 20 h 15. 20 h 15. Les  
gâteaux d'hommes : 21 h 30. Jeanne  
Truchot : 22 h 30.

**LE DOUBLE-FOND** (42-71-40-20). C'est  
un double-fond : 20 h 15. Les  
moustrons les heures : 20 h 30.

**ETTI CASINO** (42-78-36-56). Je sors  
de Polytechnique, j'ai pas cet bulletin ?  
21 h. Noms, en silence : 22 h 30.

**LE PAYSAN** (42-78-36-56). Eric  
Thommes : 20 h. Nos fleurs font des fleurs :  
21 h 30. Ma mère s'en va beaucoup ce que  
je fais : 22 h 45.

**LES concerts**

**UDITORIUM DES HALLES.** Wolfgang  
Meyer : 19 h. Chantons avec  
Quarante Musiciens. Œuvres de Mozart.  
Dans le cadre du Festival de Paris.  
Rég. location : 42-04-99-01.

**SANCT-JULIEN-LE-PAUVRE.**  
La Philharmonie de chambre. 18 h 30  
à 21 h. Direction Roland Doust. Œuvres  
de Pachelbel, Albinoni, Mozart, Bach.

**GLISE SAINT-LOUIS-EN-ILE.**  
Ensemble instrumental Da Capo.  
Jusqu'à 11 août, 21 h. Dirigé par Jean

**an concert**

21 h. Dierckx Roland Douste. Œuvres  
de Pachelbel, Albinoni, Mozart, Bach.  
**GLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE**  
Ensemble instrumental Da Capo.  
Jusqu'au 11 août, 21 h. Dirigé par Jean-  
Luc Petit, Laurence Pioderma (viol.).



# Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-mat. Signalez les symboles : **R** Signifié dans le Monde radio-télévision • **F** Film à émettre • **O** Ou peut voir • **N** Ne pas manquer • **M** Chef-d'œuvre ou classique.

## Vendredi 11 août

### TF 1

20.30 Jeux : Intervalle. Animé par Guy Lux, Simone Garnier, Léon Zitrone, Claude Savarit, Palavas-Pontivy. 22.30 Magazine : Grand reportage. De Michel Cotta et Jean-Christophe Paris. A l'ombre de la peur : cinq défis pour un président. *La violence qui s'élève*. Rediffusion. 23.25 Feuilleton : Le jour de la croix. De Christophe Morahan et Jim O'Brien. Après Paul Scott, avec Charles Dancie, Nicholas Farrell. 0.20 Journal et météo. 0.40 Série : Drôles d'histoires. Métaux : Six agents très expérimentés. Le secret trois.

### A 2

20.35 Téléfilm : La storia. De Luigi Comencini, d'après le roman d'Elia Morante, avec Claudia Cardinale, Leonardo Wilson, Fiorino Fiorentini (2<sup>e</sup> partie). 22.10 Apogée. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : « Livres de famille ». Invités : Thierry de Banquet (Le Livre d'Esther), Michel Maccioni (Le Pige de mon père), Louis Ragon (L'Accord de ma mère), Louis Ragon (La Famille incertaine), Boris Schreiber (Le Lait de la nuit) et notre collaboratrice Claude Sarrault (Maman Coq). 23.25 Journal et météo. 23.45 Séries : Les enfants du roc. De Patrice Blanc-Frandard. Australian Made.

### FR 3

20.35 Série : La Mésange. En scène pour la mort, de Pascal Gauthier, avec François Perrot, Roger Dumas. 21.30 Magazine : Thalassa. La route des côtes, de

### d'Antoine de Maxime (rediff.).

22.20 Journal et Météo. 22.45 Documentaire : Femmes dans la guerre. De Guy Laroche. 3. Temps de service. 22.46 Magazine. 23.20 Série : Thème pour un ami, du trio René Urtreger.

### CANAL PLUS

20.30 Série : Tappert. Le fils écossais. De Michael Crichton. 21.50 Série : Jack Killian, l'homme au micro. 22.35 Magazine : Exploits. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Chiffres : Comme un chien enragé. Film américain de James Foley (1986). Avec Sam Penn, Christopher Walken. 0.50 Chiffres : La Grande Ataque du train d'acier. Film britannique de Michael Crichton (1978). Avec Sam Penn, Donald Sutherland, Lesley Ann Down. 2.40 Chiffres : Mémoires d'un photographe. Film français classé X de Michel Bayle (1988). Avec Robert Malone.

### LA 5

20.30 Les Inconnus. 20.35 Téléfilm : Police manquée. De Reza Badiyi, avec Melody Anderson, Ed Marinaro. 21.15 Magazine : Les secrets de la nuit. 22.20 Hammer house of horrors. 23.15 Sport : Course d'Europe à la voile. 23.20 L'Espresso. 0.00 Journal de minuit. 0.05 L'Espresso (suite).

### M 6

20.30 Téléfilm : El Salvador, les témoignages. De Joseph Sargent, avec Melissa Gilbert, Martin Sheen. 22.05 Série : La malédiction du loup-garou. 23.00 Capital. 23.05 Six

### minutés d'informations. 23.10 Sexy clip. 23.40 Musique : Boulevard des clips. 1.30 Météo (rediff.).

### LA SEPT

20.30 Téléfilm : Le chemin de Damas. De Ludovic Segura. 22.10 Documentaire : Madeline la Tombray. De Mikhaliov-Ermoline Smirnov. 22.30 Documentaire : Chroniques de France. Retour à Nancy, de Patrick Volon. 23.30 Opéra : Les Troyens, de Berlioz. Actes I et II, en stéréo. 1.10 Musique : Nocturne. De Dominique Janoux.

### FRANCE-CULTURE

20.00 Les rencontres de Pétrarque. Pourquoi la guerre nous hante (1939, cinquante ans après) : Les idées. Débat enregistré au Festival de Montpellier. 21.15 Mémoires de la radio bavaroise. 22.15 Fred Durand et ses doubles. Le poste dans le désert. 22.40 Musique : Nocturne. La Roque d'Anthéron, nouvelle Festival international de piano. Aldo Ciccolini : « Héroïque, poétique et religieuse, de Franz Liszt. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Au har des silhouettes (rediff.).

### FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert : Symphonie n° 28 en ut majeur, n° 9, Concerto pour piano et orchestre n° 9 en mi bémol majeur, K 771, Symphonie n° 38 en ré majeur, K 504, de Mozart, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. Colin Davis; sol : Christian Zacharias, piano. 22.25 Après-concert. 22.50 Jeu : Invitation au voyage. 23.10 Les soirées de France-Musique.

## Samedi 12 août

### TF 1

11.15 Magazine : Reportages. De Michel Cotta et Jean-Christophe Paris. Les Vagabonds de Pierre Nadeau, Marty Burke, David Langer, Kristina von Hattky. 13.45 La Une est à vous. Les témoins choisis pour un téléfilm. 14.45 Thème : Des secrets de famille. 15.55 La Une est à vous (suite). 17.40 Trente millions d'années. Émission de Jean-Pierre Hulin. Sommaire : Lamas sherpas : les tribus du Tibet; Sacré : Gros plan : le West-hilland white terror. 18.15 Série : Les professionnels. 19.05 Série : Marc et Sophie. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.30 Tirage des Lotos. 20.35 Téléfilm : Deux hommes dans une valise. Pisto de Peter Yeldham et Donald Christy, mise en scène par Jean-Luc Moreau, avec Evelyn Gaudier, Dany Covi, Rolando Rella, Henri Goybet, Charlotte Léo, Marika Rudolph, Jean-Marie Luce. Deux amis décident de passer leurs vacances sans leurs épouses. 22.00 Série : Dans la chaleur du soleil. 23.10 Magazine : Exploits. 23.20 Sport : Grand Prix de Suisse; Automobile : Grand Prix de formule 1 de Hongrie; Football : 5<sup>e</sup> journée du championnat de France; Natation : Triathlon de la Manche de Christophe Leroy; Voile : Planché à voile; Hippisme : Salon du 4 x 4 à Val d'Isère. 0.05 Journal et Météo. 0.25 Série : Drôles d'histoires. 1.15 Série : Mésange.

### A 2

13.25 Série : L'homme qui tombe à pic. Deux pères à Miami. 14.15 Magazine : Aventures-voyages. La dame de Canton, par l'équipe de la Jougne qui fit la traversée Canton-Paris de 1981 à 1984. 15.10 Magazine : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.40 Série : Les secrets de la nuit. 18.15 Série : Les secrets de la nuit. 19.05 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.00 Série : Les secrets de la nuit. 7.30 Série : Les secrets de la nuit. 7.50 Série : Les secrets de la nuit. 8.00 Série : Les secrets de la nuit. 8.30 Série : Les secrets de la nuit. 8.50 Série : Les secrets de la nuit. 9.00 Série : Les secrets de la nuit. 9.30 Série : Les secrets de la nuit. 9.50 Série : Les secrets de la nuit. 10.00 Série : Les secrets de la nuit. 10.30 Série : Les secrets de la nuit. 10.50 Série : Les secrets de la nuit. 11.00 Série : Les secrets de la nuit. 11.30 Série : Les secrets de la nuit. 11.50 Série : Les secrets de la nuit. 12.00 Série : Les secrets de la nuit. 12.30 Série : Les secrets de la nuit. 12.50 Série : Les secrets de la nuit. 13.00 Série : Les secrets de la nuit. 13.30 Série : Les secrets de la nuit. 13.50 Série : Les secrets de la nuit. 14.00 Série : Les secrets de la nuit. 14.30 Série : Les secrets de la nuit. 14.50 Série : Les secrets de la nuit. 15.00 Série : Les secrets de la nuit. 15.30 Série : Les secrets de la nuit. 15.50 Série : Les secrets de la nuit. 16.00 Série : Les secrets de la nuit. 16.30 Série : Les secrets de la nuit. 16.50 Série : Les secrets de la nuit. 17.00 Série : Les secrets de la nuit. 17.30 Série : Les secrets de la nuit. 17.50 Série : Les secrets de la nuit. 18.00 Série : Les secrets de la nuit. 18.30 Série : Les secrets de la nuit. 18.50 Série : Les secrets de la nuit. 19.00 Série : Les secrets de la nuit. 19.30 Série : Les secrets de la nuit. 19.50 Série : Les secrets de la nuit. 20.00 Série : Les secrets de la nuit. 20.30 Série : Les secrets de la nuit. 20.50 Série : Les secrets de la nuit. 21.00 Série : Les secrets de la nuit. 21.30 Série : Les secrets de la nuit. 21.50 Série : Les secrets de la nuit. 22.00 Série : Les secrets de la nuit. 22.30 Série : Les secrets de la nuit. 22.50 Série : Les secrets de la nuit. 23.00 Série : Les secrets de la nuit. 23.30 Série : Les secrets de la nuit. 23.50 Série : Les secrets de la nuit. 0.00 Série : Les secrets de la nuit. 0.30 Série : Les secrets de la nuit. 0.50 Série : Les secrets de la nuit. 1.00 Série : Les secrets de la nuit. 1.30 Série : Les secrets de la nuit. 1.50 Série : Les secrets de la nuit. 2.00 Série : Les secrets de la nuit. 2.30 Série : Les secrets de la nuit. 2.50 Série : Les secrets de la nuit. 3.00 Série : Les secrets de la nuit. 3.30 Série : Les secrets de la nuit. 3.50 Série : Les secrets de la nuit. 4.00 Série : Les secrets de la nuit. 4.30 Série : Les secrets de la nuit. 4.50 Série : Les secrets de la nuit. 5.00 Série : Les secrets de la nuit. 5.30 Série : Les secrets de la nuit. 5.50 Série : Les secrets de la nuit. 6.00 Série : Les secrets de la nuit. 6.30 Série : Les secrets de la nuit. 6.50 Série : Les secrets de la nuit. 7.0

## Le projet de budget 1990

**■ Accompagner le développement local: telle est la mission que se donne une nouvelle race de cadres (lire page 17).**

## M. Bérégovoy propose au premier ministre des allègements fiscaux

Le premier ministre devra également se prononcer sur la diminution de l'impôt sur les sociétés (actuellement 42 % sur les bénéfices distribués et 39 % sur les profits réinvestis), dont le CNPF réclame qu'il soit uniformément abaissé à 33 %.

## Le gouvernement ne renonce pas à contrôler les loyers

Si le gouvernement ne modifie pas son texte, il s'exposera à coup sûr à un recours en annulation devant le Conseil d'Etat, mené par une association de propriétaires. La CNAH a déjà annoncé la couleur. Dans une telle hypothèse, la haute juridiction ne serait plus conseiller mais juge. M. Bérégovoy et le ministre délégué au logement, M. Louis Baudouin, prendront-ils le risque d'un nouveau désastre, comme celui qui a conduit à la fin du Conseil d'intervention ?

Il n'est pas exclu que le Conseil intervienne sans avoir plusieurs années ? Nous travaillons sur deux avis, indiquant, le 11 août, au ministère de l'équipement et du logement : le premier, favorable, émanant de la Commission nationale de concertation ; le second, défavorable, provenant du Conseil d'Etat. Le ministre de M. Besson, on qualifie l'avis du Conseil d'Etat de « non-événement qui se produit très souvent des lors qu'on se soumet à ce type de procédure ». Le gouvernement est décidé à « réfléchir aux conditions de l'institution du Palais-Royal, comme on le précisait vendredi matin au ministère du logement.

Si le gouvernement ne modifie pas son texte, il s'exposera à coup sûr à un recours en annulation devant le Conseil d'Etat, mené par une association de propriétaires. La CNAB a déjà annoncé la couleur. Dans une telle hypothèse, la haute juridiction ne serait plus conseiller simple. M. Bérégovoy et le ministre de l'équipement, M. Louis Besson, prendront-ils le risque d'un nouveau désaveu, même si la décision finale du Conseil d'Etat intervient pas avant plusieurs années ? *« Nous travaillons sur deux avis, indiquent-ils, le 11 août, au ministère de l'équipement et du logement : le premier, favorable, émanant de la commission nationale de concertation et de la chambre consultative du Conseil d'Etat. »* Le second, de M. Besson, on qualifie : l'avis du Conseil d'Etat de *non-événement* qui se produit très souvent dès lors qu'on se soumet à ce type de procédure. Le gouvernement est décidé à *« réfléchir aux propositions de l'Institut du Palais-Royal, comme on le précisait vendredi matin au ministère du logement.*

## La Banque d'Angleterre persiste et signe

remise en question, alors même que l'OCDE en souligne les effets pervers pour l'économie britannique. La Banque d'Angleterre n'exclut pas de nouvelles hausses de taux en cas de « faiblesse significative » de la livre. Préoccupée par la hausse des salaires, les autorités monétaires britanniques restent prudentes quant aux prévisions concernant l'inflation tout en indiquant qu'*'il est probable que les prix aient atteint leur plafond'* et commencent à refluer à l'automne.

L'emballage de la machine économique britannique a quand même eu des effets bénéfiques : le chômage — plaie ouverte dans la Grande-Bretagne des années 80 — s'est sensiblement réduit, touchant 7,5 % de la population active au début de 1989 (soit un demi-million

prix atteint 254,89 % sur les sept premiers mois de 1989). Ce plan — dont les détails ont été annoncés jeudi 10 août par M. Costa Couto, ministre auprès de la présidence de la République, reprend les grandes lignes du programme de sauvetage économique élaboré par la plupart des élus brésiliens et présenté la semaine dernière au président Sarney.

**BSI** 1873  
**Banca della Svizzera Italiana**

Sauf événements imprévus, ces résultats permettent à la BSI d'envisager avec optimisme les perspectives pour l'ensemble de l'année 1989.

<p><b>appartements ventes</b></p> <p><b>14<sup>e</sup> arrdt</b></p> <p><b>EXPERTISE GRATUITE</b></p> <p>ETUDE DUVENET 45-41-11-00.</p> <p><b>bureaux</b></p> <p><b>Locations</b></p> <p><b>VOTRE SIÈGE SOCIAL, DOMICILIATIONS</b></p> <p>Constitution de sociétés et de sous-société 43-55-17-30.</p> <p><b>CHASSEUSE D'ANTENNE</b> 90 m de bureau, service retail net, on acc. standing 00-000.</p> <p>40-00-15.</p>	<p><b>REPRODUCTION INTERDITE</b></p> <p><b>locations non meublées demandes</b></p> <p><b>Région parisienne</b></p> <p>Jti chèque 2 pass à louer maximum 2 500 F CC. Tél. : 43-04-30-02.</p> <p><b>propreties</b></p> <p>Goudelin, CdR, 10<sup>e</sup> St Quay-Port, Maison de maître sur, en L, rest sur 900 m<sup>2</sup>, bois très plantés, terrain sloper, grand sous ar. 100 m<sup>2</sup> pied ar. chemin, ramp., chauff. élec. salle gar., terr., dépend., 100 m<sup>2</sup> pied ar. chemin, pêche, terrain, voirie, golf, câble, tout TGV, route de la mer, vue panor. Tél. : 450 00 00 F.H.114. 113 00 00-70-00-13 Alain Sallé, bureau</p>
--	--



# Économie

## SOCIAL

Un nouveau métier pour accompagner les projets d'aménagement

## Les « hussards » du développement

Chargé de l'aménagement autour du point fixe du tunnel sous la Manche, M. Michel Guillot veut créer une équipe permanente de spécialistes pour accompagner les opérations de développement local. Son institut d'expertise, mais aussi de groupes industriels et, bien sûr, les collectivités locales et les pouvoirs publics.

« Ils seront les hussards du développement », « l'équivalent des avant-gardes bretonnes recrutées dans une équipe de football ». Pour convaincre de son projet, M. Michel Guillot ne laisse sur aucune formule choc. Dans son futur institut permanent des développeurs (IPD), en période de lancement et qui pourrait occuper des locaux à la Défense, il rassemblera une équipe de gens capables d'accompagner un programme donné, du grand chantier à l'opération de reconversion pour un bassin d'emplois en difficulté.

Séduits, une douzaine de grands groupes, dont Saint-Gobain, Renault, Bouygues ou Unisys, sont disposés à participer à l'opération. Appelés à devenir membres fondateurs, ils prêteront certains de leurs cadres, qui mèneront ces actions sur le terrain pour le compte de commanditaires et qui, ensuite, réintègreront leur société d'origine.

L'idée, « l'affaire de ma vie », dit M. Guillot, lui est venue de sa propre expérience, exemplaire de ces parcours professionnels que peuvent avoir ceux qu'il appelle « des marginaux actifs ». Aujourd'hui, entre Calais et Dunkerque, ce cadre de direction détaché d'EDF est coordonnateur de « grand chantier d'aménagement » pour la réalisation du tunnel sous la Manche en même temps qu'il est chargé de la direction de l'industrialisation de Dunkerque, de la fermeture de la NOR-MED.

Il acquit une grande réputation dès les années 70, avec le chantier de la centrale nucléaire de Chinon. Là, pour la première fois, il fit appel, dans la proportion de 75 %, à la main-d'œuvre locale, que l'on forma. Il associa des entreprises sous-traitantes du cru et se chargea aussi de gérer l'après-chantier, pour éviter les traumatismes économiques et sociaux dus à sa fermeture. Résultat, Chinon fut réalisé sans grève, ou presque, la productivité y fut exceptionnelle et le chantier donna naissance à un type de développement local. « Avant, j'ai été le premier patron de centrale nucléaire syndiqué à la CFDT », s'exclame M. Guillot, qui, « tombé amoureux des grands chantiers », fait figure maintenant de maître à penser dans le petit milieu des « nomades du développement ».

Dans l'esprit de M. Guillot, ces connaissances et ce « réseau » peuvent servir de multiples occasions, dès qu'un projet nécessite l'intervention d'un « homme de terrain », capable de coordonner les actions et d'inventer à chaque fois de nouveaux processus. Selon que l'on veut utiliser la présence d'un grand chantier pour redéployer l'économie locale, comme dans le Nord avec TransManche, ou qu'une collectivité locale, pourquoi pas un groupe industriel ? cherche soit à provoquer une dynamique de revitalisation d'une zone pour créer des emplois, soit à compenser le futur

départ de l'une de ses unités, les missions peuvent être différentes.

Pour ce faire, il faut donc constituer un « corps » renouvelé de « développeurs » susceptibles de répondre à ces diverses commandes et qui peuvent « rester sur un seul dossier pendant un mois, un an ou trois ans ». Avantages et garanties supplémentaires : l'indépendance du « hussard », tout comme son efficacité, tient dans le fait que, son action étant limitée dans le temps, il ne concurrence pas durablement le donneur d'ordre — du local, pouvoir public ou employeur — qui récoltera les seuls fruits de l'opération.

Mais où trouver de tels personnages et quel profil doivent-ils avoir ? Certains existent déjà, qui travaillent dans des sociétés de conversion des houillères ou de la sidérurgie. En raison de son passé de bâtisseur, EDF en possède aussi quelques-uns, comme M. Guillot. « Le voyou préféré » de M. Delaporte, le PDG, ou comme M. Jean-Pierre Gemin, qui vient de le rejoindre. Mais il y en a d'autres, inconnus, qui vivent dans les entreprises où ils font parfois figure de « dévants postifs », tant leur personnalité ne correspond pas à la culture ambiante. Ceux-là ne demandent qu'à exprimer leurs talents cachés et à faire parler leur tempérament.

Aux uns et aux autres, « nous ne demandons pas qu'ils soient bons partout, mais qu'ils soient excellents dans un domaine, au moins », commente M. Guillot. S'étant chargé de les repérer dans leur entreprise, l'IPD assurera leur formation complémentaire entre deux missions. « A chaque fois, nous ferons appel à des spécialistes », ajoute le promoteur du projet, soucieux, ainsi, de rassurer « les concurrents », c'est-à-dire les universités qui s'apprêtent à créer des diplômes de développeurs ou les organismes de formation.

« Mieux que les stages commandés »

Sur ce schéma, M. Guillot est parvenu à convaincre plusieurs grands groupes. Même si, à terme, la loi sur le mécénat favorise ce genre d'investissement, l'entreprise se donne à bon compte l'image de participer à des opérations d'intérêt collectif. En son sein, elle détecte ainsi de nouvelles compétences, dont elle pourra profiter ultérieurement, que sa grille, « pas plus que celle de l'école », note M<sup>me</sup> Anne Delanoë, ingénieure agronome de formation convertie au projet, ne permet pas de déceler. « Pour motiver, c'est tout de même mieux que les stages commandés et les sauts avec un élastique », ironise M. Guillot.

Les membres fondateurs se sont engagés à fournir les moyens nécessaires à une première année de fonctionnement de l'IPD, appelée ensuite à devenir soluble et financièrement neutre, à l'égard des pouvoirs publics, qui disposeront d'un « vivier » efficace, comme l'espère M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire. En acceptant le détachement de l'un de ses cadres, l'entreprise s'engage à la réembaucher et à tenir compte de ses acquis professionnels pour définir le poste qu'il aura à son retour, « bonifié ».

Le « développeur » sera pris en charge par le maître d'ouvrage pen-

dant la seule durée de sa mission. Structure souple d'une demi-douzaine de salariés, l'IPD se fera pour sa part rémunérer comme un chasseur de têtes pour la fourniture du « développeur » demandé. Déjà, une dizaine de propositions ont été enregistrées, dont Eurodynamique pour le compte du Val-de-Marne, le pont de Normandie, le téléport de Roubaix, les Jeux olympiques d'Albertville et de Barcelone et l'Exposition internationale de Séville.

Dans un premier temps, à la rentrée, l'IPD se lancera avec quinze « développeurs », mais ces derniers devraient vite atteindre la trentaine en disponibles à tout moment. L'association de préfiguration, dont les statuts viennent d'être déposés, s'installera à Dunkerque, un peu par commodité, beaucoup pour satisfaire son maître, M. Michel Delaporte. Elle aura pour fonction de repérer les premiers candidats, de faire une typologie des demandes des collectivités locales et d'établir un programme pédagogique individualisé pour la formation.

Débordé par le succès de son initiative, M. Michel Guillot découvre que celle-ci correspond à un besoin très présent dans l'air du temps, mais il refuse vivement l'opinion selon laquelle il serait en train de créer « une DATAR privée ». Cependant, il se montre prudent.

Parce que l'on touche à la gestion de dossiers très politiques, « il faut avoir une déontologie dans ce type de métier », (...) poursuit-il. « Il faut recruter des gens qui ne soient pas serviles et qui soient en même temps très mobiles », poursuit-il. C'est-à-dire « ni des héros ni des fusibles ».

A leur tour emportés par le charisme de l'inventeur de l'IPD, M<sup>me</sup> Delanoë et M. Gemin précèdent qu'un mouvement de « reconnaissance mutuelle » se manifeste parmi ceux qui sont attirés par le projet et se découvrent potentiellement « développeurs ». « Les candidats qui se révèlent le font par auto-proclamation », disent-ils, persuadés de voir émerger des vocations enfouies dans les entreprises.

Mais les dirigeants de Framatome ont par avance répondu au risque de fuite. « Si vous nous permettez de détecter des tempéraments chez nous, on ne vous les donnera pas », ont-ils répliqué par boutade. Ces trésors inexplorés, les « marginaux actifs » chers à M. Guillot, intéressent aussi les entreprises qui, dans certains cas, hésitent à les laisser partir dans la troupe des « hussards » de l'IPD.

ALAIN LEBEAUME.  
★ IPD, adresse provisoire : 16, rue Française, 62100 Calais. Tél. : 21-34-30-28.

## AUTOMOBILE

Du 12 au 20 août à Val-d'Isère

## Le sixième Salon du tout terrain

Le sixième Salon du tout terrain s'ouvre à Val-d'Isère le 12 août. Ce rendez-vous, où l'on attend cinquante mille visiteurs, témoigne de l'engouement du marché pour ce type de véhicules, symbole pour certains d'évasion et d'aventure. Pourtant près de 50 % des immatriculations relevées en 1988 (quarante-quatre mille) en France concernent... la région parisienne.

Trois cents véhicules seront exposés à Val-d'Isère parmi lesquels la nouvelle Wrangler, distribuée par Renault et la Terrano (Nissan), qui acquies récemment un turbo Diesel en plus du 2, 4 litres à essence et d'un six cylindres de 3 litres, déjà connus.

Sur l'Espace Killy, les visiteurs pourront essayer « en situation » les

modèles mis à la disposition des amateurs de sensations. Entre 2 500 mètres et 3 000 mètres d'altitude en effet et sur 2 000 hectares, des pistes sont ouvertes qui réclament néanmoins de la part des conducteurs une certaine expérience.

En marge du Salon, qui fermera le 20 août, plusieurs événements sportifs auront lieu, et se tiendra le Festival du film tout terrain.

Le premier festival du film « routier » se déroulera du 2 au 24 septembre à Bourg-en-Bresse. Cette manifestation aura lieu au cours du championnat international des conducteurs routiers.

## EN BREF

● Olympic Airways : un déficit qui s'accroît. — Le déficit de la compagnie nationale aérienne grecque Olympic Airways au cours du premier semestre 1989 s'est élevé à 620 millions de francs, c'est-à-dire qu'il a doublé par rapport à la même période de 1988, a annoncé, le 10 août, le nouveau président de la compagnie, M. Vassilis Filas. « La compagnie se trouve dans un état de complète désorganisation et de complet abandon », a précisé au cours d'une conférence de presse M. Filas. — (AFP.)

● Hôtellerie : concentration aux Etats-Unis. — Le groupe d'investissements Reliance Group Holdings, qui avait acquis en 1984 les hôtels américains Days Inns Corp., a décidé de revendre cette chaîne à Tolman-Hendley Hotels, a annoncé le groupe le 10 août. Tolman-Hendley, qui exploitait déjà en franchise les hôtels Days Inns, paiera 90 millions de dollars (580 millions de francs) au comptant et prendra à sa charge les 675 millions de dollars (4,4 milliards de francs) de dettes de Days Inns.

## Le Carnet du Monde

### Naissances

— Yves LAMY  
et Odile GARAUD,  
ont la joie de faire part de la naissance de

Marie,  
à Paris, le 29 juillet 1989.  
13, rue de la Lancette,  
75012 Paris.

— Sophie et Pierre SERVENT,  
partagent avec  
Laurine, Dominique et Clémence  
la joie d'annoncer la naissance de

Marine  
le 9 août 1989.  
22, rue Charton,  
78000 Versailles.

### Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage de

M<sup>me</sup> Marie-Christine de LAMBERTY  
avocat à la cour  
et de  
M. André AUTRAND,  
ancien élève  
de l'Ecole nationale d'administration,  
le 19 août 1989, en l'église de Contre-  
saint-Loir.

24, rue Brézia,  
75014 Paris.

— Dakar, Nantes.

Le pharmacien-chimiste en chef  
Ludovic JAN  
et M<sup>me</sup> née Monique Prand,  
M. Emile FOURMOND,  
et M<sup>me</sup> née Christiane Bohin,  
sont heureux de faire part du mariage de

M<sup>me</sup> Gwendoline JAN  
avec  
M. Nicolas FOURMOND,  
élève officier à l'Ecole spéciale militaire  
de Saint-Cyr,  
qui sera célébré le samedi 19 août 1989,  
à 16 heures, en l'église de l'Île-Tudy  
(Finistère).

— Dominique GUILLEMET  
et Frank SYLVAIN,  
ont le plaisir de faire part de leur  
mariage, célébré dans l'intimité le  
8 août 1989.

3, cité Griot,  
75011 Paris.

### Décès

— M<sup>me</sup> Bernard Abeil,  
née Anne-Marie Bouvier,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Abeil  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Luc Abeil,  
M. et M<sup>me</sup> Roland Baillet,  
M<sup>me</sup> Florence Abeil,  
M<sup>me</sup> Marie Louette,  
Parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard ABEIL,  
conseiller pour les affaires sociales  
près l'ambassade de Rome,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre du Mérite,  
survenu le 1<sup>er</sup> août 1989, à l'âge de  
soixante et un ans.

Les obèques religieuses et l'inhumation  
ont eu lieu à Vézénobres (Gard).

Via Sforza-Pallavicini,  
Rome  
30360 Vézénobres.

— Françoise Bernard,  
Les familles Bernard et Thuilot-  
Vincent.

Ainsi que les intimes,  
font part du décès de

M<sup>me</sup> Marie-Jeanne BERNARD,  
dans la nuit du 8 au 9 août 1989.

Ayant fait don de son corps à la  
science, il n'y aura pas d'obèques offi-  
cielles.

Ultérieurement, un service religieux  
sera célébré à sa mémoire et annoncé  
par voie de presse.

— M<sup>me</sup> Paul Bonan,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Jean-Louis Bonan,  
M. le docteur Henri Bodelet  
et M<sup>me</sup> née Annie Bonan,  
ses enfants,  
Pascal Bodelet,  
Ludovic Bodelet,  
Paul-Victor Bonan,  
ses petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Aurélie Marot,  
née Bonan,  
sa sœur,

ont la tristesse de faire part du décès de

Paul BONAN,  
avocat honoraire  
au barreau de Marseille,  
officier de réserve honoraire,  
survenu le 8 août 1989, à Marseille.

Selon la volonté du défunt, ses obèques  
ont eu lieu dans la plus stricte intimité  
familiale, le 10 août.

127, rue de Rome,  
13006 Marseille.

— Le Cercle des arts et techniques  
de la coiffure française,  
l'Ecole de coiffure de Paris,  
La Confédération nationale de la coiffure,  
La Confédération mondiale de la coiffure,  
Le Festival mondial de la coiffure,

ont la douleur de faire part du décès de  
leur cher président

M. François MAGNIEN,  
officier de la Légion d'honneur,  
officier de l'Ordre de la Couronne  
de Belgique,  
officier de l'Ordre  
des Palmes académiques,

survenu le 9 août 1989, en son domicile,  
à Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne).

Priez pour lui.

Une chapelle ardente sera dressée au  
29, rue des Pyramides, Paris-1<sup>er</sup>, le lundi  
14 août, à partir de 14 heures.

La cérémonie religieuse célébrée le  
mercredi 16 août, en l'église Saint-  
Roch, 296, rue Saint-Honoré, Paris-1<sup>er</sup>,  
à 14 heures, sera suivie de l'inhumation  
au cimetière du Père-Lachaise à Paris,  
dans le caveau de famille.

On se réunira à l'église.  
Des registres à signatures tiendront  
lieu de condoléances.

— Mont-Saint-Aignan (Seine-  
Maritime). Lyon (Rhône). Paris  
(Seine).

Amick Husson,  
Cyrille Séverin, Chloé et Perrine,  
M. et M<sup>me</sup> Camille Husson,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> André Duthoit,  
ses enfants, petits-enfants et arrière-  
petits-enfants,

Leurs familles et leurs amis,  
font part du décès de

Michel HUSSON,  
survenu à Sardères, le 8 août 1989.

La messe d'inhumation sera célébrée  
le samedi 12 août, à 10 h 45, en l'église  
Notre-Dame-de-Miséricorde de Mont-  
Saint-Aignan.

1, rue du Roncois,  
76130 Mont-Saint-Aignan.

— M. et M<sup>me</sup> Jean Fourquin,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. Jean-François Marin,  
M. et M<sup>me</sup> Louis Marin  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Bruno Marin  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Philippe Marin,  
M<sup>me</sup> Bernard Delage de Lugat,  
née Louise Maracloie,  
ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Joseph Marin  
et ses enfants,  
Les parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès  
dans sa quatre-vingt-septième année,  
muni des sacrements de l'Eglise, de

M<sup>me</sup> Xavier MARIN,  
née Madeleine-Rose Maracloie,  
survenu à Sévres (Hauts-de-Seine), le  
9 août 1989.

Les obèques seront célébrées en  
l'église de Lugo-de-Venaco (Hauts-  
Corse), le lundi 14 août, à 10 heures.

26, rue Georges-Bonhomme,  
92310 Sévres.

— On nous prie de faire part du  
décès survenu le 10 août 1989, dans sa  
quatre-vingt-neuvième année, de

M. Pierre MATISSE,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
chevalier de l'Ordre national du Mérite,  
chevalier de l'Ordre des Arts et Lettres.

De la part  
de son épouse,  
M<sup>me</sup> Pierre Matisse,  
née Maria Galzani von Sprei,  
de ses enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> Jacqueline Monnier,  
Robert, Catherine, Antoine, Nicolas,  
M. et M<sup>me</sup> Paul Matisse,  
Georges, Michel, Robert, Sophie,  
Alexandre, Nicolas,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Noël Matisse,  
Alexine,  
de sa belle-sœur,  
M<sup>me</sup> Jean Matisse,  
de ses neveux,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Duthoit,  
M. et M<sup>me</sup> Gérard Matisse,  
Anne-Maxence, Jean-Mathieu.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
en l'église de Saint-Jean-Cap-Ferrat,  
dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Villa La Punta,  
9, avenue Jean-Mermoz,  
06130 Saint-Jean-Cap-Ferrat,  
167 East 64 Street,  
New-York 1 0021.

— M<sup>me</sup> Jean Picard,  
Gervaise, Lionel Van Gaver,  
Armelie, Mathilde, Cécile, Pierre-  
André et Théodore,  
Jean-Noël, Catherine Picard,  
et Stéphane,  
Bernadette, Jean-François Robin,  
Sylvain, Noël, Hannah,  
font part du décès de leur époux, père et  
grand-père,

Alfred-Jean PICARD,  
ingénieur agronome,  
ingénieur général GECF (H),  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'Ordre national du Mérite,  
commandeur du Mérite agricole,  
officier des Palmes académiques,  
survenu le 10 août 1989.

Cet avis tient lieu de faire-part.  
17, rue de Missy,  
17000 La Rochelle.

— M. et M<sup>me</sup> Claude Degrasat,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Prieur,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Jean-Pierre Dostat,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M. le doyen et M<sup>me</sup> Michel Prieur  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Maurice Papon,  
leurs enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Henri PRIEUR,  
née Denyse Papon,  
leur mère, grand-mère, arrière-grand-  
mère et sœur,

survenu à Paris, le 8 août 1989.

La cérémonie religieuse a eu lieu  
dans l'intimité en l'église de Tournan-  
en-Brie, suivie de l'inhumation dans le  
caveau familial.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue Léon-Sazerat,  
87000 Limoges.  
50, rue Baignette,  
51000 Reims.  
12, avenue du Clos-Toutain,  
92420 Vaucresson.  
5, rue du Général-Cérez,  
87000 Limoges.  
42, avenue Eugesud,  
75116 Paris.

### Remerciements

— M<sup>me</sup> Eliette von Karajan,  
ses filles Isabel et Arabel,  
très touchées des innombrables marques  
de sympathie qui leur ont été témoi-  
gnées lors du décès de

Herbert von KARAJAN,  
remercient tout ceux qui ont partagé  
leur immense peine et les prient de trou-  
ver ici l'expression de leur profonde gra-  
titude.

### Anniversaires

— M<sup>me</sup> Nicole Briant  
demande à tous ceux qui ont connu et  
aimé

N.T.C.F. Pierre BRÉANT  
d'évoquer son souvenir pour le cin-  
quième anniversaire de son passage à  
l'O.E.

## Le projet de budget 1990

## proposé au premier ministre

## des allègements fiscaux

Le projet de budget 1990, présenté au premier ministre, prévoit une série d'allègements fiscaux destinés à soutenir l'investissement et à favoriser le développement des entreprises. Ces mesures s'inscrivent dans une politique globale de relance économique et de soutien à la production. Elles visent à réduire la charge fiscale des entreprises, à encourager l'innovation et à créer des emplois. Les allègements concernent notamment les sociétés nouvelles, les PME et les entreprises à fort potentiel de croissance. Ils s'appliquent à l'impôt sur les sociétés, à l'impôt sur le revenu des personnes physiques et à la TVA. Ces mesures sont destinées à améliorer la compétitivité des entreprises françaises et à favoriser leur développement à long terme.

## Mais l'avis de la Cour des Comptes

## ne renonce pas

## à contrôler les loyers

Malgré l'avis défavorable de la Cour des Comptes, le gouvernement maintient son projet de loi relative au contrôle des loyers. Cette mesure vise à protéger les locataires contre des augmentations abusives et à garantir l'équité dans le marché immobilier. Le projet de loi prévoit des plafonnements des loyers dans certaines zones tendues et pour certaines catégories de logements. Il s'agit d'une mesure temporaire, destinée à répondre à une situation particulière du marché. Le gouvernement estime que ces mesures sont nécessaires pour assurer l'accès à un logement décent pour tous. Malgré les réserves de la Cour des Comptes, le gouvernement considère que les avantages de cette mesure l'emportent sur ses inconvénients. Il s'engage à évaluer régulièrement l'impact de la mesure et à la modifier si nécessaire.

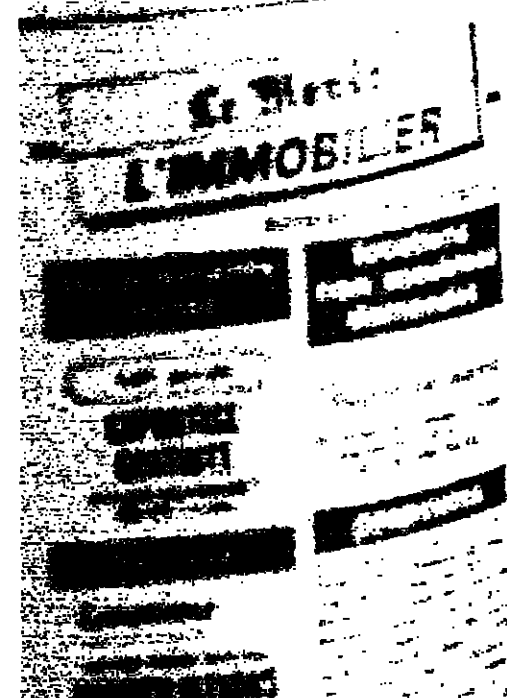
## TRANSPORTS

## A la fin du mois

## Relèvement de 4,2 %

## en moyenne des tarifs dans la région parisienne

Les tarifs des transports parisiens (RATP et SNCF banlieue) augmenteront en moyenne de 4,2 % soit au 25 août soit au 1<sup>er</sup> septembre, a annoncé le 11 août le Syndicat des transports parisiens. L'augmentation portera à 31,20 francs le carnet de dix tickets de métro (deuxième classe) et à 47 francs pour la première classe. L'abonnement hebdomadaire carte orange (coupons 1-2) passera à 49 francs (deuxième classe) et 74 francs (première classe). L'abonnement mensuel (1-2) passera à 173 francs (deuxième classe) et 260 francs (première classe). Le coupon 1-3 passera à 224 francs et 362 francs respectivement. L'augmentation sera de 5,4 % à partir du 25 août pour les billets urbains, de 4,76 % pour les cartes hebdomadaires de travail et de 3,48 % sur les billets concernant les réseaux de banlieue SNCF et RATP. L'augmentation de 4,14 % des abonnements carte orange sera effective, pour sa part, le 1<sup>er</sup> septembre.



Handwritten text in Arabic script: "هذا هو الحق"

## Marchés financiers

## Du mieux chez Philips, mais...

Stationnaire durant les trois premiers mois de l'année, l'état de santé de Philips, le géant mondial de l'électronique, s'améliore lentement.

Le groupe néerlandais annonce en effet pour le deuxième trimestre un bénéfice net de 235 millions de florins (700 millions de francs), en hausse de 94 % par rapport à la période correspondante de 1988, en très large partie dû, indique-t-on au siège de l'entreprise, à la baisse des coûts financiers. Il est vrai que le résultat du deuxième trimestre de 1988 n'avait pas été brillant (115 millions de florins, soit environ 340 millions de francs), justifiant ainsi cette forte augmentation.

Reste que la firme d'Eindhoven commence à recueillir lentement les fruits de sa restructuration et du douloureux plan de réduction des effectifs lancé il y a plus d'un an.

Néanmoins, Philips a encore du chemin à parcourir pour retrouver une bonne rentabilité. Pour le premier semestre, si le bénéfice net augmente de 36 %, le résultat d'exploitation (1 124 millions de florins, soit 4,4 milliards de francs) a, lui, diminué de plus de 17 %, malgré

une timide progression (+ 3 %) du chiffre d'affaires (29,2 milliards de florins, soit 87,6 milliards de francs).

D'après M. G.H. Goris, un membre de la direction de Philips, la division «appareils et systèmes professionnels», qui a pâti d'une forte concurrence, a fourni de mauvais résultats. En outre, le groupe a dû constituer d'importantes réserves (entre 900 millions et 1 milliard de francs) pour la restructuration de la branche micro-ordinateurs.

D'une façon générale, l'optimisme est de rigueur chez Philips, où l'on confirme que les niveaux de profit pour l'exercice 1989 en entier remonteront très fort.

A la Bourse d'Amsterdam, les investisseurs sont toutefois assez sceptiques sur la relative confiance affichée par la direction de la firme d'Eindhoven. On y fait remarquer notamment que, prétendant par manque de temps, n'ont pas soufflé mot, au cours de leur conférence de presse, des charges financières et des résultats consolidés. Faut-il voir là quelque malice ?

## Le fisc belge fait du zèle

145 milliards de francs belges (soit 23 milliards de francs français) ont été récupérés par le fisc belge pour l'exercice 1986-1987. Cette somme représente 10 % du budget de l'Etat pour 1990 et plus du double de celui de la dette nationale.

Le contrôle effectué par les six mille cinq cents agents du fisc belge auprès des travailleurs indépendants et des professions libérales a ainsi rapporté 41,5 milliards de francs belges (6,5 milliards de francs français), les redressements fiscaux des sociétés 44,7 milliards de francs belges (7 milliards de francs français) dans les caisses de l'Etat... et plus de 32 milliards de francs belges (5,2 milliards de francs français) ont été réclamés à des contribuables qui avaient oublié de renvoyer leur déclaration d'impôt.

● RJR Nabisco supprime 1 800 emplois. — La Compagnie américaine de tabac R.J. Reynolds (groupe R.J. Nabisco) va supprimer 1 800 emplois à l'occasion d'un plan de restructuration. Elle n'emploiera plus que 12 500 personnes. Cette mesure s'explique par le déclin des ventes, dont souffre l'industrie américaine du tabac depuis quelques années, et s'inscrit aussi dans le plan général de restructuration du groupe R.J. Nabisco, racheté il y a un an par KKR (Kohlberg Kravis Roberts) pour 25 milliards de dollars (168,5 milliards de francs), ce qui constituait l'OPA la plus grosse jamais effectuée.

● ERRATUM. — C'est par erreur que nous avons donné à M. Lee Iaccoca la présidence de Ford... (le Monde du 1<sup>er</sup> août). La suite de l'article répétait cette erreur et rendait à Chrysler ce qui lui appartenait.

## OPA sur BAT : le Congrès américain s'en mêle

Quelque deux cents membres du Congrès américain ont écrit une lettre ouverte au secrétaire au Trésor, M. James Baker, pour qu'il intervienne dans la bataille opposant Sir James Goldsmith au conglomérat britannique BAT, ex-British American Tobacco. Ces élus des États producteurs de tabac ou engagés dans la bataille juridique autour de la filiale d'assurances américaine de BAT, Farmers, s'inquiètent de l'avenir des planteurs de tabac et des assurés de Farmers dans le cas d'une victoire de Sir James et d'un démantèlement de BAT. Ils pourraient mettre des bâtons dans les roues du « raid » en intervenant également auprès de la Securities and Exchange Commission.

## INSOLITES

## Coup de chaleur sur les puces

On connaît le Para-pou, le Baygon rouge ou vert ou la Néocide. Mais pas le terminal pour puces... électroniques. Pourtant, une centaine de milliers de microprocesseurs ont été détruits par des terminaux lecteurs de cartes installés chez des commerçants. Les dégâts, dus à une surtension électrique, ont surtout été enregistrés dans le Midi. Côté banques, on accuse les terminaux de ce coup de chaleur ravageur.

Chez les constructeurs desdits terminaux, on rappelle que ce sont les banques — via un groupement d'intérêt économique — qui sont responsables de la surveillance des normes relatives aux microprocesseurs montés sur les cartes. Il y a deux millions de puces circulation dans l'Hexagone (sur 18 millions de cartes).

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Le 20 décembre 1988, le Tribunal de grande instance de Paris (17<sup>e</sup> chambre correctionnelle) a condamné Gloria HARA, directeur de publication du journal « Al Quabas International », pour un article publié le 28 avril 1988, sur le fondement de la diffamation publique envers un fonctionnaire public à payer à M. Eric ROULEAU, ministre plénipotentiaire, 50 000 F de dommages-intérêts, 8 000 F pour les frais irrépétibles, et ordonné des mesures de publication sous la forme de ce communiqué.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SEMA GROUP

## COMMANDE DE 400 MF DU MINISTRE DE LA DÉFENSE BRITANNIQUE POUR SEMA GROUP

Le Ministère de la Défense britannique vient de désigner le consortium SEMA GROUP — DOWTY adjudicataire de la fourniture de système de commande et de contrôle de la nouvelle génération de frégates type 23 de la Royal Navy.

Ce succès a été obtenu après environ 3 années d'efforts intensifs d'une équipe multidisciplinaire totalement affectée à la définition des spécifications et à l'évaluation technique et financière du projet.

Le contrat, remporté à l'issue d'une compétition écartelée, est l'un des plus importants jamais attribués en Europe dans le domaine de l'ingénierie informatique. La quote-part de SEMA GROUP représente une commande d'environ 400 MF.

## NEW-YORK, 10 août ↑

## Reprise

Après une journée de panne, la Bourse new-yorkaise a repris jeudi sa progression. Elle est même parvenue en cours de séance à franchir ses plus hauts niveaux historiques (2 722,42 à l'indice Dow Jones le 25 août 1987), sans réussir toutefois à s'y maintenir. Finalement, l'indice des industriels s'établissait à 2 712,63 (+ 26,56 points). Au plus haut de la séance, il avait atteint la cote 2 732,93.

Le bilan général n'a toutefois pas eu la qualité de ce résultat. L'indice s'étant surtout porté sur les « Blue Chips ». Sur 1 991 valeurs traitées, 829 ont monté, 649 ont baissé et 513 n'ont pas varié.

Selon les professionnels, cette reprise a été en large partie due à l'indétermination constatée sur le marché obligataire et au lancement par les ordinateurs de quelques programmes d'achat. Mais « la grande impulsion » pour passer au-delà des plus hauts niveaux reste, paraît-il, encore à venir.

Les investisseurs, il est vrai, attendent des statistiques économiques à publier ce vendredi pour l'intérêt n'est pas mince. L'activité a porté sur l'échange de 198,66 millions de titres contre 209,90 millions la veille.

VALEURS	Cours de 9 août	Cours de 10 août
Alcoa	73 1/2	73 1/2
Amstar	53 1/4	53
Boeing	32 3/8	32 3/8
Chrysler	30 1/4	30 1/4
Deere	50 1/4	51 1/8
DuPont	44 1/8	44 1/4
Eastman	38 3/8	38 3/4
General Motors	45 1/8	45
IBM	117 7/8	117 1/2
ITT	61 3/8	62 1/2
Johnson & Johnson	64 1/4	64 1/2
Schlumberger	42 1/8	42 1/2
Union Carbide	28 3/8	28 3/4
U.S. Steel	35 3/8	35 3/8
Verizon	67 1/8	67 3/4

## LONDRES, 10 août ↓

## Nette baisse

Plusieurs secteurs de la Bourse de Londres ont été affectés jeudi par l'annonce d'une hausse de la livre sterling. Le marché a donc viré à la baisse dans une ambiance active. L'indice Footsie a fini la journée sur une baisse de 13,1 points à 2 347,3 points. Les valeurs étrangères ont été touchées par la réévaluation de la livre sterling, de la monnaie qui a été plus touchée par les ventes. Les pénuries se sont accentuées malgré les résultats semestriels encourageants publiés par BP et Shell. Toutefois, British Oil a gagné du terrain en raison de rumeurs sur un éventuel lancement d'une OPA par Pennzoil.

La société pharmaceutique Wellcome a gagné du terrain dans la perspective d'une hausse du chiffre d'affaires grâce au traitement contre le sida mis au point par le groupe, le Retrovir. Le groupe électrique Cable and Wireless a été très demandé à la suite de la demande d'une émission d'ADR (certificats de dépôt) aux États-Unis et de la confirmation de l'achat de la maison de courtage Kleinwort. Selon des rumeurs, le groupe australien Elders aurait vendu sa participation dans la brasserie Scottish and Newcastle à 450 pence l'action. Le titre a progressé. Les fonds d'Etat ont terminé la séance sur une hausse d'un demi-point.

## FAITS ET RÉSULTATS

● Sears Group partit présenter d'un contrat de ministère britannique de la défense. — Bonne nouvelle pour Sears Group, la société de services informatiques française britannique née du regroupement du français Sears Metra et de l'anglais Cap Group. Il y a six semaines, elle est devenue l'un des consortiums dans lequel on retrouve également Dowty et Racal, qui vient de remporter un contrat de 150 millions de livres (1,6 milliard de francs) du ministère de la défense britannique. Sa quote-part est de 400 millions de francs environ.

Le consortium sera chargé de fournir le système de commande et de contrôle de la nouvelle génération de frégates type 23 de la Royal Navy. Sears Group avait rencontré l'an passé des difficultés plus grandes que prévu dans ses affaires outre-Manche, ce qui avait pesé sur ses résultats.

● Siemens spécialiste dans le nucléaire, K.W.U. (Kraftwerk Union), va supprimer 850 postes de travail à la suite de la fermeture du centre de retraitement nucléaire de Wackersdorf, dernier chantier nucléaire de l'entreprise en RFA. Le groupe, numéro deux de l'industrie nucléaire en Allemagne, espère éviter des licenciements.

● Croissance de 70 % du bénéfice semestriel d'ABB. — Premier groupe mondial de l'électrotechnique, Asea Brown-Boveri (ABB) annonce une progression de près de 70 % de son bénéfice brut au premier semestre, à 390 millions de dollars (2,5 milliards de francs) contre 220 millions de dollars (1,4 milliard de francs), à périmètre comparable en 1988.

## PARIS, 11 août ↑

## Mieux orienté, mais prudent

Aucune véritable suite n'a été donnée, vendredi, rue Vivienne, à l'effacement anticipé de la veille. Après s'être quand même montré indécis à l'ouverture (- 0,11 %), le marché parisien a repris lentement sa progression. Vers 11 heures, il était déjà revenu au point d'équilibre. Un peu plus tard, l'indice a instantanément de tendance affiché une avance modeste de 0,28 %, avant, dans l'après-midi, de s'établir à 0,21 % au-dessus de son niveau précédent. D'une façon générale, les courants d'affaires ont été assez mitigés.

La reprise de Wall Street, revenue au volée de son plus haut niveau historique, a été un élément plutôt encourageant. Mais les investisseurs ont été nombreux à juger plus prudent de rester ferme au pied. Plusieurs raisons à cela. La veille, en effet, l'Association des valeurs particulières a tenu son assemblée. La Bourse ne rouvrira ses portes que le mercredi 16 août. Dans l'intervalle, d'autres places seront restées ouvertes et bien des événements peuvent survenir.

Paris, en outre, comme la plupart des grandes places est à son plus haut niveau historique. L'attente d'une telle attitude après 22 % de hausse depuis le début de l'année, plus de 100 % depuis la fin du mois de janvier 1988, incite à la plus délicate prudence.

Nul, d'autre part, ne sait si le feuillet de l'été (OPA de Suez sur Victoire via la Compagnie Industrielle) aura une suite capable de soutenir l'intérêt sur le parquet.

Reste que, sous les lambris, il règne toujours, malgré la remontée du dollar, un optimisme modéré. Mais beaucoup préfèrent attendre la première réunion de fin août pour prendre des décisions de placement. L'ombre du krach rappelle qu'il y a toujours deux sens à la Bourse.

## TOKYO, 11 août ↓

## Baisse

La séance a encore été bien tenue vendredi à Tokyo dans un marché déserté par bon nombre d'opérateurs en raison des vacances estivales. La tendance s'est donc orientée à la baisse et l'indice Nikkei a baissé en fin de journée de 6,84 points à 34 712,96. Sur la semaine, cet indice a perdu en définitive 29,03 yens.

La séance avait pourtant débuté sur une hausse après la nette reprise enregistrée à Wall Street, mais les ventes bénéficiaires ont bien vite repris le dessus dans l'indifférence générale, notaient les courtiers. Les grandes valeurs du secteur électrique étaient recherchées, notamment Sony et Hitachi. Les valeurs des secteurs des Services, du Commerce et du Bâtiment ont cédé du terrain.

VALEURS	Cours de 10 août	Cours de 11 août
Aiel	705	700
Industrie	1 880	1 710
Sony	3 580	3 580
Fujitsu	3 580	3 570
Hitachi	1 880	2 030
Yamaha	1 400	1 400
Hitachi Heavy	1 200	1 210
Sony Corp.	8 880	8 840
Toyota Motors	2 810	2 840

## PARIS:

## Second marché (affection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Amstel	468	468	Le gél. de la mer	468	468
Amstel	228	228	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468
B.A.C.	328 50	328 50	Le gél. de la mer	468	468

LA BOURSE SUR MINTEL  
36-15 TAPEZ  
LEMONDE

## Marché des options négociables le 10 août 1989

Nombre de contrats : 12 941.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Sept.	Déc.	Sept.	Déc.
Accor	600	90	—	4	—
ACE	440	15,50	—	8	—
EX-Aptitude	400	24	43	7,25	—
Evolution SA-PLC	100	3,45	3,50	3,20	—
Lafarge-Capex	1 700	70	125	18	35
Michels	130	7,50	14,01	4,80	8
MIL	1 400	75	—	23	35
Paribas	400	42,50	52	2,40	6
Papet	250	80	110	5	14
Saint-Gobain	600	9,50	25	—	—
Société générale	500	3,50	11	—	—
Thomson-CSF	200	9	14,30	9	13
Suez	1 500	—	—	7	—
Suez Financière	300	18,00	29	8	10

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 10 août 1989

Nombre de contrats : 32 190.

COURS	ÉCHÉANCES			
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 90	Sept. 90
Dernier	109,94	109,74	109,40	109,40
Précédent	109,94	109,76	109,56	109,56

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE

Options d'achat

Options de vente

108

## INDICES

## CHANGES

Dollar: 6,5190 F ↑

La devise américaine s'est inscrite en forte hausse le vendredi 11 août, en raison des bonnes conditions d'émission de l'emprunt à trente ans du Trésor américain, la veille. Beaucoup d'opérateurs, courts en dollars depuis quelques jours, ont également choisi de reprendre leurs achats, la devise américaine cotait 6,5190 F contre 6,3790 F la veille à la cotation officielle.

FRANCOFONIE 10 août 11 août

Dollar (en DM) 1 898 1 925

TOKYO 10 août 11 août

Dollar (en yen) 139,5 140,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (11 août) 91/64 91/64

New-York (10 août) 85/61

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

9 août 10 août

Valeurs françaises 119,3 119

Valeurs étrangères 118,5 119

(SBE, base 100: 31-12-81)

Indice global CAC 596,6 596,3

(SBE, base 100: 31-12-87)

Indice CAC 40 1 828,85 1 816,46

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 511,93 510,85

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles 2 686,08 2 712,63

LONDRES (indice Financial Times)

Industrielles 1 972 1 961,4

Mines d'or 197,2 197,2

Fonds d'Etat 87,38 87,34

TOKYO

10 août 11 août

Nikkei Dow Jones 34 712,96 34 712,96

Indice général 2 640,13 2 638,28

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR

UN MOIS

DEUX MOIS

SIX MOIS

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL

SEUL





سبت 12 اوت 1989

20 • Samedi 12 août 1989 •

# Le Monde

ÉTRANGER	COMMUNICATION	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 URSS : une partie de la production agricole pourra être payée en devises. 4 Chili : M. Buchi candidat de la droite à l'élection présidentielle. 5 Liban : violents bombardements sur Beyrouth.	6 Désignation de M. Philippe Guillaumet à la présidence commune d'A 2 et de FR 3.  <b>POLITIQUE</b> 6 M. Rocard et l'écologie.	7 Le transfert du carnet d'Auschwitz compromis. - Appel de la direction de la gendarmerie. - Les « Anti-89 » se mobilisent. 8 Un village kurde en Auvergne. 12 Sports : en formule 1, les préqualifications en question.	13 1939, l'année magique du cinéma hollywoodien. - Manolo, un film de Fernando Trueba. - La saison 1989-1990 du TNP de Villeurbanne.	18 Selon l'OCDE, la Grande-Bretagne doit mener une politique fiscale plus dure. - Le projet de budget pour 1990. 17 Airbus confirme sa percée dans les pays de l'Est. 18-19 Marchés financiers.	Abonnements ..... 4 Annonces classées ..... 16 Carnet ..... 17 Jeux ..... 11 Loto ..... 15 Météorologie ..... 8 Philatélie ..... 8 Radio-Télévision ..... 15 Spectacles ..... 14	<b>Les résultats des grandes écoles :</b> 3615 tapers LEMONDE  <b>Les offres d'emploi du Monde :</b> 3615 tapers LM

## Le satellite astronomique européen en difficulté

### « Hipparcos » est encore à la recherche de son orbite

Rien ne va plus pour Hipparcos, le satellite astronomique européen, lancé du Kourou (Guyane française) dans la nuit du mardi 8 au mercredi 9 août à l'occasion du trente-troisième tir de la fusée Ariane (le Monde du 9 août). La mise à feu de son moteur d'apogée, qui devait avoir lieu trente-sept heures après sa mise en orbite afin de circulariser cette dernière, a échoué jeudi, provoquant une certaine émotion à l'Agence spatiale européenne (ESA) et dans la communauté astronomique. Seule bonne nouvelle : le succès total du premier changement d'orbite effectué par TV-SAT-2, autre satellite embarqué avec Hipparcos lors du dernier vol d'Ariane. Porté jeudi à une altitude de 17 000 kilomètres, ce satellite ouest-allemand de télédétection doit encore subir deux changements d'orbite, afin d'atteindre dans trois semaines sa position définitive, à 36 000 kilomètres de la Terre.

Pour tenter de comprendre le problème survenu au moment de l'allumage du moteur à poudre Mage-2 d'Hipparcos, fabriqué par la Société européenne de propulsion (SEP), l'équipe du projet, qui traitait, jeudi soir, de Kourou à bord d'un Concord spécialement affrété, a aussitôt rallié la station de Darmstadt, siège ouest-allemand du Centre d'opérations spatiales (ESOC) de l'ESA chargé de la mise en orbite de tous les satellites de son agence.

Deux scénarios, dans la matinée de vendredi, étaient principalement évoqués. Selon l'hypothèse la moins pessimiste, la télécommande d'allumage ne serait pas parvenue à Hipparcos, du fait d'un défaut de transmission qui s'effacerait alors de lui-même. Seconde hypothèse : pour une raison qui reste à déterminer, l'ordre d'allumage transmis par Darmstadt n'aurait pas été suivi d'effet à bord du satellite. Quel que soit le cas, il y aurait eu grand-chose à faire, notamment si le problème se pose directement au niveau de l'allumage.

Une nouvelle tentative d'allumage, en utilisant cette fois le deuxième moteur présent à bord d'Hipparcos, s'est soldée, vendredi, par un second échec. Un troisième

essai devait être effectué samedi matin. « Rien n'est encore perdu, rien ne presse. Ce qui importe le plus, c'est d'analyser le problème sous tous ses aspects et, surtout, de prendre la bonne décision », soulignent les spécialistes. Actuellement sur une orbite de transfert géostationnaire très elliptique de 200 kilomètres de périhélie et de 53 900 kilomètres d'apogée (soit, respectivement, les points de son ellipse les plus proches et lointains de la surface terrestre), Hipparcos, en très bon état, peut en effet y effectuer au moins quinze tours successifs avant de commencer à être attiré vers la Terre. Si plusieurs semaines étaient nécessaires, une partie du gaz propulseur embarqué à son bord pourrait également être utilisée pour rebaisser jusqu'à 400 kilomètres l'altitude de son périhélie - quitte à réduire ses possibilités de manœuvre en orbite et sa durée de vie dans l'espace.

Même si les objectifs premiers devaient être révisés à la baisse, tout sera fait pour permettre à Hipparcos de circulariser son orbite. Si la mission de cartographie céleste devait échouer définitivement, la pihule serait en effet doublément amère. Conçu sous l'égide de l'ESA, réalisé par trente-cinq sociétés européennes sous la maîtrise d'œuvre de la société française Matra, Hipparcos, premier satellite d'astronomie spatiale au monde, a coûté environ 2,4 milliards de francs.

Chargé de mesurer avec une précision inégalée la position et les mouvements de cent vingt mille étoiles prééclipsées (et de fournir, avec une moindre précision, des données photométriques sur près de quatre cent mille étoiles), « l'arpenteur du ciel » ne constitue pas seulement l'un des fleurons de la technologie spatiale européenne, il représente également l'aboutissement des espoirs de toute une communauté astronomique qui espère, grâce à lui, de la structure stellaire à la dynamique et l'évolution des objets célestes, confirmer ou réviser bon nombre d'hypothèses sur les grandes lois qui régissent l'Univers.

CATHERINE VINCENT.

## La grève des électroniciens de la sécurité aérienne

### Le ministre des transports critique « ceux qui oublient le service public »

Après la décision des électroniciens de la sécurité aérienne des syndicats SAPAC (autonomes) et CGT de faire grève du jeudi 10 au mercredi 16 août, M. Michel Delebarre, ministre de l'équipement et des transports, a publié un communiqué dans lequel il se dit « préoccupé non pas par l'usage en soi du droit de grève, mais par le fait qu'une certaine forme d'action vise, pour la troisième fois consécutive, à perturber le transport aérien par des grèves ciblées sur les périodes de forte trafic, pénalisant donc notamment les usagers français et étrangers, en départ ou en retour de vacances. Je constate, ajoute le ministre, que cette action tranche avec le comportement exemplaire de la majorité des personnels de la navigation aérienne qui fait un

effort important pour assurer le bon écoulement d'un trafic particulièrement dense. »

Les électroniciens sont, comme tous les fonctionnaires de la navigation aérienne, bénéficiaires de l'accord du 4 octobre 1988, « mais refusent d'en appliquer la contrepartie », c'est-à-dire, selon le ministre, d'assurer l'écoulement du trafic et la continuité du service public. M. Delebarre entend « faire prévaloir les droits des usagers et le respect du service public que certains paraissent aujourd'hui oublier. »

La direction générale de l'aviation civile a mis en place un service minimum, mais des retards dans les vols sont à prévoir, notamment à la fin du week-end du 15 août.

## HONGRIE

### Prochaine libéralisation de la loi sur les réfugiés

La Hongrie est décidée à faire preuve de fermeté dans l'affaire des réfugiés allemands utilisant la « filière hongroise » pour gagner l'Autriche, mais elle désire également libéraliser sa législation et l'accorder avec la Convention internationale de Genève, à laquelle elle a adhéré en février dernier. « La Hongrie n'a nullement l'intention de devenir la filière permettant à des personnes de quitter illégalement leur territoire pour rejoindre un pays tiers », a-t-on indiqué jeudi 10 août au ministère de l'Intérieur, à Budapest.

Le colonel Karoly Nagy, chef du département de contrôle des étrangers, a précisé que la pratique de marquer d'une estampille les passeports des citoyens de RDA ayant tenté de passer illégalement la frontière n'avait « pas été abolie », mais que ces derniers feraient d'abord l'objet d'un « avertissement », le tampon n'étant utilisé « qu'en cas de

récidive ». Il a ajouté que le Parlement devrait libéraliser « d'ici à octobre » la législation sur les réfugiés et le passage illégal de la frontière. Ce dernier délit ne doit plus être considéré comme un « acte criminel », mais comme une « violation de la loi », a-t-il dit.

Selon les statistiques, 569 citoyens est-allemands ont tenté de quitter illégalement la Hongrie pendant les six premiers mois de 1989 contre 539 en 1988 et 248 en 1987.

Évoquant le cas des « quelque 170 » citoyens est-allemands qui ont cherché refuge dans l'ambassade de RFA à Budapest, le colonel Nagy a affirmé : « Nous ne prendrons pas de mesures de déportation forcée contre des citoyens est-allemands, sauf s'ils se sont rendus coupables d'une action criminelle grave. » (AFP.)

## Un arrêt de la cour d'appel de Paris

### L'ex-CRS Gilles Burgos est renvoyé devant les assises pour « coups mortels »

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a rendu jeudi 10 août, un arrêt renvoyant l'ex-CRS Gilles Burgos devant la cour d'assises pour « coups mortels », suivant en cela les réquisitions de l'avocat général, M. Yves Chauvy. Gilles Burgos avait mortellement atteint Loïc Lefèvre, un jeune automobiliste qui tentait d'échapper à un contrôle après avoir grillé un feu, dans la nuit du 4 au 5 juillet 1986, rue de Mogador à Paris-9. Le CRS avait, dans un premier temps, été inculpé de « coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner », par M. Michel Legrand, juge d'instruction.

Lors d'un premier renvoi de l'inculpé en cour d'assises, le 21 décembre 1988, la chambre d'accusation avait requis l'inculpation en « homicide volontaire ».

L'avocat de Gilles Burgos, M. Henri-René Garand, s'était immédiatement pourvu en cassation. Dans un arrêt rendu le 3 mai 1989, la chambre criminelle avait cassé la décision de la chambre d'accusation pour vice de forme. Réunie « dans une autre composition », c'est-à-dire avec des magistrats différents, la chambre d'accusation a donc dû statuer pour la deuxième fois sur l'affaire Burgos.

M. Garand - qui a annoncé son intention de se pourvoir à nouveau en cassation - avait demandé le non-lieu, tandis que l'avocat de la partie civile, M. Patrick Maisonneuve demandait la qualification du crime en « homicide volontaire ».

Gilles Burgos, remis en liberté en juillet 1988 (il avait été écroué à la suite d'un incident dans une pizzeria quelques mois auparavant, à Vélizy), a été révoqué de la police nationale.

## Une mise au point d'un magistrat du Havre

### Les versements de M<sup>me</sup> Cons-Boutboul à Bruno Dassac ont été « très postérieurs » à l'assassinat de Jacques Perrot

Chargé du dossier de l'assassinat de Bruno Dassac, en l'absence de M. Michel Beaulieu, juge d'instruction au Havre, M. Jean-Jacques Ignacio, deputy des juges d'instruction du Havre, a « formellement démenti », jeudi 10 août, que les versements effectués par M<sup>me</sup> Marie-Elisabeth Cons-Boutboul, inculpée de complicité d'homicide volontaire dans cette affaire, aient eu lieu « peu après l'assassinat de Jacques Perrot », le gendre de M<sup>me</sup> Cons-Boutboul (le Monde du 11 août).

Selon M. Ignacio, M<sup>me</sup> Cons-Boutboul a fait opérer deux versements sur le compte bancaire suisse de Bruno Dassac, « le premier à l'automne 1986 et le second durant l'été 1987 », alors que Jacques Perrot a été assassiné à Paris le 27 décembre 1985. Le juge a, d'autre part, confirmé que le montant global des verse-

ments - effectués en francs suisses - correspondait à environ 140 000 francs français.

« Les enquêteurs ne privilégient en aucune manière une piste faisant un lien entre l'assassinat de Bruno Dassac et celui de Jacques Perrot », a ajouté M. Ignacio.

Pour leur part, les avocats de M<sup>me</sup> Cons-Boutboul ont élevé « une protestation indignée », après les informations récemment publiées sur cette affaire. Selon M. Jacques Dreyfus et Martine Jourdan, « M<sup>me</sup> Cons-Boutboul n'a à aucun moment reconnu les faits » ni les informations qui viennent d'être « reprises par les médias ». « Fournir à la presse des informations tronquées, mal interprétées ou isolées de leur contexte constitue une désinformation d'une exceptionnelle gravité », ajoutent les avocats.

## A cause d'une panne électrique

### 12 000 voyageurs bloqués pendant plusieurs heures près de Toulon

Près de 12 000 voyageurs ont été bloqués pendant plusieurs heures dans la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 août près de Toulon à la suite d'une panne du système d'alimentation électrique des locomotives.

Une vingtaine de trains, dont plusieurs TGV, se sont arrêtés en pleine nature, sur la voie principale. Ils ont dû être dépanchés par des locomotives utilisant du fuel. Cet incident a entraîné des retards pouvant atteindre six heures. Dans la capitale et en l'absence de climatisation, beaucoup de passagers, exaspérés, sont descendus sur les voies. Certains ont rejoint leurs destinations par la route, ou ont allé faire de l'autostop sur l'autoroute.

Le violent orage qui s'est abattu sur le Var en fin d'après-midi a provoqué un court-circuit dans l'alimentation électrique des caténaires qui fournissent le courant aux locomotives, précise la SNCF. L'entreprise nationale a indiqué que le trafic avait été rétabli en milieu de matinée, vendredi. Pour sa part, M. Michel Delebarre, ministre des transports, a demandé à la SNCF de « lui indiquer l'origine des incidents et les conséquences qui en ont résulté pour les passagers ». Soulignant, dans un communiqué, « la gêne très sérieuse pour les voyageurs », entraînée par cette panne, le ministre se déclare « très attaché à l'information qui doit être donnée en toutes circonstances aux usagers des différents modes de transport ».

« La lutte pour le contrôle de l'Est républicain ». - Le groupe Core-Reyillon a réussi à bloquer M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain, dans sa tentative pour contrôler le capital du quotidien. Le tribunal de Metz a en effet ordonné la mise sous séquestre des actions de la Grande Chaudronnerie lorraine jusqu'à ce que la justice examine « du fond » la validité de la cession de ses actions.

A C D E F G H

## Dans un entretien avec la revue « Présent »

### M. Le Pen dénonce le rôle de « l'internationale juive » dans « la création de l'esprit antinational »

Dans un entretien publié par *Présent*, revue d'extrême droite, M. Jean-Marie Le Pen affirme que « les grandes internationales, comme l'internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de l'esprit antinational ». M. Le Pen cite également « la maçonnerie », parmi les exemples des forces « qui visent à établir une idéologie mondialiste, réduction égalitaire ». M. Le Pen précise cependant : « Il faut être prudent quand on dit que la maçonnerie et l'internationale juive jouent un rôle. Cela n'implique pas tous les maçons ou obédiences, ni toutes les organisations juives, ni tous les juifs, c'est évident. Mais il y a des gens qui parlent au nom des autres et qui agissent de cette manière. »

Dans le même entretien, M. Le Pen estime qu'il est absurde de « croire que le Parti républicain allemand est une résurgence du nazisme » et qu'il est « incorrect » de dire que le MSI italien est un mouvement fasciste ou néo-fasciste. Interrogé sur les perspectives d'action politique du Front national, il répond : « Les prévisions dans ce domaine sont aléatoires. Nous allons vivre pendant quelques années encore dans l'évocation du cinquantenaire de la deuxième guerre mondiale. Le poids du passé est trop lourd dans notre pays, dans nos civilisations. Nous marchons à reculons, en quelque sorte. En permanence, nous regardons ce qui s'est passé. »

Les propos tenus par le président du Front national sur la maçonnerie et « l'internationale juive » ont provoqué de nombreuses protestations. M. Jean Kahn, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), estime que « l'antisémitisme de M. Le Pen n'est plus à prouver ». Évoquant sur RFI

les dernières déclarations du président du Front national et son jeu de mot sur M. Michel Durafour - « Durafour crématrice » - M. Kahn a déclaré : « Nous accueillons ces propos avec mépris. S'ils critiquent les juifs à propos de leur sentiment national, les juifs n'ont pas de leçon à recevoir de sa part. Tant de juifs ont laissé leur vie aux cours des précédentes guerres. »

### « Hors du jeu normal des institutions »

La Ligue des droits de l'homme souhaite que, « conformément aux instructions données par le ministre de la Justice, le parquet ename sans délai les poursuites nécessaires pour faire sanctionner ces injures racistes », puisque le président du Front national exprime « ouvertement son adhésion aux thèses racistes qui ont conduit au génocide ». « Jean-Marie Le Pen et le Front national se situent hors du jeu normal des institutions démocratiques », affirme la Ligue des droits de l'homme.

De son côté, le MRAP, sous le titre « Le Pen sans masque », juge que M. Le Pen « reprend ouvertement les thèmes meurtriers du national-socialisme » et ajoute : « C'est sans doute son apport à l'alliance qui vient de conclure au Parlement européen avec l'extrême droite allemande dirigée par un ancien Waffen SS. »

« Continuera-t-on, dans ces conditions, demande le MRAP, de présenter le chef du FN comme un homme politique comme les autres, de l'environner de micros et de caméras ? (...) Prendra-t-on enfin des mesures appropriées pour réfuter ses mensonges (...) ? »

Dans l'immédiat le MRAP « espère fermement qu'en vertu de la circulaire récente du garde des sceaux aux parquets, des poursuites répondront à cette nouvelle provocation. »

SOS-Racisme estime que M. Le Pen « n'aura fait illusion que pendant quelques jours après son mea culpa à propos de son sinistre jeu de mots « Durafour crématrice » (1). Aujourd'hui encore, il nous montre son vrai visage : celui de la haine, de la xénophobie et du racisme. (...) Il se situe dans la droite ligne de la propagande antisémite de Vichy qui devient pour lui une véritable source d'inspiration. Chassez le naturel, il revient au galop. »

M. Julien Dray, député socialiste de l'Essonne, juge « inadmissible » les propos de M. Le Pen. « Je m'insurge en tant que parlementaire de confession israélite, a-t-il déclaré. Il est inadmissible qu'un parlementaire européen puisse tenir de tels propos, insultants à l'égard de la communauté juive. Je mets au défi M. Le Pen d'apporter la moindre preuve de ses déclarations. »

L'Humanité du vendredi 11 août titre en première page : « Racisme : le président du Front national récidive. » Dans un éditorial intitulé « L'affront », Jacques Coubrard remarque que M. Le Pen, « éditeur de chants hitlériens, va rechercher dans ce passé les thèmes de la propagande qui souilla pendant cinq ans les murs et bien des consciences au temps de l'Occupation. » « On croirait lire, ajoute-t-il, un pamphlet dénonçant les juéo-bolcheviques, les maçons et les immigrés (tous anti-nationaux, selon les procureurs de Vichy), qui conduisirent tant de patriotes, de combattants antifascistes, tant d'hommes, de femmes et d'enfants devant les pelotons d'exécution, dans les camps

d'extermination de leurs chambres à gaz. Un « détail » pour Le Pen. »

Après ces réactions, le Front national revendique son « droit à la liberté d'expression ». Dans un communiqué diffusé vendredi 11 août, M. Carl Lang secrétaire général du Front national déclare que : « Jean-Marie Le Pen pense, s'exprime et agit en homme libre, quelle que soit la dictature de la pensée, le totalitarisme des mois et la « morale d'Etat » antinational imposée par le pouvoir socialiste et les officines qui le soutiennent. »

« Le Front national, précise le communiqué, revendique son droit à la liberté d'expression et refuse de se soumettre à l'idéologie dominante et au conformisme du pouvoir qui s'opposent à la souveraineté du peuple et de la nation. »

(1) Le lundi 7 août, lors de l'émission « Mes coups » sur RTL, M. Le Pen avait « regretté » son jeu de mots sur M. Durafour. « Si j'ai émis involontairement des gens qui se sont sentis visés, je le regrette », avait-il déclaré.

Le numéro du « Monde » daté 11 août 1989 a été tiré à 490 078 exemplaires

(Publicité)

## Moquett., sols plastiques & Tissus Artirec OUV' AOUT

TOUT pour habiller en beauté la maison en Août et à bon compte est chez Artirec (Agès-Franc).

4 exemples : « Velours laine grise Woolmark, véritable « vision » de la moquette, 129,50F le m<sup>2</sup> » Moquette haute machine moirée gris 69,50F le m<sup>2</sup> et non 129,50 » Tissus gaze larges (270 cm) anti-poisson, anti-feu, à coller ou à tendre sans joint 29,50F le m linéaire » Satin imprimé qualité siège, anti-salissure, 39,50F le m en 140. Nériterait 150F etc, etc.

Artirec : 4, Bd de la Bastille, 12<sup>e</sup> (Sole) (43.40.72.72) ; 8, Imp. St Sébastien, 11<sup>e</sup> (Mme) (43.53.66.50) ; 8, r. Roger Salengro, Kremlin-Bicêtre (Sole) (46.58.61.12) ; Plaisir, RN 12 (Sole et Mme) (30.55.55.15).

### Étonnante collection de lits de repos...



Rémy  
Remy : 80-82, rue du Faubourg-Saint-Antoine 12<sup>e</sup>, 43-45-58.